



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*



# Situation et performance financières des fermes canadiennes 2009

Section des données agricoles et de l'analyse  
Mai 2009



*Situation et performance financières  
des fermes canadiennes  
2009*

Préparé par  
*Deborah Niekamp*

Pour  
*Agriculture et Agroalimentaire Canada*

Mai 2009



## *Situation et performance financières des fermes canadiennes 2009*

Mai 2009

Section des données agricoles et de l'analyse  
Direction de la recherche et de l'analyse  
Direction générale des politiques stratégiques  
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Chargée de projet :  
Deborah Niekamp

Toutes les opinions sur les politiques, exprimées de façon explicite, implicite ou interprétées d'après le contenu de la présente publication, ne devraient pas être vues comme reflétant les opinions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

La présente publication s'appuie sur les données les plus récentes au 31 décembre 2008.

### AVIS IMPORTANTS

#### Droits d'auteur ou de copie

Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

#### Copie non commerciale

L'information présente dans cette publication y a été fournie afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement :

que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

#### Reproduction à des fins commerciales

La reproduction de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'adresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Éditions et Services de dépôt  
350, rue Albert, 4e étage  
Ottawa (Ontario), Canada  
K1A 0S5

#### Documents d'une tierce partie

Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2009

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante [www.agr.gc.ca/pol/pub](http://www.agr.gc.ca/pol/pub).

Publication 10968F  
ISBN 978-1-100-92041-2  
Catalogue A38-1/3-2009F-PDF  
Projet 09-025-r

Also available in English under the title:

"FINANCIAL SITUATION AND PERFORMANCE OF CANADIAN FARMS 2009"



# TABLE DES MATIÈRES

	<b>Avant-propos</b> .....	<b>1</b>
	<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>SECTION A</b>	Transformation de l'agriculture canadienne .....	5
<b>SECTION B</b>	Diversité du secteur agricole canadienne .....	21
<b>SECTION C</b>	Revenu agricole et variabilité du revenu .....	33
<b>SECTION D</b>	Évolution de l'actif et du passif agricole et de la valeur nette des fermes .....	45
<b>SECTION E</b>	Ratios de rendement financier des fermes.....	57
<b>SECTION F</b>	Bien-être des familles agricoles .....	67
	<b>Glossaire</b> .....	<b>77</b>





## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>SECTION A</b>	<b>Transformation de l'agriculture canadienne</b>	
Graphique A1	Rendement des cultures de canola et maïs, Canada, 1950 à 2006 .....	6
Graphique A2	Augmentation de la productivité du bétail, 1981 à 2006 .....	6
Graphique A3	Prix des intrants agricoles pour l'engrais, Manitoba, 1993 à 2007 (\$ 2007).....	7
Graphique A4	Marges d'exploitation moyennes, revenus bruts moyens et dépenses d'exploitation totales moyennes, fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus, 1990 à 2006 (\$ 2006) .....	7
Graphique A5	Coûts de production des oléagineux au Brésil et en Argentine, au Canada, aux États-Unis et en Allemagne, 2001 .....	8
Graphique A6	Augmentation des exportations de blé et de farine, tonnage total exporté, 1995-1997 et 2003-2005 .....	8
Graphique A7	Taille moyenne des fermes canadiennes, fermes ayant des revenus bruts de 1 \$ et plus, 1960 à 2005.....	9
Graphique A8	Nombre de grandes fermes, par catégorie de revenu, 1980 à 2005 (\$ 2005) .....	9
Graphique A9	Nombre de petites et moyennes fermes, par catégorie de revenu, 1980 à 2005 (\$ 2005) .....	10
Graphique A10	Nombre de fermes, par catégorie de revenu, 1980 à 2005 (\$ 2005) .....	10
Graphique A11	Emploi agricole et valeur de la production par personne travaillant dans l'agriculture, 1981 à 2006 (\$ 2006) .....	11
Graphique A12	Nombre de fermes et valeur de la production totale, Canada, 1981 à 2006 (\$ 2006) .....	11
Graphique A13	Revenus bruts agrégés par catégorie de revenu, 1980 à 2005 (\$ 2005).....	12
Graphique A14	Pourcentage des fermes par type de ferme, fermes ayant des revenus bruts de 1 000 000 \$ et plus, 2006.....	12
Graphique A15	Répartition des fermes par structure d'entreprise, Canada, 1980 à 2005.....	13
Graphique A16	Pourcentage des fermes constituées en société, par catégorie de revenu, 1980 et 2005 (\$ 2005) .....	13
Graphique A17	Pourcentage des fermes très spécialisées, par type de ferme, Canada, 1996 et 2006.....	14
Graphique A18	Pourcentage des fermes très spécialisées, par type de ferme et catégorie de revenu, Canada, 2006.....	14



Graphique A19	Nouvelles activités entreprises par les exploitants agricoles au cours des cinq dernières années, 2004 et 2007 .....	15
Graphique A20	Pourcentage des fermes qui vendent leurs produits par le biais des filières non conventionnelles, 2004 et 2007 .....	15
Graphique A21	Pourcentage des fermes ayant un plan écrit de salubrité et de qualité des aliments, et pourcentage des fermes ayant suivi récemment une formation sur la salubrité et la qualité des aliments, 2004 et 2007 .....	16
Graphique A22	Pourcentage des producteurs ayant participé à un programme de salubrité ou de qualité des aliments ou ayant des procédures ou pratiques écrites en place, 2006 .....	16
Graphique A23	Pourcentage des fermes ayant un plan agroenvironnemental écrit et pourcentage des fermes ayant suivi une formation en gestion environnementale, 2004 et 2007.....	17
Graphique A24	Part des terres cultivées par pratiques de travail du sol, 1991 à 2006 .....	17
Graphique A25	Surface jachérée au Canada, 1981 à 2006 .....	17
Graphique A26	Consommation d'énergie primaire mondiale et prix du brut national moyen annuel, 1981 à 2007 (\$ 2007) .....	18
Graphique A27	Prix des produits agricoles, du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 au 29 septembre 2008 .....	18
Graphique A28	Moyenne par famille déclarant des revenus de l'agrotourisme, par province, fermes familiales non constituées en société, Canada, 2007.....	19
Graphique A29	Moyenne par famille déclarant des revenus de l'agrotourisme, par type de ferme, fermes familiales non constituées en société, Canada, 2007.....	19
Graphique A30	Revenu agricole net et autres sources de revenu familial des familles agricoles, Canada, 1990 à 2006, (\$ 2006) .....	20
Graphique A31	Sources de revenu familial, familles exploitant des fermes non constituées en société, 2006 .....	20

**SECTION B**      **Diversité du secteur agricole canadien**

Graphique B1	Pourcentage des fermes par typologie, fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus, 2007 .....	24
Graphique B2	Pourcentage des fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus, par typologie et type de ferme, 2007 .....	24
Graphique B3	Objectif d'affaires le plus important, par typologie, 2007 .....	25
Graphique B4	Objectif personnel le plus important, par typologie, 2007 .....	25
Graphique B5	Marges d'exploitation brutes, par typologie, 2007 .....	26
Graphique B6	Revenu familial moyen par groupe de fermes commerciales, fermes non constituées en société, 2006 .....	26
Graphique B7	Actif agricole total moyen et actif agricole par dollar de revenu brut, par typologie, 2007.....	26

Graphique B8	Pourcentage des fermes et revenus bruts agrégés par typologie, fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus, 2007 .....	27
Graphique B9	Pourcentage des très grandes fermes et part des revenus bruts agrégés détenue par les très grandes fermes, par type de ferme, 2007 .....	27
Graphique B10	Répartition des exploitants du groupe des fermes de retraité par âge, Canada, fermes non constituées en société, 2006 .....	28
Graphique B11	Passif moyen et nouveaux emprunts, par typologie, Canada, 2006 .....	28
Graphique B12	Répartition du groupe des fermes d'agrément par catégorie de revenu non agricole, Canada, 2006 .....	29
Graphique B13	Revenu familial moyen dans le groupe des fermes d'agrément, par catégorie de revenu non agricole, 2006 .....	29
Graphique B14	Répartition du groupe des fermes à faible revenu, par catégorie de revenu familial MFR, 2006 .....	30
Graphique B15	Revenu familial moyen dans le groupe à faible revenu, par catégorie de revenu familial MFR, fermes non constituées en société, 2006 .....	30
Graphique B16	Participation aux programmes gouvernementaux, par typologie, Canada, 2007 .....	31

**SECTION C      Revenu agricole et variabilité du revenu**

Graphique C1	Revenu net comptant agrégé, Canada, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	34
Graphique C2	Bénéfice d'exploitation net moyen, Canada, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	34
Graphique C3	Bénéfice d'exploitation net moyen et bénéfice d'exploitation net moyen, après amortissement, par catégorie de revenu, Canada, 2006 .....	35
Graphique C4	Bénéfice d'exploitation net moyen et bénéfice d'exploitation net moyen après amortissement, par type de ferme, fermes familiales non constituées en société, Canada, 2006 .....	35
Graphique C5	Bénéfice d'exploitation net moyen et bénéfice d'exploitation net moyen, après amortissement, par type de ferme, Canada, 2006 .....	36
Graphique C6	Pourcentage de fermes, par type de ferme et catégorie de revenu, Canada, 2006 .....	36
Graphique C7	Bénéfice d'exploitation net moyen, par type de ferme, fermes de culture, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	37
Graphique C8	Bénéfice d'exploitation net moyen, par type de ferme, fermes d'élevage, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	37
Graphique C9	Bénéfice d'exploitation net moyen, Est du Canada, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	38
Graphique C10	Bénéfice d'exploitation net moyen, Centre du Canada, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	38
Graphique C11	Bénéfice d'exploitation net moyen, Ouest canadien, 1990 à 2008* (\$ 2006) .....	38
Graphique C12	Pourcentage de fermes, par type de ferme et par province, 2006 .....	39

Graphique C13	Bénéfice d'exploitation net moyen et bénéfice d'exploitation net moyen, après amortissement, par province, 2006 .....	39
Graphique C14	Ratios des dépenses par type de ferme – producteurs à coût médian, à faible coût et à coût élevé, moyenne sur 3 ans, 2004 à 2006.....	40
Graphique C15	Ratios de dépenses par catégorie de revenu, producteurs à coût médian, à faible coût et à coût élevé, moyenne sur 3 ans, 2004 à 2006.....	40
Graphique C16	Revenus moyens par surface cultivée, fermes de culture de céréales et d'oléagineux spécialisées des Prairies, surface cultivée de 2 560 à 6 399 acres, 2006 .....	41
Graphique C17	Dépenses moyennes par surface cultivée, fermes de culture de céréales et d'oléagineux spécialisées des Prairies, surface cultivée de 2 560 à 6 399 acres, 2006 .....	41
Graphique C18	Revenus et dépenses par tête (moyenne), exploitations à faible coût et à coût élevé, exploitations vaches-veaux spécialisées des Prairies, 250 à 750 têtes, 2006 .....	42
Graphique C19	Revenus et dépenses par tête (moyenne), exploitations à faible coût et à coût élevé, fermes laitières spécialisées du Québec et de l'Ontario, 75 à 175 têtes, 2006 .....	42
Graphique C20	Revenu marchand et paiements de programme moyens, Ontario, fermes de culture de céréales et d'oléagineux à faible coût, revenu brut de 250 000 \$ à 499 999 \$, 2003 à 2007 .....	43
Graphique C21	Revenu marchand net et paiements de programme moyens, Ontario, producteurs à coût élevé, fermes de céréales et d'oléagineux, revenu brut de 250 000 \$ à 499 999 \$, 2003 à 2007 .....	43

**SECTION D      Évolution de l'actif, du passif et de la valeur nette des exploitations agricoles**

Graphique D1	Actif agricole et valeur nette agrégées, 1997 à 2007 (\$ 2007) .....	46
Graphique D2	Actif agricole total, valeur nette totale et revenu brut par ferme, moyenne, Canada, 1997 à 2007 (\$ 2007) .....	46
Graphique D3	Pourcentage de l'actif agrégé par catégorie de revenu, Canada, 1997 et 2007 .....	47
Graphique D4	Actif moyen, par catégorie de revenu, Canada, 1997 et 2007 (\$ 2007) .....	47
Graphique D5	Pourcentage de l'actif agrégé, par type de ferme, Canada, 1997 et 2007 .....	48
Graphique D6	Actif moyen, par type de ferme, Canada, 1997 et 2007 (\$ 2007).....	48
Graphique D7	Pourcentage de la dette agrégée par catégorie de revenu, Canada, 1997 et 2007.....	49
Graphique D8	Dette moyenne, par catégorie de revenu, Canada, 1997 et 2007 (\$ 2007) .....	49
Graphique D9	Pourcentage des fermes ayant une dette agricole, par catégorie de revenu, Canada, 2007.....	49
Graphique D10	Pourcentage de la dette agrégée, par type de ferme, Canada, 1997 et 2007.....	50
Graphique D11	Dette moyenne, par type de ferme, Canada, 1997 et 2007 (\$ 2007) .....	50
Graphique D12	Pourcentage des fermes ayant une dette agricole, par type de ferme, Canada, 2007 .....	50
Graphique D13	Ratio d'endettement moyen, par catégorie de revenu, Canada, 1997 et 2007 .....	51

Graphique D14	Ratio d'endettement moyen, par type de ferme, Canada, 1997 et 2007 .....	51
Graphique D15	Dettes à court terme et dettes à long terme, moyenne, par prêteur, exprimée en pourcentage de la dette totale, Canada, 2007.....	52
Graphique D16	Nombre de prêts en souffrance, Financement agricole Canada, 2004 à 2008 .....	52
Graphique D17	Dettes agrégées et dépenses d'intérêts agrégées, Canada, 1981 à 2008 (\$ 2007).....	53
Graphique D18	Dettes moyennes par ferme, Canada, 1997 à 2007 (\$ 2007) .....	53
Graphique D19	Taux d'intérêt annuels et dépenses d'intérêts exprimées en pourcentage des recettes monétaires agricoles agrégées, Canada, 1981 à 2008 .....	53
Graphique D20	Valeur nette et dette moyenne, par ferme, Canada, 1997 à 2007 (\$ 2007) .....	54
Graphique D21	Ratio d'endettement moyen, Canada, 1997 à 2007 .....	54
Graphique D22	Pourcentage des fermes ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie, 2007 .....	55
Graphique D23	Pourcentage des fermes de culture de céréales et d'oléagineux ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie, 2006 .....	55
Graphique D24	Pourcentage des fermes d'élevage de bovins ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie, 2007 .....	56
Graphique D25	Pourcentage des fermes porcines ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie, 2007.....	56

**SECTION E      Indicateurs de la performance financière des fermes**

Graphique E1	Rendement de l'actif, fermes constituées en société ayant un revenu brut de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006.....	58
Graphique E2	Rendement de l'actif par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, (médianes fondées sur la valeur comptable) Canada, 2006 .....	58
Graphique E3	Rendement du capital (%) par entreprise de production végétale, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur comptable et la valeur de marché), moyenne de 1999 à 2006.....	59
Graphique E4	Rendement du capital (%) par entreprise de bétail, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur du marché et la valeur comptable), moyenne de 1999 à 2006.....	59
Graphique E5	Rendement de l'actif des fermes de culture, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006.....	60

<b>Graphique E6</b>	Rendement de l'actif des exploitations d'élevage, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006.....	60
<b>Graphique E7</b>	Rendement des capitaux propres, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006 .....	61
<b>Graphique E8</b>	Rendement des capitaux propres par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ ou plus et un actif total de 50 000 \$ ou plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	61
<b>Graphique E9</b>	Rendement des capitaux propres des fermes de culture, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006.....	62
<b>Graphique E10</b>	Rendement des capitaux propres des exploitations d'élevage, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus (médianes fondées sur la valeur comptable), 1997 à 2006.....	62
<b>Graphique E11</b>	Ratio de marge bénéficiaire par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ ou plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	63
<b>Graphique E12</b>	Ratio de rotation des capitaux par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	64
<b>Graphique E13</b>	Ratio capitaux propres/actif par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada,(médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	65
<b>Graphique E14</b>	Ratio de couverture des intérêts, avant intérêts et amortissement, par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	65
<b>Graphique E15</b>	Ratio de liquidité générale par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	66
<b>Graphique E16</b>	Ratio de composition de la dette par type de ferme, fermes constituées en société ayant des revenus bruts de 50 000 \$ et plus et un actif total de 50 000 \$ et plus, Canada, (médianes fondées sur la valeur comptable), 2006.....	66

**SECTION F Bien-être des familles agricoles**

<b>Graphique F1</b>	Revenu familial moyen, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 1990 à 2006 (\$ 2006).....	68
<b>Graphique F2</b>	Revenu agricole net moyen, salaires et traitements et autres sources de revenu des familles d'agriculteurs, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 1990 à 2006 (\$ 2006) .....	68

<b>Graphique F3</b>	Revenu familial moyen par catégorie de revenu, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	69
<b>Graphique F4</b>	Revenu familial moyen par typologie, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	69
<b>Graphique F5</b>	Revenu familial moyen par type de ferme, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2005 .....	70
<b>Graphique F6</b>	Revenu familial moyen par province, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, Canada, 2005 .....	70
<b>Graphique F7</b>	Revenu agricole net, salaires et traitements agricoles et autres revenus exprimés en pourcentage du revenu familial par catégorie de revenus, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	71
<b>Graphique F8</b>	Revenu agricole net, salaires et traitements agricoles et autres revenus exprimés en pourcentage du revenu familial par typologie, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	71
<b>Graphique F9</b>	Revenu agricole net, salaires et traitements agricoles et autres revenus, exprimés en pourcentage du revenu familial, par type de ferme, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	72
<b>Graphique F10</b>	Revenu agricole net, salaires et traitements agricoles et autres sources de revenus, exprimés en pourcentage du revenu familial par province, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	72
<b>Graphique F11</b>	Pourcentage de familles d'agriculteurs et particuliers libres de liens familiaux ayant déclaré un revenu agricole net négatif et un revenu familial agricole faible, exploitant une ferme non constituée en société, avec un revenu brut supérieur à zéro, Canada, 1983 à 2003 .....	73
<b>Graphique F12</b>	Répartition des familles d'agriculteurs par revenu agricole net négatif et revenu familial faible, familles exploitant une ferme non constituée en société, Canada, 2006 .....	73
<b>Graphique F13</b>	Distribution des familles d'agriculteurs et des particuliers par nombre d'années de déclaration d'un revenu familial faible, familles exploitant une ferme non constituée en société, avec des revenus bruts supérieurs à zéro, Canada, 1994 à 2003 .....	74
<b>Graphique F14</b>	Fréquence du revenu familial faible chronique, par incidence du revenu agricole net négatif et taille de la ferme, familles exploitant une ferme non constituée en société, revenu brut supérieur à zéro, Canada, 1995 à 2004 .....	74
<b>Graphique F15</b>	Revenu moyen des familles, par type de famille et résidence au Canada, 2004 .....	75
<b>Graphique F16</b>	Valeur nette médiane des familles par type de famille au Canada, 2005 .....	75





# Avant-propos

La présente publication est un recueil de statistiques sur les questions de revenu agricole au Canada. Le revenu agricole est un sujet complexe qui reflète la complexité des exploitations agricoles et de la production agricole au Canada.

Pour mieux comprendre la situation financière des exploitants agricoles canadiens et de leurs familles, le présent recueil met l'accent sur les occasions qui s'offrent à ce secteur et sur les difficultés auxquelles sont confrontées les fermes canadiennes. Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.







# Introduction

La présente publication donne un aperçu des tendances observées au niveau du revenu agricole et du revenu familial agricole, de la diversité des exploitations agricoles et de leurs conséquences sur la mesure de la santé financière de cette industrie au Canada. L'analyse porte principalement sur les diverses exploitations agricoles du Canada, et non sur les mesures agrégées et moyennes du secteur agricole. Les résultats du présent rapport sont utilisés à des fins de référence par les gestionnaires d'exploitations agricoles, les établissements de prêt, les ministères provinciaux de l'Agriculture et d'autres intervenants de la gestion de l'industrie agricole et agroalimentaire du Canada.

On a toujours observé des différences marquées dans la situation financière des fermes selon le type de ferme, l'impact de la météo et des maladies ainsi que l'étape du cycle de vie des fermes individuelles. Cela dit, les différences sont beaucoup plus prononcées qu'avant. Le secteur s'est considérablement diversifié et spécialisé. Les fermes sont souvent affectées de manière différente par l'évolution des conditions économiques. Elles utilisent maintenant des stratégies commerciales différentes pour gérer le risque. Outre la diversité des types de ferme, les exploitations agricoles ont des sources de revenus et d'actifs diversifiées. Le bien-être des familles agricoles dépend maintenant d'une combinaison de revenu agricole et de revenu non agricole, et de la valeur nette considérable de la plupart des propriétaires d'exploitations agricoles. En conséquence, de nombreux indicateurs différents sont nécessaires pour comprendre parfaitement le bien-être des fermes au Canada.

Le présent rapport fournit des graphiques et des tableaux, accompagnés d'explications succinctes sur la structure et la situation financière des familles agricoles canadiennes. Ainsi, le rapport décrit :

- la transformation du secteur agricole canadien,
- la diversité du secteur agricole,
- le revenu agricole,
- l'actif, le passif et la valeur nette des fermes,
- les ratios de performance financière des fermes,
- le revenu familial agricole et le bien-être économique général des familles agricoles du Canada.

Les principales sources de données du présent rapport sont l'Enquête financière sur les fermes, la base de données sur les déclarants et le Recensement de l'agriculture de Statistique Canada, ainsi que les sondages sur le renouvellement de 2004 et de 2007 d'AAC. Le présent rapport s'appuie sur les données les plus récentes de Statistique Canada disponibles le 31 décembre 2008.



# SECTION A

## La transformation de l'agriculture canadienne

L'agriculture canadienne connaît des changements structurels importants. Ces changements touchent non seulement la productivité et la taille de la ferme, mais également la structure organisationnelle, la tenure et la vocation commerciale. Il y a 30 ans, le secteur agricole formait un ensemble plus homogène d'exploitations mixtes, mais les fermes d'aujourd'hui sont beaucoup plus diversifiées en ce qui concerne la taille, la spécialisation et la vocation commerciale, ainsi que l'importance du revenu agricole dans le revenu global du ménage.

Cette transformation est imputable à plusieurs facteurs : les exigences accrues des transformateurs et des consommateurs relativement à la qualité, à la salubrité et à la traçabilité des aliments; les préoccupations environnementales; l'adoption de technologies et de pratiques commerciales misant sur les économies de taille et d'échelle; le regroupement en aval dans les secteurs de la transformation et de la vente au détail; les biotechnologies; les technologies de l'information; le recours accru à la location et au crédit-bail; d'autres stratégies qui encouragent la croissance et élargissent les options en matière de contrôle des ressources; l'adoption généralisée de la sous-traitance, des alliances stratégiques et des modèles d'entreprises coopératives pour faciliter une coordination verticale plus efficace et plus efficiente de la chaîne de production et de la chaîne de valeur (Boehlje et coll., 2006).

La présente section examine une partie des facteurs qui stimulent ces transformations, les occasions qui s'offrent aux agriculteurs canadiens et les mesures que prend le secteur de l'agriculture primaire pour mieux profiter de ces nouvelles occasions.

*Parmi les forces qui provoquent les changements structurels, les améliorations technologiques et génétiques continuent de stimuler la croissance de la productivité agricole*

Le rendement des cultures continue d'augmenter grâce à l'amélioration des plantes et aux pratiques de gestion bénéfiques, dont la rotation des cultures, les engrais et les méthodes de travail du sol.

Les technologies plus avancées de surveillance et de mesure qui sont associées à l'agriculture de précision favorisent l'augmentation de la productivité agricole. Les grandes exploitations agricoles sont plus susceptibles d'adopter ce type de technologie, qui exige un investissement en temps important au niveau de la gestion (Fernandez-Cornejo, 2007).

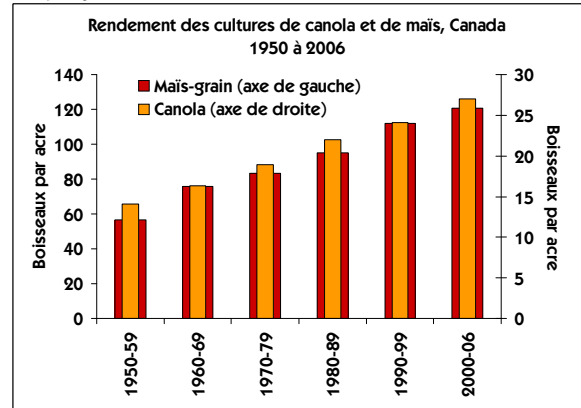
L'élaboration de matériel de semis moderne, d'équipement de guidage et à gouverne automatique, ainsi que d'équipement de plantation et de récolte plus perfectionnés et plus gros, ont considérablement aplani les contraintes de temps auxquelles font face les producteurs céréaliers du Canada et des États-Unis (Gray et Boehlje, 2007).

La productivité du bétail a également augmenté grâce aux progrès de la génétique et de la technologie, à l'amélioration de la formulation des aliments pour animaux et à d'autres pratiques de gestion bénéfiques.

Au cours des 25 dernières années, le poids du bétail en carcasse a augmenté de 32 %.

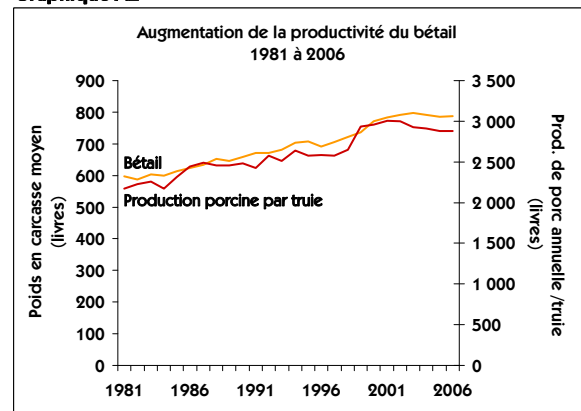
Durant la même période, la production porcine par truie a progressé de 33 %. L'accroissement de la taille des portées, le déclin de l'indice de consommation (kg de céréales par kg de gain) et l'augmentation du poids en carcasse ont contribué à l'amélioration de la productivité.

**Graphique A1**



Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture, Série de rapports sur les grandes cultures.

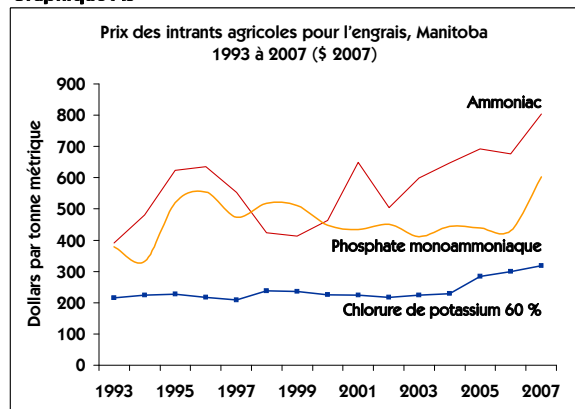
**Graphique A2**



Source : Agence canadienne de classement du bœuf et Statistique Canada, Enquête sur le bétail et Inventaire des stocks (viandes réfrigérées et congelées).

*Cependant, la hausse du prix des intrants comprime les marges d'exploitation agricole, ce qui oblige les fermes à s'adapter pour demeurer compétitives*

**Graphique A3**



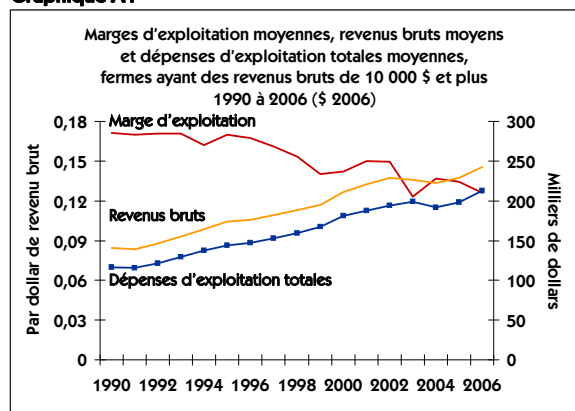
Source : Enquête sur le prix des intrants agricoles (Thomsen); prix annuels calculés par AAC.

Le coût des intrants agricoles augmente en raison, entre autres, de la demande plus forte de céréales et d'oléagineux.

L'engrais est un produit agricole mondial, et son prix est déterminé par l'offre et la demande à l'échelle planétaire. Depuis quelques années, l'offre mondiale d'engrais s'est raréfiée, ce qui a fait monter les prix.

Entre 1993 et 2007, le prix de l'ammoniac a doublé pour atteindre près de 800 \$ par tonne métrique en 2007.

**Graphique A4**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

Les marges d'exploitation diminuent au fil du temps.

Les dépenses d'exploitation totales augmentent de façon plus soutenue que les revenus bruts, ce qui provoque un fléchissement des marges d'exploitation. Entre 1990 et 2006, les revenus bruts moyens ont augmenté de 4,9 % par an, tandis que les dépenses d'exploitation totales moyennes ont progressé de 5,5 % par an.

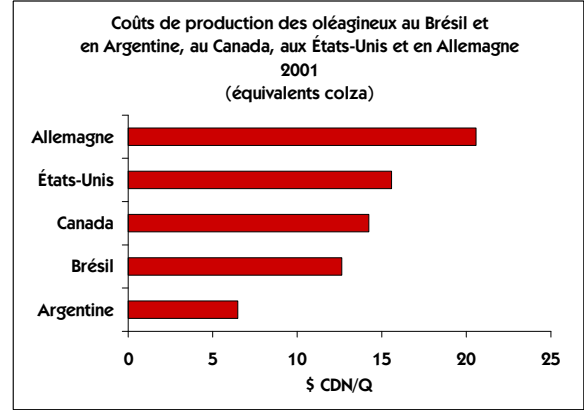
Durant la même période, les marges d'exploitation ont fléchi de 4,5 points de pourcentage, passant de 17,1 % en 1990 à 12,6 % en 2006.

*Les autres défis comprennent l'émergence des exportateurs internationaux à faible coût, qui font concurrence au Canada sur ses marchés d'exportation traditionnels*

De nombreux pays en développement, dont le Brésil et l'Argentine, produisent des produits agricoles à faible coût et livrent une concurrence de plus en plus forte aux producteurs canadiens.

Par exemple, le coût unitaire de la production de soja en Argentine équivaut à 50 % du prix unitaire de la production de canola au Canada.

**Graphique A5**

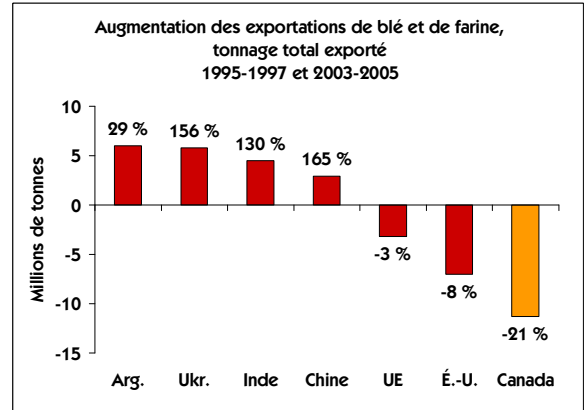


Source : IFCN, Allemagne.

Ces nouveaux producteurs à faible coût exportent et sont en train de prendre la place des pays développés, comme le Canada, les États-Unis et l'UE des 15, sur leurs marchés d'exportation traditionnels.

À titre d'exemple, les exportations canadiennes de blé et de farine ont diminué de 21 % entre 1995-1997 et 2003-2005, tandis que les exportations des économies émergentes ont augmenté de façon importante.

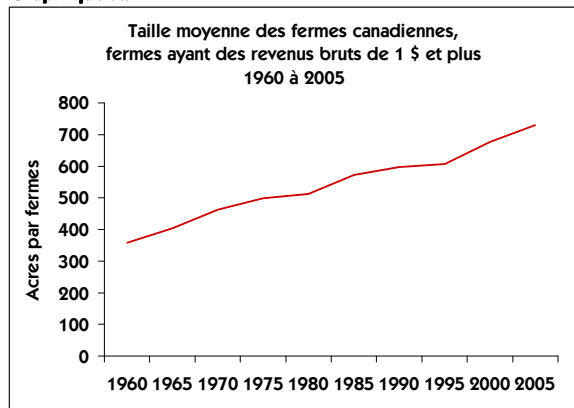
**Graphique A6**



Source : FAO, base de données FAOSTAT.

*Pour demeurer concurrentielles, les fermes canadiennes prennent de l'expansion afin de réaliser des économies de taille, d'où une augmentation du nombre de grandes fermes*

**Graphique A7**



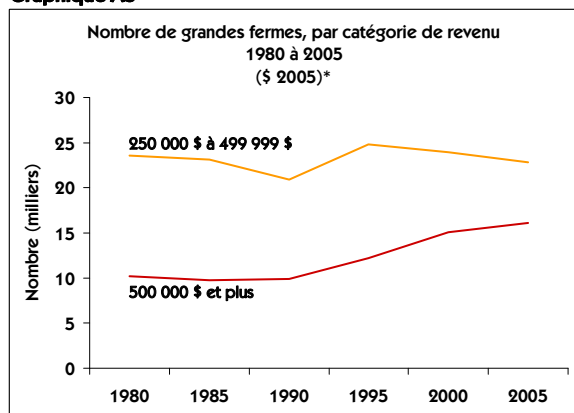
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

La tendance est à l'agrandissement des fermes.

Au cours des 25 dernières années, la taille moyenne des fermes a augmenté de 43 %. Cette expansion doit permettre de réaliser des économies de taille et d'échelle.

- En 1980, la taille moyenne des fermes canadiennes était de 511 acres. En 2005, elle était de 728 acres.

**Graphique A8**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2005.

Le nombre de fermes ayant des revenus bruts de 500 000 \$ et plus est en hausse.

Bien que le nombre de fermes ayant des revenus bruts de 250 000 \$ à 499 999 \$ soit demeuré relativement stable (déclin de 3 % durant la période visée), le nombre de fermes ayant des revenus bruts de 500 000 \$ et plus a grimpé de 58 %.

Le nombre de fermes ayant des revenus bruts de 500 000 \$ à 999 999 \$ a augmenté de 42 % entre 1980 et 2005, pour atteindre 10 240 en 2005.

Enfin, le nombre de fermes ayant des revenus bruts d'un million de dollars et plus a fait un bond de 98 %, pour s'établir à 5 900 en 2005.



## Toutefois, en raison du regroupement, le nombre total de fermes plus petites au Canada continue de baisser

Le nombre de petites et moyennes fermes diminue, alors que les grandes fermes prennent de l'expansion.

Entre 1980 et 2005, le nombre de petites et moyennes fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 250 000 \$ a reculé de 33 %.

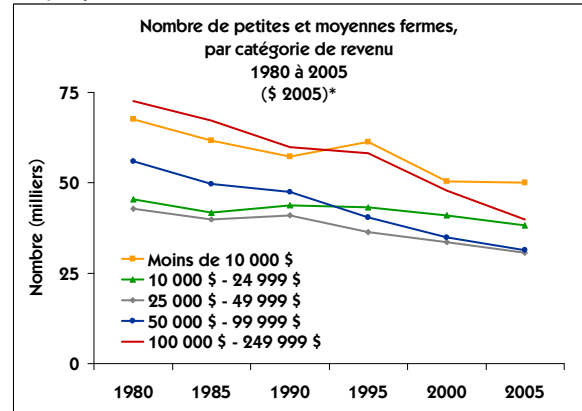
- Le déclin est moins prononcé chez les fermes plus petites. Les fermes ayant des revenus bruts situés entre 10 000 \$ et 24 999 \$ ont enregistré la baisse du nombre de fermes la plus faible, soit -16 %.
- Durant la même période, les moyennes fermes ayant des revenus bruts de 100 000 \$ à 249 999 \$ ont enregistré la baisse la plus importante, soit -45 %.
- Le déclin est en partie imputable aux nombreuses fermes qui prennent de l'expansion et se retrouvent ainsi dans la catégorie des fermes de plus grande taille ayant des revenus bruts de 250 000 \$ et plus.

En raison du déclin ininterrompu du nombre de petites fermes, le nombre total de fermes canadiennes est en baisse.

Le nombre de grandes fermes ayant des revenus bruts de 250 000 \$ et plus a progressé de 15 % pour atteindre 38 980 en 2005.

Au même moment, le nombre de petites et moyennes fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 250 000 \$ a reculé de 33 %. Le nombre total de fermes canadiennes a donc fléchi de 28 % entre 1980 et 2005, pour s'établir à 229 373.

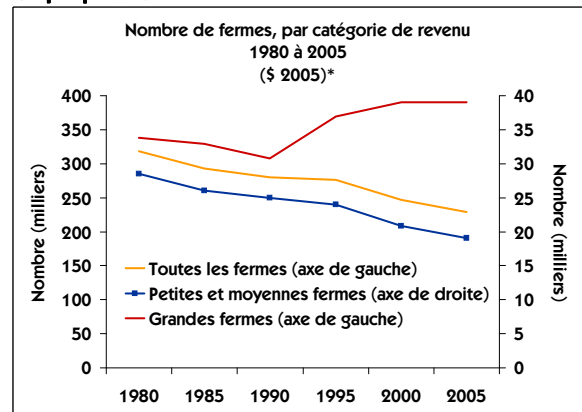
Graphique A9



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2005.

Graphique A10

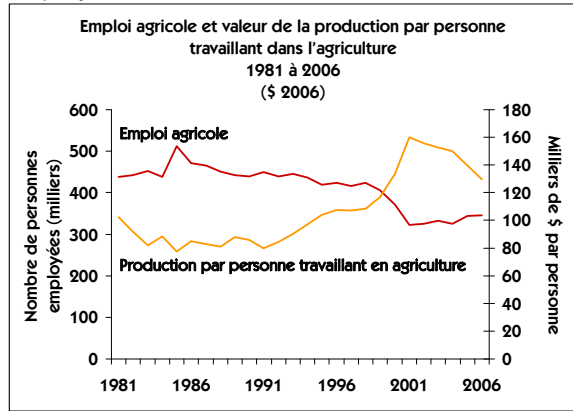


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2005.

*Néanmoins, malgré la baisse du nombre de fermes, la production canadienne augmente*

**Graphique A11**



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, et Statistique Canada, Statistiques économiques agricoles.

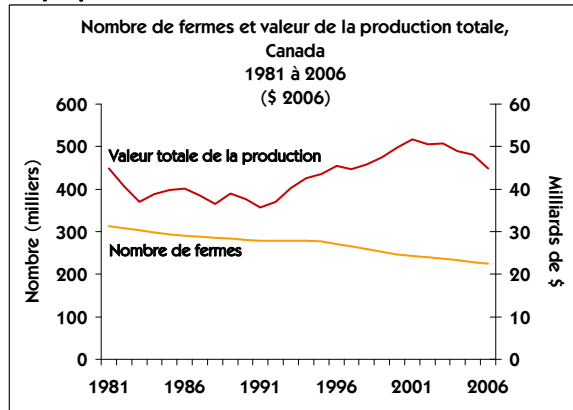
La mécanisation accrue et les autres progrès technologiques ont permis aux agriculteurs de produire davantage avec moins de main-d'œuvre.

Entre 1981 et 2006, le nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'agriculture correspondait à 79 % du niveau de 1981 – il est passé de 438 000 à 346 000 personnes.

Au cours de la même période, la valeur totale de la production agricole est demeurée inchangée.

Sur une base individuelle, toutefois, la production a augmenté de 27 % par personne travaillant dans le secteur de l'agriculture.

**Graphique A12**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, Statistique Canada, Compte de la valeur ajoutée et estimations internes d'AAC en ce qui concerne les données pour les années non visées par un recensement.

En raison de l'accroissement de la productivité, chaque ferme produit davantage.

En 1981, environ 313 000 fermes ont enregistré des revenus agricoles de 45 milliards \$. En 2006, le nombre de fermes a chuté de 28 % mais les revenus sont demeurés à 45 milliards \$.

La valeur de la production par ferme a augmenté de près de 40 % en termes réels.

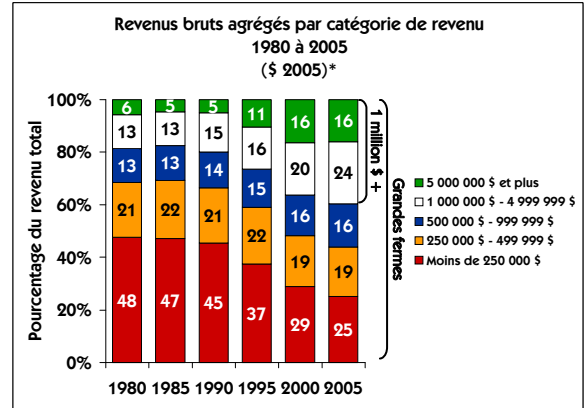
*Plus particulièrement, les fermes « millionnaires » (ayant des revenus bruts d'un million de dollars et plus) prennent de l'importance, puisque la production se concentre dans les plus grandes fermes*

Les fermes « millionnaires » revendiquent maintenant 40 % du revenu agricole brut agrégé.

Au cours des 25 dernières années, le revenu brut généré par les fermes canadiennes ayant des revenus bruts d'un million de dollars à 5 millions de dollars a plus que doublé. En 2005, ces fermes ont généré 24 % des revenus bruts totaux, soit 10 milliards de dollars.

La part du revenu agricole brut attribuable aux fermes dont les revenus bruts sont supérieurs à 5 millions a bondi de 42 % pour atteindre 6,8 milliards; ces fermes représentent maintenant 16 % des revenus bruts au Canada.

**Graphique A13**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2005.

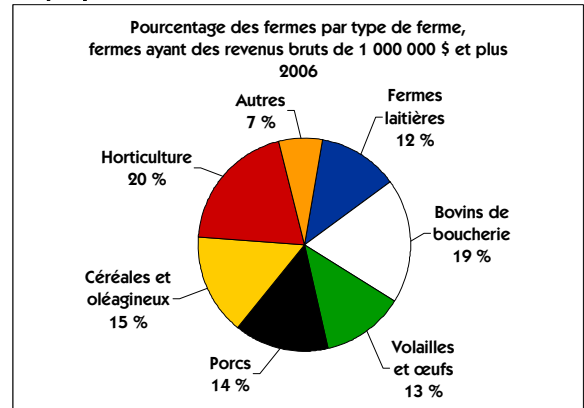
Les fermes « millionnaires » sont concentrées dans certains types de ferme.

Les fermes d'horticulture et d'élevage de porcs représentent le tiers des fermes « millionnaires ».

Les fermes d'élevage de volaille, de porcs et de vaches laitières et les fermes d'horticulture sont moins prédominantes dans la population agricole dans son ensemble, mais elles le sont beaucoup plus dans la catégorie de fermes ayant des revenus bruts supérieurs à 1 million \$.

**NOTE :** Une ferme doit tirer au moins 50 % de ses revenus agricoles d'un produit ou d'un groupe de produits pour être classée dans un type de ferme en particulier.

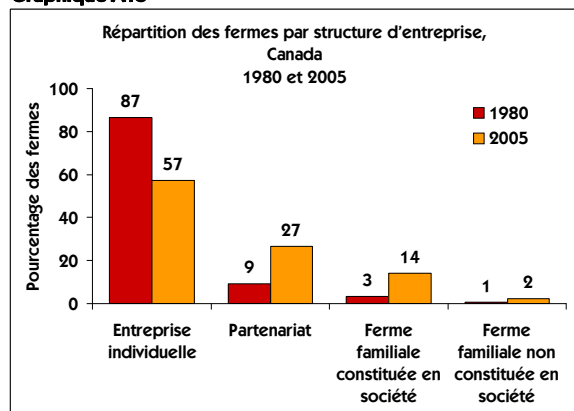
**Graphique A14**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

## De plus en plus de fermes sont constituées en société, mais la plupart demeurent des entreprises familiales

**Graphique A15**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

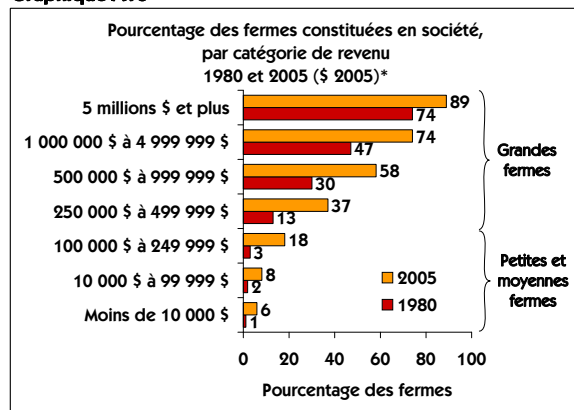
La structure organisationnelle des fermes canadiennes évolue en faveur de structures de propriété plus complexes.

Les familles d'agriculteurs constituent encore un élément stable du paysage rural canadien. En 2006, on recensait environ 229 000 fermes au Canada, dont 98 % étaient détenues et exploitées en tant qu'exploitation agricole familiale.

Au cours des 25 dernières années, le nombre de fermes exploitées dans le cadre d'un partenariat et constituées en société a progressé de 17 % et de 11 %, respectivement.

La majorité des fermes canadiennes (57 %) sont des entreprises individuelles, mais cette proportion fléchit avec la catégorie de revenu.

**Graphique A16**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2005.

Dans chaque catégorie de revenu, la part des fermes constituées en société a augmenté.

Plus la ferme est grande, plus il est probable que la ferme soit constituée en société.

Les fermes « millionnaires » sont les plus susceptibles d'être constituées en société.

- En 2005, 74 % des fermes ayant des revenus bruts de 1 million \$ à 4,9 millions \$ étaient constituées en société, et cette proportion grimpeait à 89 % chez les fermes ayant des revenus supérieurs à 5 millions \$.

## Les fermes prennent de l'expansion et se spécialisent

Un pourcentage plus élevé de fermes deviennent très spécialisées.

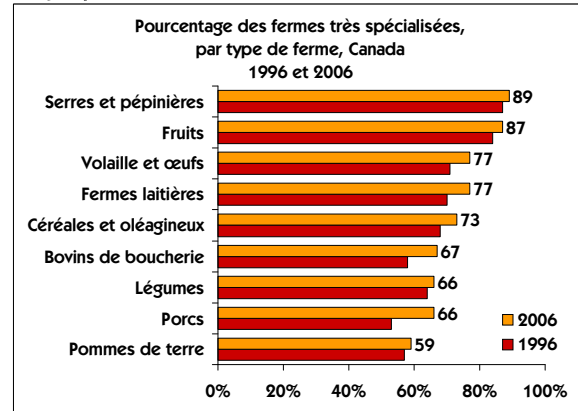
Entre 1996 et 2006, on a constaté une hausse de 5 % de la proportion des fermes très spécialisées.

Les fermes spécialisées dans l'élevage de porcs, l'élevage de bœufs et la production laitière ont enregistré les augmentations de spécialisation les plus fortes, avec des hausses respectives de 13 %, 9 % et 7 % au cours des dix dernières années.

Les fermes de culture de pommes de terre sont généralement les moins spécialisées, car elle doivent effectuer une rotation annuelle des leurs cultures.

**NOTE :** Une ferme très spécialisée tire 90 % ou plus de ses revenus agricoles d'un produit ou d'un groupe de produits.

Graphique A17



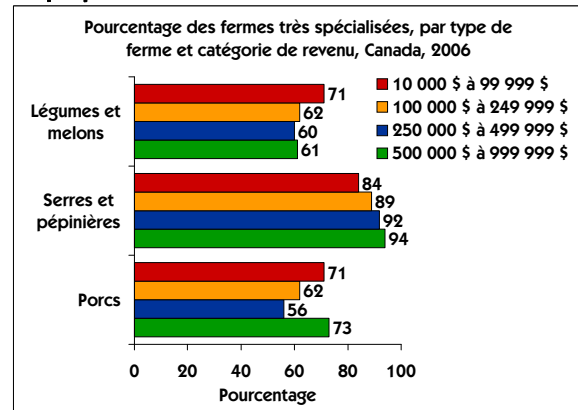
Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

Les petites fermes et les très grandes fermes ont tendance à être très spécialisées.

Le degré élevé de spécialisation d'une ferme dépend, dans une certaine mesure, des produits dans lesquels elle se spécialise et de sa taille.

- Dans certains types d'exploitation agricole, les fermes plus petites sont généralement très spécialisées comparativement aux fermes plus grandes. C'est notamment le cas des fermes spécialisées dans la culture des légumes et des melons.
- En ce qui concerne les serres et pépinières, les fermes plus grandes sont généralement plus spécialisées que les fermes plus petites.
- Dans le cas des fermes porcines, la répartition est davantage bimodale. Les petites fermes et les grandes fermes sont plus susceptibles d'être spécialisées que les fermes des autres catégories de taille.

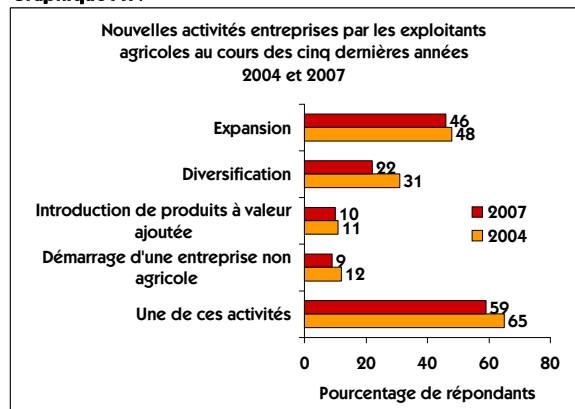
Graphique A18



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

*Pour demeurer concurrentiels, les agriculteurs canadiens entreprennent une série de nouvelles activités et saisissent des occasions de commercialisation*

**Graphique A19**



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, sondages sur le renouveau 2004 et 2007.

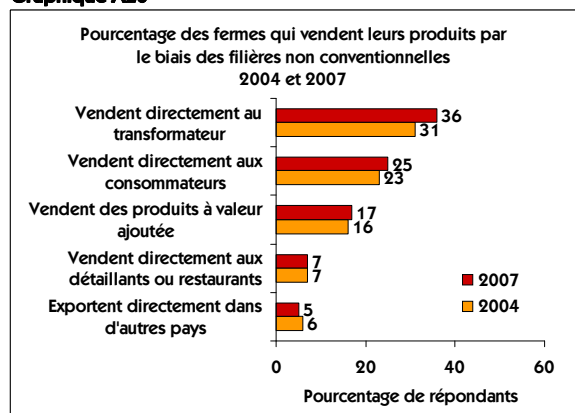
Plus de la moitié des fermes ont entrepris de nouvelles activités.

En 2007, 59 % des producteurs ont entrepris de nouvelles activités : expansion, diversification, introduction de produits à valeur ajoutée et/ou démarrage d'une entreprise non agricole.

La nouvelle activité la plus commune était l'expansion de l'exploitation agricole.

La suivante était la diversification par le biais de la production d'un nouveau produit; cependant, ce type de changement était moins fréquent qu'en 2004.

**Graphique A20**



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, sondages sur le renouveau de 2004 et 2007.

Les producteurs traitent directement avec les divers intermédiaires dans la chaîne de valeur.

Plus de la moitié des agriculteurs vendent au moins une partie de leur production par l'intermédiaire des filières non conventionnelles, notamment en vendant directement aux fabricants de produits alimentaires (transformateurs).

La vente directe au transformateur est la plus commune, suivie de la vente directe aux consommateurs et la vente de produits à valeur ajoutée. Toutes ces activités ont augmenté depuis 2004.

Seulement 5 % des fermes vendent directement dans d'autres pays. Ce pourcentage a diminué depuis 2004 en raison, peut-être, de l'impact de l'ESB sur la commercialisation du bétail.

Les méthodes de commercialisation conventionnelles comprennent la vente par l'intermédiaire des encans, des offices de commercialisation et des coopératives, des négociants en céréales et des fabricants d'aliments pour bétail.

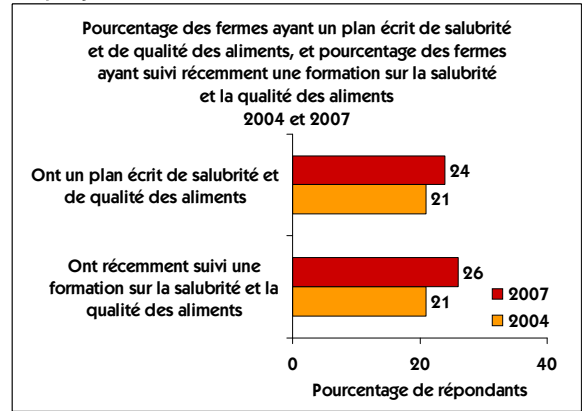
*Par ailleurs, les producteurs changent leur façon de gérer leurs activités en raison des préoccupations relatives à la qualité et à la salubrité des aliments*

Les producteurs prennent des mesures pour donner suite aux préoccupations des consommateurs et des transformateurs relativement à la qualité et à la salubrité des aliments.

Le nombre de fermes ayant un plan écrit de salubrité et de qualité des aliments a augmenté depuis 2004. En 2007, le quart des producteurs avait mis en place un plan écrit.

De même, en 2007, le quart des producteurs ou de leurs employés avait suivi récemment (au cours des cinq dernières années) une formation sur la salubrité et la qualité des aliments.

**Graphique A21**



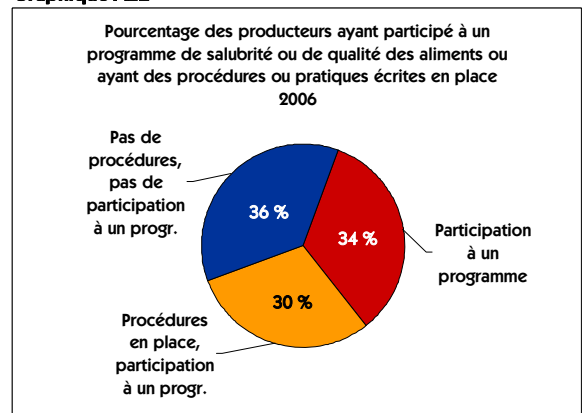
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, sondages sur le renouveau de 2004 et 2007.

La majorité des fermes participent à des programmes de salubrité et de qualité des aliments (quand ils existent) ou ont adopté des procédures à cet égard.

Il existe actuellement des programmes de salubrité et de qualité des aliments pour les fermes laitières et les fermes d'élevage de bovins de boucherie, de porcs et de volailles.

En 2006, le tiers des fermes a participé à un programme de salubrité et de qualité des aliments, et un tiers a mis en place des procédures à cet égard.

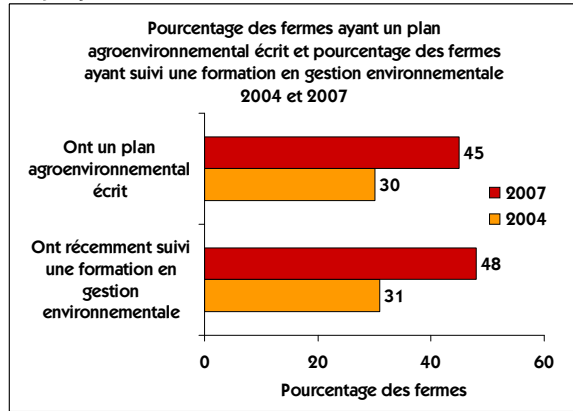
**Graphique A22**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

## L'exploitation des fermes se transforme également sous l'influence des préoccupations environnementales

**Graphique A23**



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, sondages sur le renouveau de 2004 et 2007.

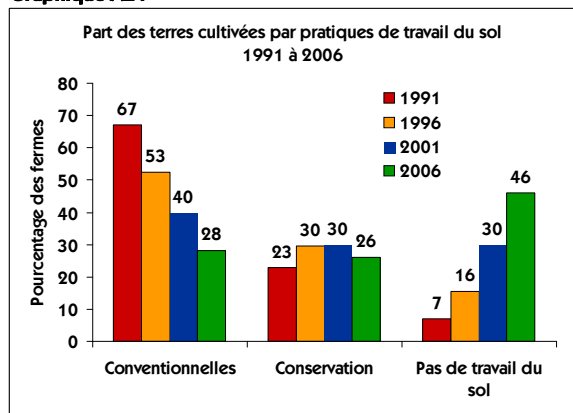
Un nombre croissant de fermes a suivi une formation en gestion environnementale et a mis en place un plan environnemental.

Près de la moitié des fermes possèdent un plan agro-environnemental et a récemment suivi une formation en gestion environnementale.

Le plan environnemental fournit aux agriculteurs les outils dont ils ont besoin pour gérer leurs activités d'une manière respectueuse de l'environnement.

Les producteurs qui élaborent un plan agro-environnemental sont plus conscients des risques et des avantages sur le plan environnemental et des solutions permettant de les gérer.

**Graphique A24**



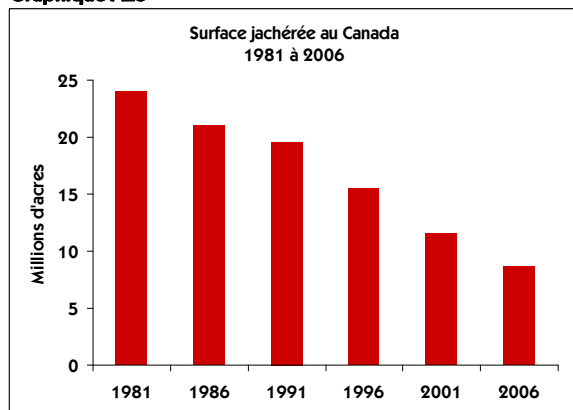
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Le recours aux pratiques de gestion environnementale bénéfiques est en hausse partout au Canada.

Le travail du sol conventionnel diminue en raison de l'adoption des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement, dont la culture sans travail au sol et le travail de conservation du sol.

L'utilisation accrue des pratiques de conservation du sol se traduit par un meilleur rendement des cultures, une diminution de l'érosion du sol, une réduction des émissions de gaz à effet de serre et la durabilité de l'agriculture à long terme.

**Graphique A25**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

L'évolution vers les pratiques de travail du sol plus respectueuses de l'environnement entraîne une diminution de la surface jachérée.

Entre 1981 et 2006, la surface jachérée a diminué de 64 % au Canada.



## Le potentiel de la bioéconomie augmente et crée de nouvelles occasions pour le secteur agricole

L'augmentation récente de la demande de pétrole ayant fait monter les prix du pétrole, la production de biocarburants pourrait maintenant être rentable.

Le prix du pétrole brut a monté en raison de l'augmentation de la demande d'énergie de la part des économies à forte croissance, dont la Chine et l'Inde, et de l'incertitude politique au Moyen-Orient et en Afrique.

Compte tenu des prix actuels du pétrole, la production de biocarburants, qui était auparavant non rentable même avec une aide gouvernementale, est maintenant envisageable. Cependant, les prix élevés du maïs et du blé comme intrants des biocarburants annulent l'avantage que présente le prix plus élevé du pétrole.

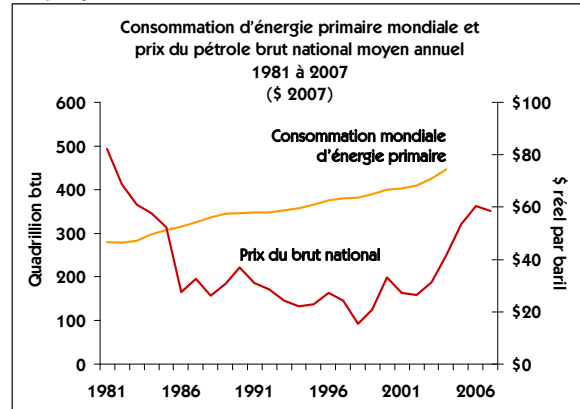
La montée du prix du pétrole constitue à la fois un obstacle et une occasion; en effet, elle fait augmenter le coût des intrants et provoque une fluctuation des prix, mais, au même moment, fait en sorte que les solutions énergétiques de remplacement sont viables sur le plan économique.

La demande accrue de céréales et d'oléagineux destinés à la production de biocarburants et l'accroissement de la demande en Chine et en Inde provoquent une augmentation du prix de ces produits.

En raison de la demande accrue, le prix des céréales et des oléagineux a augmenté au cours de la dernière année. Entre septembre 2007 et septembre 2008, les augmentations de prix les plus fortes ont été enregistrées par le soja (52 %) et le maïs (37 %).

La capacité d'augmenter la production est limitée par la superficie des terres disponibles à cette fin; en outre, l'accroissement de la production se fait au détriment de la production d'autres cultures.

Graphique A26



Graphique A27

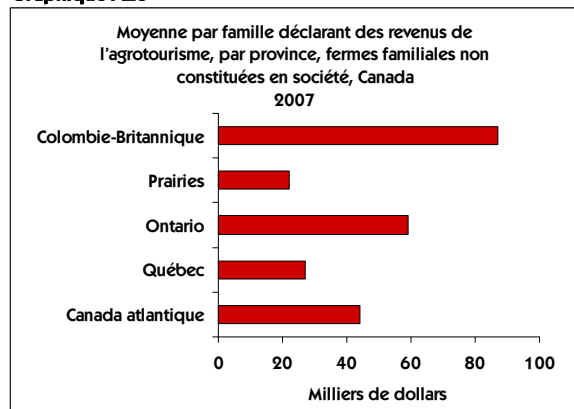
Prix des produits agricoles, du 1<sup>er</sup> octobre 2007 au 29 septembre 2008

PRODUITS AGRICOLES	29 SEPT. 2008	SEMAINE PRÉCÉDENTE	MOIS PRÉCÉDENT	ANNÉE PRÉCÉDENTE
Blé, Thunder Bay, fourrager, Ouest, comptant, \$/tonne	250,00	250,00	285,00	223,00
Maïs, Chatham, n° 2 jaune, prix à la livraison, \$/tonne	229,18	231,72	231,23	167,10
Soja, Hamilton, protéine 48 %, \$/tonne	496,81	430,45	466,71	326,61

Source : AAC, Division de l'analyse du marché, 29 septembre 2008.

## L'agrotourisme offre de nouvelles occasions aux familles agricoles et à l'économie rurale

**Graphique A28**



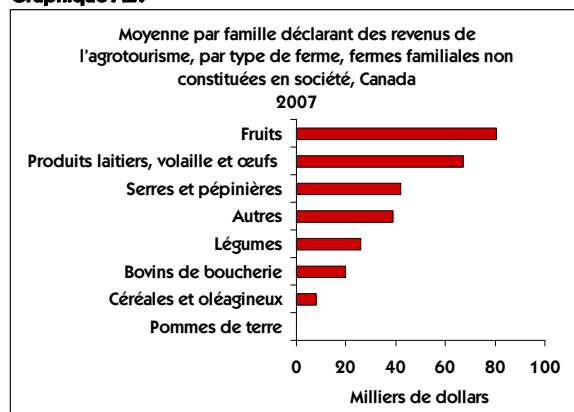
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

L'agrotourisme constitue une source de revenu importante pour certaines familles agricoles.

En 2007, l'agrotourisme a généré 100 millions de dollars en revenus. Même si seulement 1,5 % des familles agricoles ont déclaré des revenus provenant de l'agrotourisme, le montant moyen touché par ces familles s'élevait à 42 000 \$.

Les familles agricoles de la Colombie-Britannique et de l'Ontario revendiquent les revenus d'agrotourisme les plus élevés.

**Graphique A29**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

L'agrotourisme constitue une source de revenu importante pour certaines familles agricoles.

En 2007, les familles exploitant des fermes de culture de fruits ou de noix ont déclaré les revenus de l'agrotourisme les plus élevés – le montant moyen déclaré par ces familles s'élevait à 80 000 \$.

Au cours de la même période, les familles exploitant des fermes de culture de pommes de terre, de céréales et d'oléagineux et des fermes d'élevage de bovins de boucherie ont déclaré les revenus de l'agrotourisme les plus faibles.

*En raison des difficultés auxquelles font face les agriculteurs, notamment la baisse des marges, les sources de revenu non agricoles procurent un revenu supplémentaire stable aux familles d'agriculteurs*

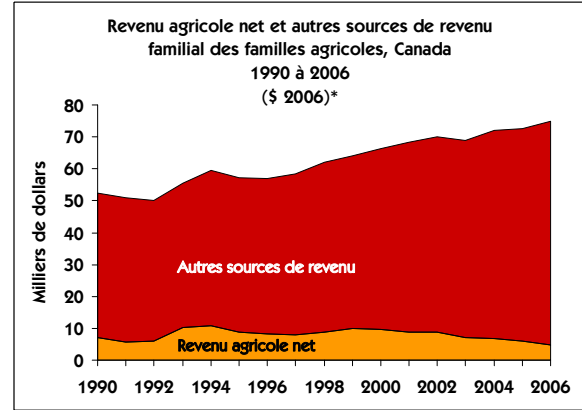
Le revenu familial agricole continue d'augmenter en termes réels en raison de l'augmentation du revenu non agricole.

Entre 1990 et 2006, le revenu familial moyen des familles d'agriculteurs canadiennes a augmenté de 42 % en termes réels pour s'établir à 74 920 \$ en 2006.

Bien que le revenu familial agricole total augmente, la part du revenu agricole net dans le revenu familial total recule. Pendant cette période, la dépendance des familles à l'égard du revenu agricole net a diminué; sa part est passée de 13 % à 7 %, alors que d'autres sources, particulièrement les salaires et traitements, comblent la différence.

Si l'on compare les familles agricoles aux familles non rurales et aux familles urbaines, le revenu familial agricole moyen est supérieur à celui de la famille non agricole (voir la section F, Revenu familial).

**Graphique A30**



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Note : \* Les catégories de revenu sont fondées sur l'année de référence, en dollars constants de 2006.

Le revenu non agricole est tiré de diverses sources, certaines étant étroitement liées à la ferme.

Les traitements et salaires constituent la source de revenu familial la plus importante. En 2006, les salaires et traitement représentaient 59 % du revenu familial, dont le quart environ était versé pour du travail effectué sur la ferme.

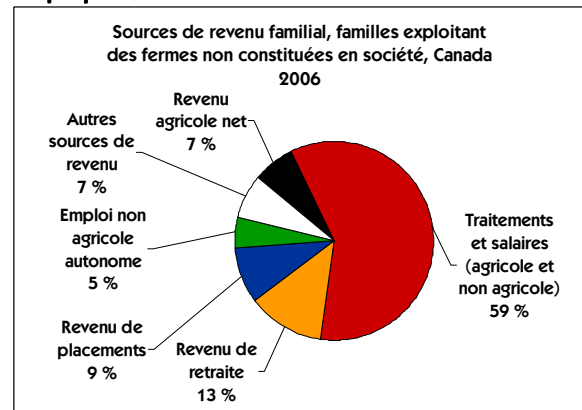
Les sources de revenu d'emploi autonome non agricole représentaient 5 % du revenu familial; un peu moins du quart des fermes ont déclaré ce type de revenus.

Les revenus de retraite représentaient 13 % du revenu familial. Le tiers des familles agricoles déclarent actuellement des revenus de retraite.

Les revenus de placement constituaient 9 % du revenu familial. Outre les revenus de placements non agricoles, cela comprend les dividendes imposables découlant de la participation à une entreprise agricole constituée en société, ainsi que les revenus tirés de la location des terres.

Les autres sources de revenu d'appoint représentaient 7 % du revenu familial. Elles comprennent les revenus de l'agrotourisme, qui est l'une des plus récentes activités entreprises par certaines familles.

**Graphique A31**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

# SECTION B

## La diversité du secteur agricole du Canada

Les exploitants agricoles et les familles d'agriculteurs du Canada constituent un groupe diversifié. L'âge, l'expérience, les intentions commerciales et les objectifs des exploitants agricoles sont très variés. Les fermes sont exploitées à temps partiel ou à temps plein par des particuliers issus de différentes générations ou de plusieurs familles ou par des organisations agricoles non familiales (Hoppe et al, 2007). La production agricole, ultra-spécialisée ou diversifiée, varie, tout comme la taille des exploitations agricoles, laquelle va des fermes de retraité aux très grandes fermes ayant de revenus de plusieurs millions de dollars. Les décisions commerciales – du choix de la technologie à la spécialisation – sont souvent influencées par les engagements et les revenus à l'extérieur de la ferme.

La présente section examine de façon détaillée la diversité des fermes canadiennes. On y analyse les caractéristiques financières des divers groupes, y compris les grandes tendances qui touchent présentement les familles agricoles canadiennes.

Pour mieux comprendre la diversité du secteur agricole, on se sert de la typologie des fermes d'AAC pour classer les fermes dans des groupes homogènes. Même si la typologie développée par AAC n'est pas directement comparable, elle ressemble à bien des égards à la classification typologique de l'Economic Research Service (ERS) du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

Deux grandes modifications ont été apportées aux définitions de la typologie canadienne depuis leur dernière publication. Premièrement, le groupe des fermes de retraité comprend maintenant seulement les petites fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ à 99 999 \$ et les moyennes fermes ayant des revenus bruts de 100 000 \$ à 249 999 \$. Deuxièmement, le groupe à faible revenu est défini à l'aide de la Mesure du faible revenu (MFR) de Statistique Canada, et il comprend uniquement les petites et les moyennes fermes<sup>1</sup>. La modification du seuil de la MFR pour le groupe à faible revenu fournit une méthode plus systématique pour déterminer les seuils de revenu d'une année à l'autre.

---

1. La MFR correspond à 50 % du revenu familial médian rajusté; le revenu « rajusté » tient compte du nombre d'adultes et du nombre total de membres de la famille. Les estimations de la MFR varient selon la taille de la famille.

## Définitions de la typologie des fermes canadiennes

La classification des fermes présentée dans le document est axée sur la « ferme familiale » ou toute ferme structurée en entreprise individuelle, en partenariat ou en société familiale. Les fermes familiales excluent les fermes constituées en société non familiales, les coopératives, les fermes communautaires, etc.

Les fermes sont réparties dans **huit groupes mutuellement exclusifs** en fonction des caractéristiques suivantes : la structure organisationnelle de la ferme, l'âge de l'exploitant le plus âgé, la dépendance à l'égard du revenu d'appoint, le revenu familial total et la catégorie de revenu.<sup>2</sup> Les groupes sont classés dans l'ordre ci-dessous.<sup>3</sup>

### Ferme de retraité

Exploitation familiale dont les membres proviennent de la même génération et ayant des revenus bruts de 10 000 \$ à 249 999 \$. L'exploitant le plus âgé a entre 60 et 64 ans et touche un revenu de retraite, ou a plus de 64 ans. Aucun enfant ne participe pas à la marche quotidienne des activités. Ce groupe représente les agriculteurs qui sont à la retraite ou qui s'approchent de la retraite, qui risquent de diminuer leurs activités ou de vendre leur ferme au cours des années suivantes. Ces agriculteurs n'adopteront pas facilement de nouvelles technologies à cette étape de leur vie. En conséquence, en segmentant ces agriculteurs, il est plus facile de déterminer l'impact des politiques sur les autres exploitants agricoles – à savoir les politiques qui encouragent l'adoption de nouvelles technologies ou l'acquisition de nouvelles compétences. En effet, ces politiques risquent peu d'intéresser les exploitants d'une ferme de retraité.<sup>4</sup>

### Ferme d'agrément

Exploitation familiale ayant des revenus bruts de 10 000 \$ à 49 999 \$. La famille touche un revenu d'appoint de 50 000 \$ ou plus. Ces familles agricoles dépendent presque entièrement d'un revenu d'emploi à l'extérieur de la ferme pour leur subsistance, et l'exploitation d'une ferme est un choix de vie. Elles ne déclarent pas de revenu d'exploitation net élevé ni d'actif considérable.<sup>5</sup>

### Ferme à faible revenu

Exploitation familiale ayant des revenus bruts de 10 000 \$ à 249 999 \$. Le revenu familial net est inférieur à la MFR de Statistique Canada. En 2006, la MFR correspondait à un revenu familial de 34 874 \$ avant impôt pour une famille de deux adultes et deux enfants.<sup>6</sup> Ce groupe représente les fermes et les familles agricoles qui éprouvent des difficultés financières. Comme dans le groupe précédent, les agriculteurs dépendent presque entièrement d'un revenu d'appoint pour leur subsistance, bien que cette source de revenu ne soit pas suffisante.

2. *Exploitation familiale par rapport à une exploitation agricole non familiale.*
3. *Les définitions de la typologie ont été modifiées et ne sont plus directement comparables avec les analyses des années précédentes.*
4. *Ce groupe exclut les fermes exploitées par des membres de plusieurs générations, où les deux parents et les enfants participent à la marche quotidienne des activités de la ferme.*
5. *Les petites fermes d'agrément dont les revenus bruts sont inférieurs à 10 000 \$ sont exclues de la classification en raison de la faible quantité de données disponibles sur ce groupe.*
6. *La MFR de Statistique Canada est fondée sur le revenu familial avant impôt, qui correspond au revenu familial agricole net aux fins de calcul de l'impôt (R2050 – R2150), plus le revenu d'appoint (T6100). Les estimations des déclarants s'appuient sur cette méthode pour identifier les familles agricoles dont le revenu se situe sous la MFR. Dans le cas de l'Enquête financière sur les fermes, on a ajouté une déduction pour amortissement au bénéfice d'exploitation net afin de déterminer les seuils de la MFR.*

---

**Ferme commerciale**

**ou à vocation commerciale**

Les autres exploitations agricoles familiales font partie du groupe des fermes dites commerciales ou à vocation commerciale. Elles sont réparties selon la taille de l'exploitation.

*Petite ferme commerciale*

Exploitation agricole ayant des revenus bruts de 10 000 \$ à 99 999 \$ et n'appartenant pas aux catégories de fermes précédentes (c.-à-d., retraité, agrément et à faible revenu). En raison de la petite taille de leurs activités, ces fermes dépendent énormément d'un revenu d'appoint. Cela dit, elles sont généralement exploitées de manière plus efficace que les autres fermes de même taille et affichent des marges d'exploitation plus élevées.

*Ferme commerciale moyenne*

Exploitation agricole ayant des revenus bruts de 100 000 \$ à 249 999 \$ et n'appartenant pas aux catégories de fermes précédentes. Ces familles d'agriculteurs dépendent des sources de revenus agricoles et non agricoles.

*Grande ferme commerciale*

Exploitation agricole ayant des revenus bruts de 250 000 \$ à 499 999 \$. Il s'agit de fermes commerciales exploitées par des familles dont le revenu familial net provient à plus de 50 % de l'exploitation de la ferme.

*Très grande ferme commerciale*

Ferme ayant des revenus bruts de 500 000 \$ ou plus. Ce groupe comprend les exploitations ayant un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars.

---

**Ferme non familiale**

Ce groupe comprend les fermes structurées en société non familiale, en coopérative ou en exploitation communautaire, incluant les fermes détenues en fiducie.

*Dans l'ensemble, le secteur agricole canadien est très diversifié en raison de la variété des intentions commerciales et des objectifs des exploitants ainsi que de leur production*

Près de 50 % des fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus sont classées dans la catégorie des fermes commerciales.

Près de la moitié des fermes (49 %) sont des fermes commerciales – des petites fermes (revenus bruts de 10 000 \$ à 99 999 \$) aux très grandes fermes (revenus bruts de 500 000 \$ et plus).

Le groupe des fermes de retraité représente 19 % des fermes canadiennes. Les exploitants agricoles de ce groupe ont l'âge de la retraite et sont plus susceptibles de réduire leurs activités ou de vendre leur ferme au cours des quelques années suivantes.

Les fermes d'agrément représentent 12 % des fermes; par contre, ce groupe ne comprend pas les très petites fermes d'agrément dont les revenus bruts sont inférieurs à 10 000 \$.

Environ le cinquième des fermes se situe dans le groupe des fermes à faible revenu.

Les exploitations non familiales représentent moins de 0,3 % des fermes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ ou plus.

La spécialisation de la production varie selon la typologie.

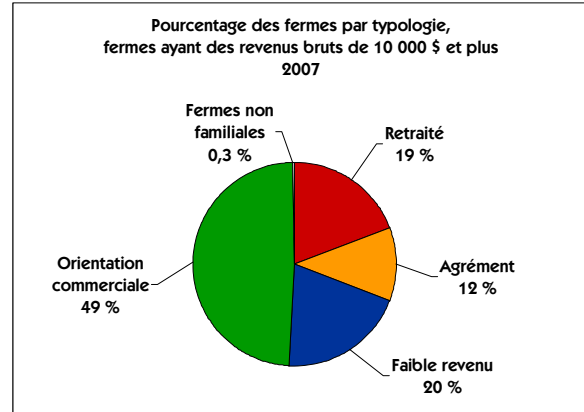
Les fermes de retraité, d'agrément, à faible revenu ainsi que les petites fermes commerciales possèdent la concentration la plus forte d'élevage de bovins de boucherie et de culture de céréales et d'oléagineux.

Les moyennes, grandes et très grandes fermes commerciales revendiquent la concentration la plus forte de fermes laitières.

Par ailleurs, le groupe des très grandes fermes commerciales possède la concentration la plus forte de serres et de pépinières ainsi que des fermes d'élevage de volailles et de production d'œufs.

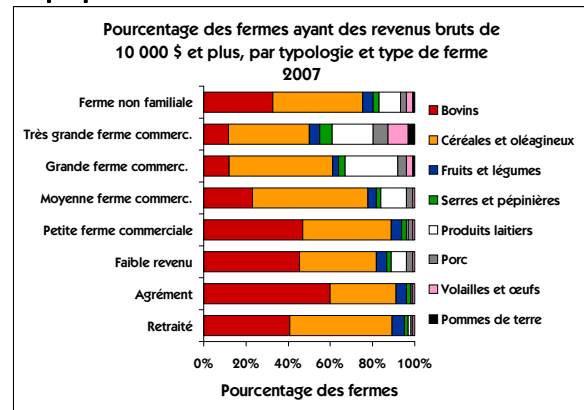
Enfin, c'est dans la catégorie des exploitations non familiales que la concentration d'élevage porcin est la plus élevée.

**Graphique B1**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

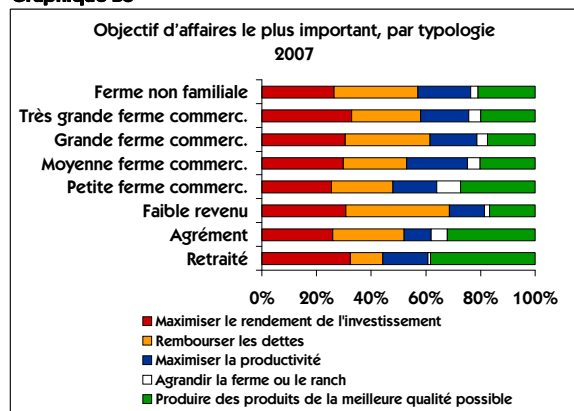
**Graphique B2**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

## Les objectifs d'affaires et personnels varient selon la typologie et jouent beaucoup sur le comportement commercial de la ferme

**Graphique B3**



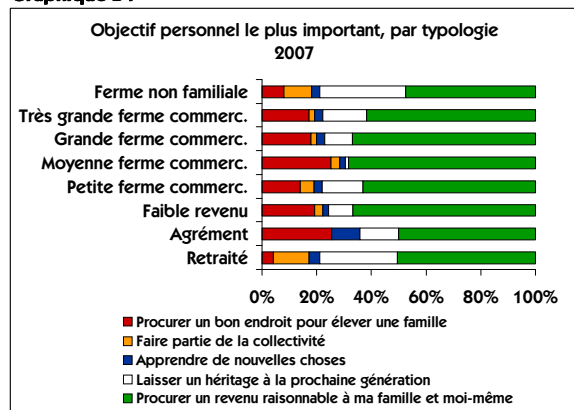
Les objectifs d'affaires varient selon la typologie.

Dans le groupe des fermes de retraité, on cherche davantage à produire les meilleurs produits possibles et à maximiser le rendement de l'investissement. Puisque ces exploitations en sont à l'étape de la diminution des activités de leur cycle de vie, elles sont généralement moins endettées et, donc, moins préoccupées par le remboursement des dettes.

Dans le groupe à faible revenu, le remboursement des dettes est un objectif beaucoup plus important, probablement parce que ces dettes pèsent lourdement sur le revenu familial limité.

L'expansion des activités est moins importante dans les groupes des fermes de retraité, à faible revenu et des fermes non familiales.

**Graphique B4**



Les objectifs personnels varient également selon la typologie.

Procurer un revenu satisfaisant à l'exploitant et à sa famille constitue l'objectif principal de la majorité des producteurs, dans tous les groupes.

Les groupes des fermes de retraité et des fermes non familiales sont plus intéressés à laisser un héritage à la prochaine génération et à faire partie de la collectivité, plutôt qu'à procurer un bon endroit pour élever une famille.

Dans le groupe des fermes d'agrément, on cherche davantage à procurer un bon endroit pour élever une famille. Par ailleurs, un pourcentage plus élevé d'exploitants dans ce groupe a pour objectif d'apprendre de nouvelles choses.

Dans le groupe des moyennes fermes commerciales, les exploitants sont plus intéressés à procurer un revenu raisonnable à leur famille, et moins intéressés à laisser un héritage à la prochaine génération.



## *Les fermes commerciales et les fermes non familiales sont généralement exploitées d'une manière plus efficace et génèrent des marges brutes positives*

Le groupe des fermes commerciales et le groupe des fermes non familiales ont tous les deux déclaré des marges d'exploitation positives.

Le groupe des moyennes fermes commerciales a déclaré les marges brutes moyennes les plus élevées, soit 28,6 cents par dollar de revenu brut en 2007. Cela s'explique en partie par l'exclusion des fermes dont le revenu familial est inférieur à la MFR.<sup>7</sup>

Au sein du groupe commercial, les très grandes fermes déclarent généralement les marges d'exploitation les plus faibles. Ce groupe peut fonctionner avec des marges étroites en raison de ses volumes de vente élevés, ce qui se reflète dans la concentration élevée de serres et de pépinières ainsi que de fermes d'élevage de volailles et de production d'œufs.

Dans les groupes des fermes de retraité, d'agrément et à faible revenu, les fermes ont déclaré des marges négatives. Les fermes d'agrément ont déclaré les marges négatives les plus importantes, soit une perte de 37,6 cents par dollar de revenu brut en 2007.

**Les grandes et très grandes fermes commerciales dépendent énormément du revenu agricole pour faire vivre leur famille.**

Les petites et moyennes fermes commerciales dépendent davantage des sources de revenus non agricoles et dépendent moins du revenu marchand net et des paiements de programme.

Une part plus grande du revenu familial total des grandes et très grandes fermes commerciales provient directement de l'exploitation de la ferme.

**Les fermes commerciales et les fermes non familiales gèrent leurs activités d'une manière plus efficace que les autres fermes.**

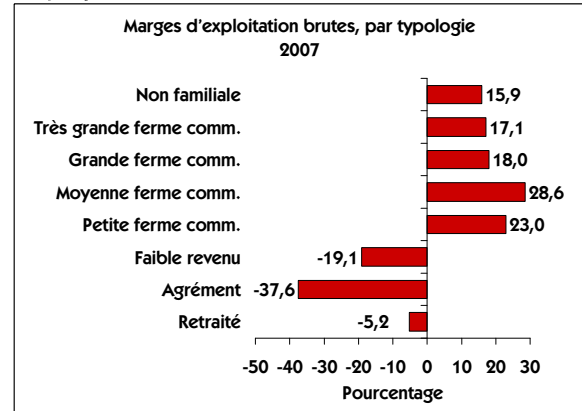
Les très grandes fermes et les fermes non familiales sont les plus efficaces en ce qui concerne la gestion de l'actif. En 2007, ces deux groupes ont eu besoin respectivement de 4,3 \$ et de 4,8 \$ d'actif agricole pour générer un dollar de revenu brut.

Les grandes et moyennes fermes commerciales ont également géré leurs activités efficacement en fonction de leur actif. Elles ont eu besoin respectivement de 5,7 \$ et de 7,4 \$ d'actif pour générer un dollar de revenu brut.

En général, les fermes d'agrément, de retraité, à faible revenu et les petites fermes commerciales gèrent leurs ressources moins efficacement; en 2007, elles ont utilisé entre 12,2 \$ et 22,1 \$ d'actif total pour générer un dollar de revenu brut.

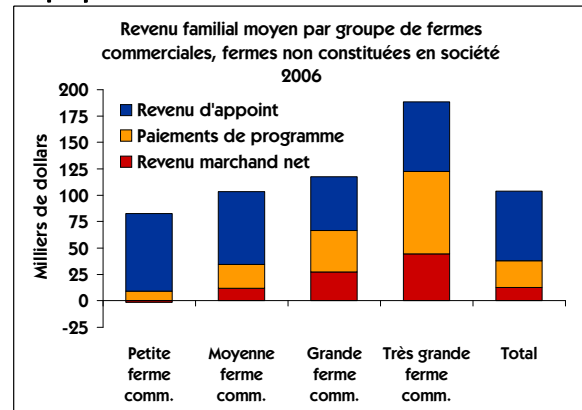
7. En 2006, la MFR pour une famille de quatre personnes s'élevait à 34 874 \$. Cela comprend la déduction pour amortissement et autres éléments hors trésorerie.

Graphique B5



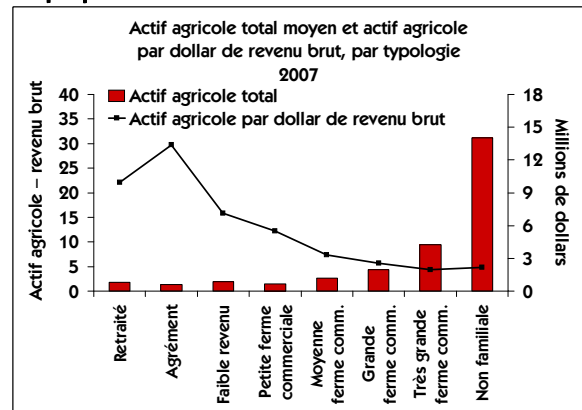
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B6



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

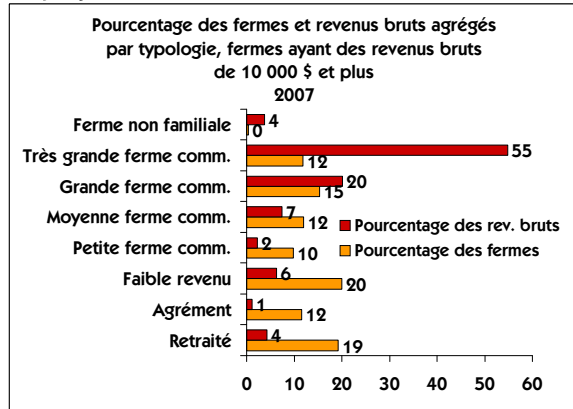
Graphique B7



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

*Les très grandes fermes commerciales génèrent la moitié des revenus bruts agrégés au Canada, mais cela ne constitue pas la norme dans tous les types de ferme*

**Graphique B8**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Les très grandes fermes commerciales génèrent près de la moitié des revenus bruts agrégés au Canada.

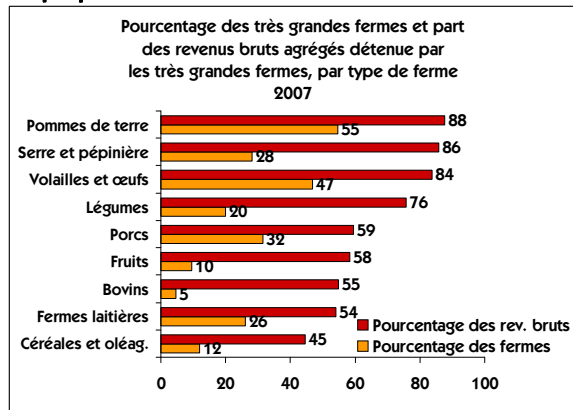
La production est généralement concentrée dans les grandes et les très grandes fermes commerciales.

Les grandes fermes commerciales représentent 15 % des fermes et génèrent 20 % des revenus bruts totaux, tandis que les très grandes fermes commerciales représentent 12 % des fermes et génèrent plus de la moitié des revenus bruts totaux au Canada.

Les fermes de retraite, d'agrément et à faible revenu représentent la moitié des fermes (51 %) canadiennes ayant des revenus bruts de 10 000 \$ et plus, mais elles ne génèrent que 12 % des revenus bruts totaux.

Les petites fermes commerciales (revenus bruts inférieurs à 100 000 \$) et les moyennes fermes commerciales (revenus bruts situés entre 100 000 \$ et 249 999 \$) représentent 22 % des fermes canadiennes et génèrent 10 % des revenus bruts totaux.

**Graphique B9**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Cependant, l'apport des très grandes fermes commerciales varie selon le type de ferme.

Les très grandes fermes commerciales spécialisées dans la culture de pommes de terre, la culture en serre et pépinière ainsi que l'élevage de volailles génèrent plus de 80 % des revenus bruts agrégés de ces types de ferme.

En comparaison, l'apport des très grandes fermes commerciales de céréales et d'oléagineux ne correspond qu'à 45 % des revenus bruts agrégés de ces fermes en 2007.

*Les fermes de retraité sont moins susceptibles de faire d'importants nouveaux investissements agricoles puisqu'elles peuvent réduire leurs activités, vendre ou transférer leur ferme au cours des quelques années suivantes*

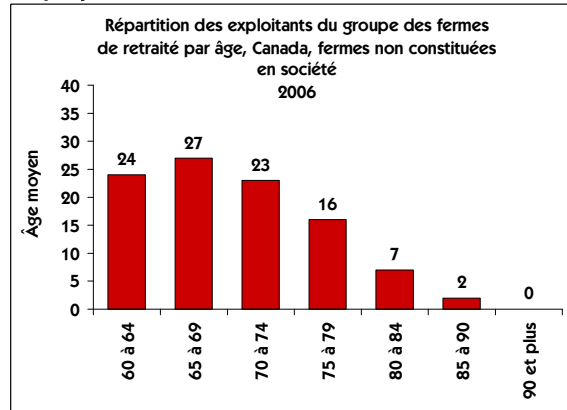
Dans la majorité des cas, l'exploitant d'une ferme de retraité a moins de 70 ans.

En 2006, 51 % des fermes étaient gérées par des exploitants âgés de 60 à 69 ans.

Les exploitants de 60 à 64 ans sont moins nombreux parce que les exploitants de cette catégorie n'ont pas tous pris leur retraite et commencé à recevoir des revenus de retraite.

Selon le Sondage sur le renouvellement 2004, les exploitants du groupe des fermes de retraité étaient moins susceptibles d'avoir entrepris de nouvelles entreprises commerciales ou d'avoir élargi leurs activités au cours des cinq dernières années.

**Graphique B10**

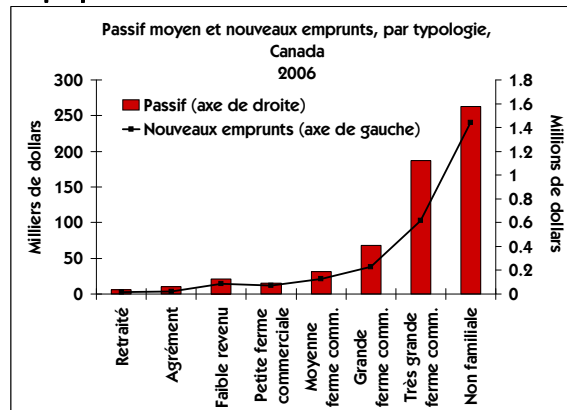


Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

La catégorie des fermes de retraité est la moins endettée et la moins susceptible de faire de nouveaux investissements.

Le groupe des fermes de retraité est le moins susceptible d'élargir ses activités ou d'investir dans son exploitation. Ce groupe affiche le passif total moyen et les nouveaux emprunts les plus faibles de tous les groupes typologiques.

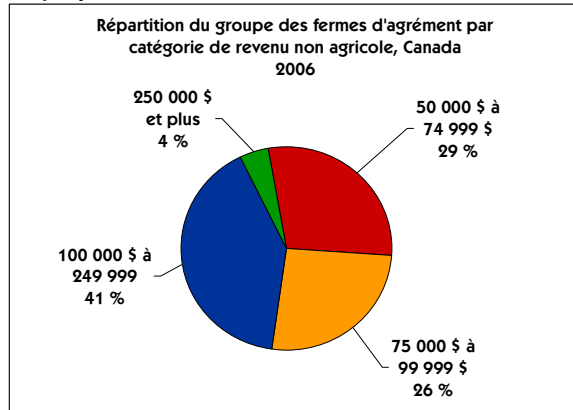
**Graphique B11**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

*Les fermes d'agrément sont généralement déficitaires, mais les familles agricoles de ce groupe bénéficient d'un revenu élevé provenant de salaires et traitements à l'extérieur de la ferme*

**Graphique B12**

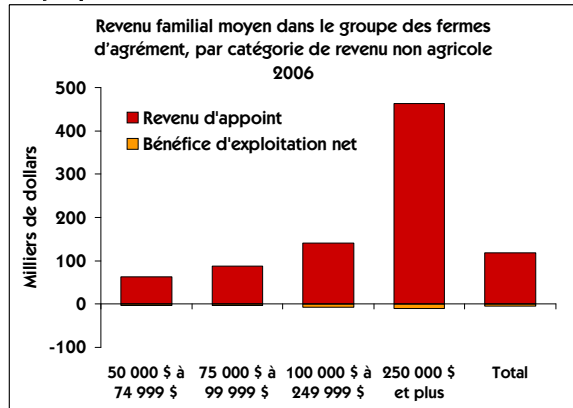


Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

Les fermes d'agrément sont de petites fermes exploitées par des agriculteurs qui touchent des salaires et traitements élevés à l'extérieur de la ferme.

En 2006, 71 % des exploitants de fermes d'agrément ont bénéficié d'un revenu d'appoint supérieur à 75 000 \$, et 45 %, d'un revenu d'appoint supérieur à 100 000 \$.

**Graphique B13**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

Les fermes d'agrément sont généralement déficitaires.

Le revenu d'appoint compense cette perte dans une large mesure.

Dans le groupe des fermes d'agrément, les pertes agricoles moyennes augmentent légèrement lorsque le revenu d'appoint s'accroît.

- En 2006, les familles exploitant une ferme d'agrément et touchant un revenu d'appoint de 250 000 \$ et plus ont déclaré la perte d'exploitation nette moyenne la plus importante, soit -9 597 \$. Après la déduction pour amortissement, la perte moyenne grimpe à -11 144 \$.

Puisque la majorité des familles de ce groupe ne déclarent pas leur revenu agricole comme principale source de revenu, elles suivent les règles fiscales concernant les pertes agricoles restreintes. Pour les familles qui peuvent raisonnablement s'attendre à réaliser un bénéfice, le montant déductible maximal au titre de la perte agricole est limité à 2 500 \$ plus 50 % de la tranche suivante de 12 500 \$ jusqu'à concurrence de 8 750 \$.

## Les fermes à faible revenu ont des revenus agricoles et non agricoles peu élevés

Plus de la moitié des fermes à faible revenu ont déclaré un revenu familial total inférieur à 30 000 \$ en 2006.

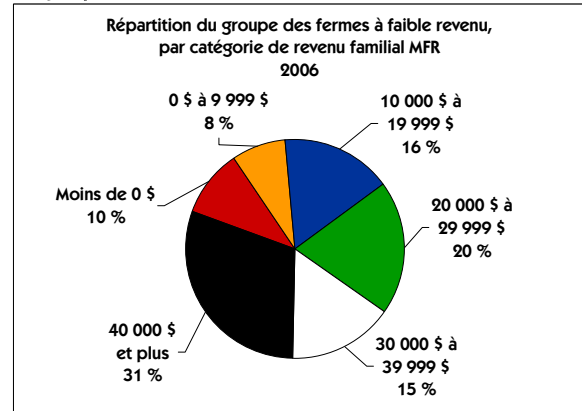
En 2006, une famille d'agriculteurs sur dix dans le groupe à faible revenu a déclaré un revenu familial total négatif.

Par ailleurs, 44 % des familles ont déclaré un revenu familial total inférieur à 30 000 \$.

Les familles agricoles de la catégorie à faible revenu sont les petites et les moyennes fermes dont le revenu est inférieur à la MFR de Statistique Canada, qui varie selon la taille de la famille d'agriculteurs.

**NOTE:** Le calcul du revenu familial aux fins de la MFR correspond au revenu d'exploitation agricole net déclaré aux fins d'impôt, plus les sources de revenu non agricoles. Le revenu d'exploitation agricole net est exprimé après amortissement et rajustements au titre des charges d'intérêts.

**Graphique B14**



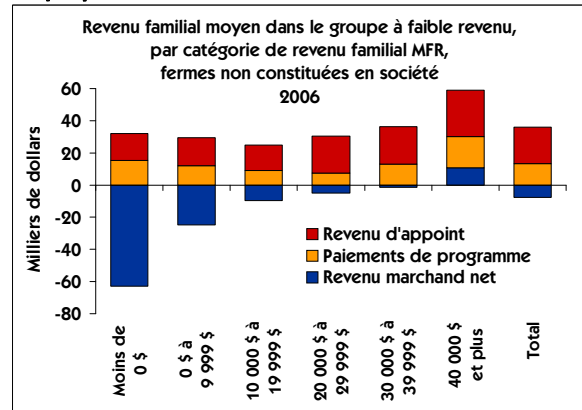
Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

En moyenne, les paiements de programme annulent la perte de revenu marchand net déclarée par le groupe à faible revenu.

En 2006, le revenu familial moyen dans le groupe à faible revenu s'élevait à 28 100 \$, avec des pertes marchandes de 7 800 \$, des paiements de programme de 13 300 \$ et un revenu familial non agricole de 22 600 \$.

Près d'une famille sur dix (10 %) dans le groupe à faible revenu a déclaré un revenu familial total négatif et des pertes marchandes moyennes de 63 000 \$. Les paiements de programme ne sont pas suffisants pour absorber les pertes marchandes, ce qui donne lieu à un revenu d'exploitation net négatif et à un revenu familial négatif.

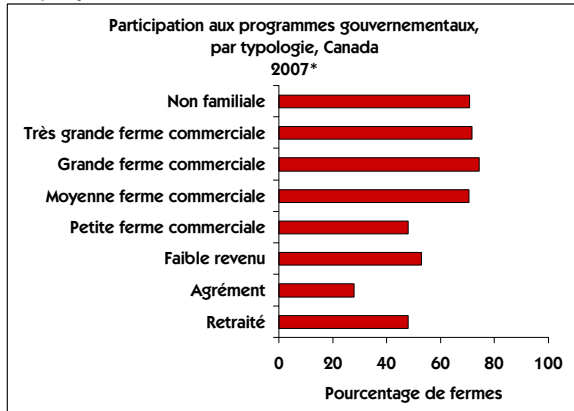
**Graphique B15**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants.

*Par ailleurs, la participation aux programmes gouvernementaux varie selon les intentions commerciales*

**Graphique B16**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Note : \* Les fermes ont reçu des paiements dans le cadre d'au moins un des programmes suivants : ASRA, Options, PPA, PCSRA, PPPCO et/ou assurance-récolte.

Le groupe des fermes d'agrément est le moins susceptible de participer aux programmes gouvernementaux.

En 2007, 56 % des fermes ont reçu des paiements dans le cadre d'au moins un programme gouvernemental d'aide à l'agriculture.

Les fermes commerciales ayant des revenus bruts de 100 000 \$ et plus et les fermes non familiales sont les plus susceptibles de participer aux programmes agricoles.



# SECTION C

## Revenu agricole et variabilité du revenu

Lorsqu'on analyse le revenu agricole, on ne peut étudier uniquement la santé du secteur agricole en utilisant les estimations agrégées typiques du revenu des fermes déclaré au fil du temps. En raison de la diversité des fermes canadiennes, il faut effectuer une analyse plus rigoureuse pour comprendre le secteur à partir de données non regroupées.

La présente section vise à démontrer la diversité du secteur agricole et l'importance de l'utilisation de statistiques qui contribuent à illustrer cette diversité. La base de données des déclarants de Statistique Canada est utilisée pour la majorité des analyses relatives au bénéfice d'exploitation net, tandis que l'Enquête financière sur les fermes (EFF) et les bases de données sur le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) ont été utilisées pour les analyses des producteurs à faible coût et à coût élevé. Dans la présente section, comme dans la précédente, le revenu est donné en dollars constants.



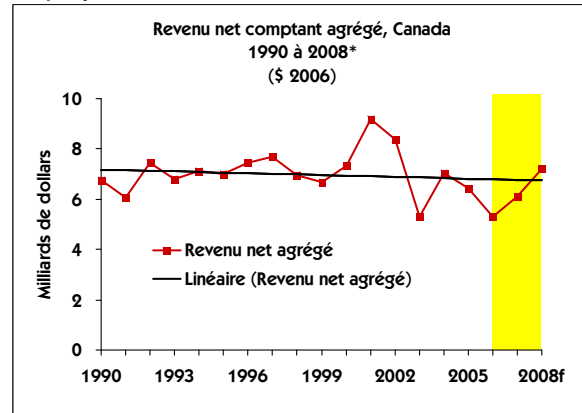
## Les mesures agrégées du revenu agricole ne reflètent pas nécessairement la situation des fermes individuelles

Le revenu net comptant agrégé du secteur agricole a fluctué en raison de l'évolution du rendement des exploitations agricoles d'une année à l'autre, mais cette évolution est relativement stable dans l'ensemble.

Le revenu net comptant est devenu plus variable au cours des dernières années.

Le repli marqué du revenu entre 2002 et 2003 est imputable en grande partie à la sécheresse dans les provinces des Prairies et à l'impact de la crise de l'ESB. La montée des prix des céréales et d'oléagineux en 2007 et 2008 a donné lieu à l'accroissement le plus récent du revenu net comptant agrégé.

Graphique C1



Source : Statistique Canada, Compte de la valeur ajoutée agricole.

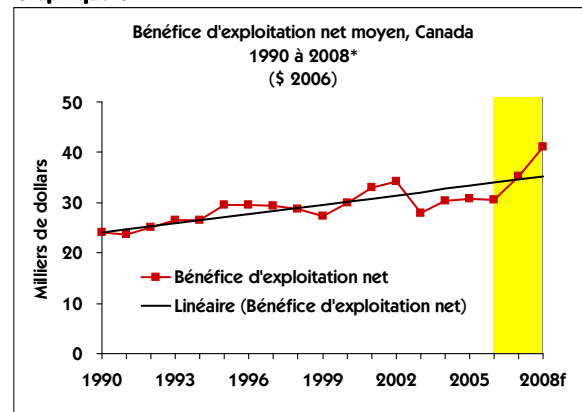
Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

Toutefois, sur une base individuelle, le bénéfice d'exploitation net a progressé en termes réels avec le temps.

Entre 1990 et 2006, le bénéfice d'exploitation net moyen a augmenté de 27 % à 30 655 \$. Selon les prévisions, cette progression se poursuivra en 2007 et en 2008.

Bien que le revenu réel agrégé soit demeuré relativement stable avec le temps, le revenu réel des fermes individuelles est en progression, en raison de la diminution du nombre de fermes sur lesquelles le revenu agrégé est réparti.

Graphique C2

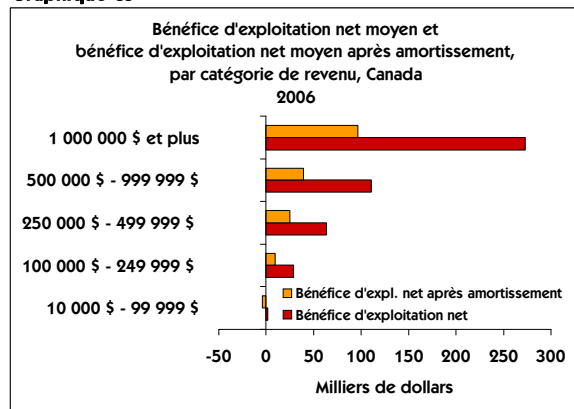


Source : Statistique Canada, Compte de la valeur ajoutée agricole.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

## Une approche plus détaillée permet de constater la diversité du revenu agricole en fonction de la taille de l'exploitation et du type de ferme

**Graphique C3**



Source : Statistique Canada, données des déclarants.

Note : L'amortissement net est mesuré comme suit : CCA moins CCA récupérée.

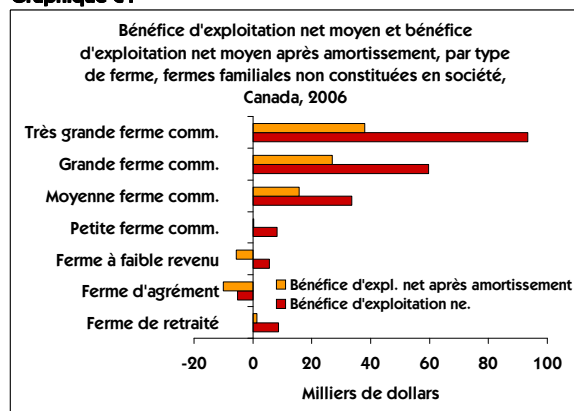
Les fermes plus grandes déclarent généralement un revenu agricole plus élevé, avant et après le rajustement au titre de l'amortissement.

En 2005, le bénéfice d'exploitation net moyen des petites fermes ayant un revenu brut de 10 000 \$ à 99 999 \$ s'élevait à 1 925 \$.

En comparaison, le bénéfice d'exploitation net moyen des fermes ayant un revenu brut de 1 000 000 \$ ou plus s'élevait à 273 000 \$. Le bénéfice d'exploitation net moyen chute à 96 900 \$ dans cette catégorie de revenus après la déduction au titre de l'amortissement.

**NOTE** : Les charges d'amortissement correspondent à la moins-value d'une immobilisation résultant de l'usure due à l'usage avec le temps, et sont imputées sur une période donnée pour étaler le prix d'achat initial de l'immobilisation sur sa durée de vie utile. Contrairement aux autres charges, les charges d'amortissement constituent une opération hors trésorerie, ce qui signifie qu'aucun montant n'est versé lorsque les charges sont imputées.

**Graphique C4**



Source : Statistique Canada, données des déclarants.

Note : Les données des déclarants utilisées pour les types de ferme comprennent uniquement les fermes non constituées en société.

Pour ce qui est des fermes plus petites, les fermes à faible revenu et les fermes d'agrément déclarent un revenu agricole négatif lorsque l'amortissement est pris en compte.

Les fermes d'agrément ont déclaré une perte de -10 100 \$ après amortissement, et les fermes à faible revenu ont déclaré une perte de -5 600 \$.

En ce qui concerne les très grandes fermes commerciales, le bénéfice d'exploitation net a reculé, passant de 93 500 \$ à 37 900 \$, ce qui correspond à une baisse de 59 % après amortissement.

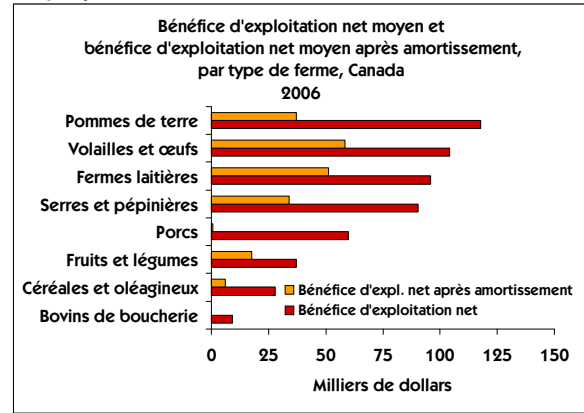
*Par ailleurs, le revenu agricole varie selon le type de ferme*

En 2006, les fermes productrices de pommes de terre, les fermes d'élevage de volailles et de production d'œufs ont déclaré les bénéfices d'exploitation nets moyens les plus élevés.

Les fermes d'élevage de volailles et de production d'œufs ainsi que les fermes productrices de pommes de terres déclarent généralement des revenus plus élevés que les autres types de ferme en raison, notamment, de la concentration plus forte de grandes et de très grandes fermes dans ces secteurs spécialisés.

Les fermes d'élevage de bovins de boucherie, les fermes de culture de céréales et d'oléagineux et les fermes de fruits et légumes déclarent généralement les revenus les plus faibles, en raison de la forte concentration de petites fermes dans ces catégories de revenu.

**Graphique C5**



Source : Statistique Canada, données des déclarants.

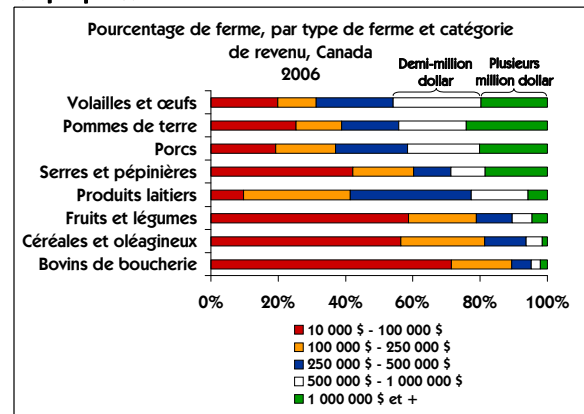
Les secteurs de la volaille et des œufs, des pommes de terre et de l'élevage de porcs affichent la plus grande concentration de fermes dont le chiffre d'affaires se situe entre un demi-million de dollars et plusieurs millions de dollars.

En 2006, environ 20 % des fermes productrices de pommes de terre, des fermes porcines, des fermes d'élevage de volailles et de production d'œufs et des serres et pépinières ont déclaré des revenus agricoles bruts de 1 000 000 \$ ou plus.

Les secteurs de l'élevage de bovins de boucherie, de la production de céréales et d'oléagineux et de fruits et légumes comptent la plus grande concentration de petites fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 100 000 \$.

Le secteur de la production laitière possède la concentration la plus faible de petites fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 100 000 \$.

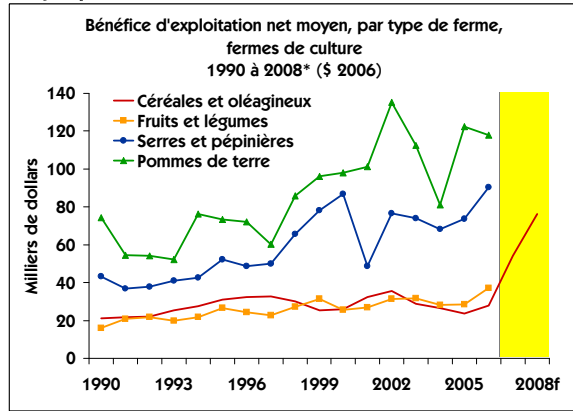
**Graphique C6**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

*Certains types de ferme enregistrent une variation moyenne du revenu agricole d'une année à l'autre plus importante que d'autres*

**Graphique C7**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

On constate une importante variation du bénéfice d'exploitation net réel d'une année à l'autre entre les types de ferme.

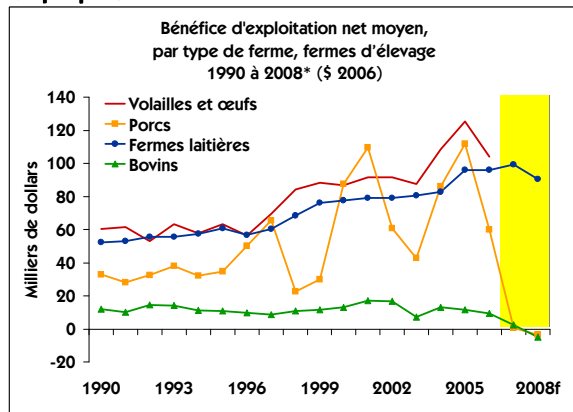
Le bénéfice d'exploitation net moyen des fermes de pommes de terre, des serres et pépinières et des fermes porcines (voir le graphique ci-dessous) est en progression et beaucoup plus variable que celui des principaux autres types d'exploitation.

- Cette variabilité est attribuable en partie à la concentration élevée et de plus en plus forte de très grandes fermes dans ces secteurs.
- En comparaison, un changement de 10 % du revenu a un impact beaucoup plus grand sur la variation du revenu d'une très grande ferme ayant un revenu brut supérieur à 500 000 \$ que sur celui d'une petite ferme.

Les fermes de céréales et d'oléagineux et les fermes de fruits et légumes ont déclaré des bénéfices d'exploitation nets moyens inférieurs à la moyenne canadienne pour l'ensemble des fermes.

- Il y a une très forte concentration de petites fermes dans ces secteurs d'exploitation.

**Graphique C8**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

Dans le secteur à offre réglementée, le bénéfice d'exploitation net est stable et en progression.

En raison de la concentration élevée de petites fermes d'élevage de bovins de boucherie, le bénéfice d'exploitation net moyen dans ce secteur est le plus faible de tous les types de ferme analysés.

Les fermes porcines enregistrent la fluctuation annuelle du bénéfice d'exploitation net moyen la plus importante. Le secteur de l'élevage de porcs, qui a toujours fonctionné selon un cycle de quatre ans, a été confronté à la fluctuation des prix du porc, qui est passé d'un creux de 59,20 \$/Q en 1998 à un sommet de 84,4\$/Q en 2001.

Les fermes d'élevage de bovins de boucherie déclarent généralement le bénéfice d'exploitation net moyen le plus faible.

Dans le secteur à offre réglementée, le bénéfice d'exploitation net est stable et en progression. Cela dit, compte tenu de la montée des prix des aliments pour animaux, on prévoit un fléchissement du bénéfice d'exploitation net des fermes d'élevage, y compris des fermes laitières, en 2008.

## Par ailleurs, le revenu agricole varie beaucoup plus d'une année à l'autre dans certaines provinces

On constate une variation importante du bénéfice d'exploitation net réel d'une année à l'autre dans les provinces de l'Est du Canada.

Le bénéfice d'exploitation net moyen des fermes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse augmente avec le temps.

Le bénéfice d'exploitation net moyen des fermes de Terre-Neuve-et-Labrador a progressé de façon notable en 2005.

La baisse récente du revenu est imputable en partie à la hausse des prix des aliments pour animaux et du combustible. Cette région n'a pas bénéficié de la montée des prix des céréales et d'oléagineux en raison du faible pourcentage de fermes spécialisées dans ces productions.

**Le bénéfice d'exploitation net des fermes du Centre du Canada est relativement stable sur une période donnée.**

En termes réels, le bénéfice d'exploitation net moyen en Ontario a monté lentement au fil du temps. L'augmentation récente des prix des céréales et d'oléagineux a contribué à l'accroissement du bénéfice d'exploitation net moyen en 2007 et en 2008.

Durant la même période, les fermes québécoises ont réalisé un bénéfice d'exploitation net plus élevé et en progression. La place importante de la gestion de l'offre au Québec a contribué à cette tendance. Les difficultés éprouvées récemment par le secteur de l'élevage porcin ont entraîné un fléchissement du bénéfice d'exploitation net en 2007 et en 2008.

**Le bénéfice d'exploitation net moyen des fermes de l'Ouest canadien est généralement moins variable que celui des fermes de l'Est du Canada.**

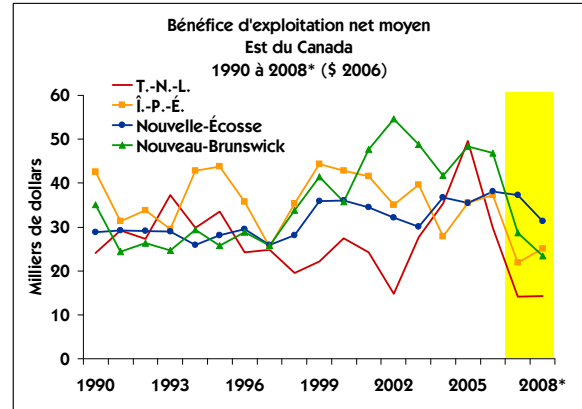
En raison de la montée des prix des céréales et d'oléagineux en 2008, le bénéfice d'exploitation net devrait normalement augmenter dans les trois provinces des Prairies.

La variabilité est plus grande au Manitoba en raison de la proportion élevée de fermes porcines qui enregistrent une variation du revenu.

En Saskatchewan et en Alberta, la variation est moins importante en raison du nombre élevé de fermes de culture de céréales et d'oléagineux et de fermes d'élevage de bovins de boucherie, dont le revenu varie généralement moins.

En C.-B., la tendance est contraire à celle en Saskatchewan en raison de l'influence des exploitations bovines en C.-B. Lorsque les prix des céréales augmentent dans cette province, le bénéfice d'exploitation net chute en raison de l'accroissement du prix des aliments pour animaux.

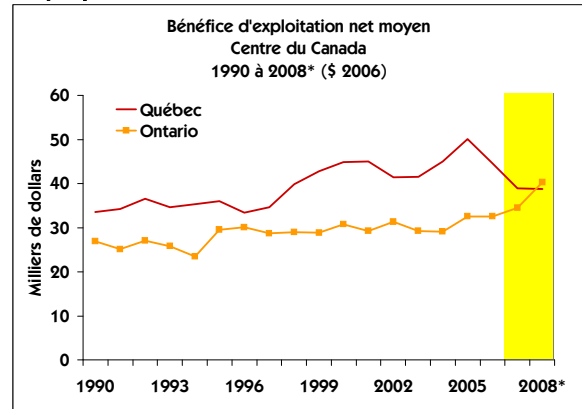
**Graphique C9**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

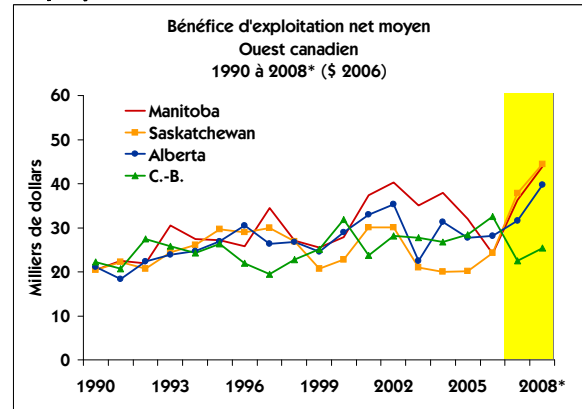
**Graphique C10**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

**Graphique C11**

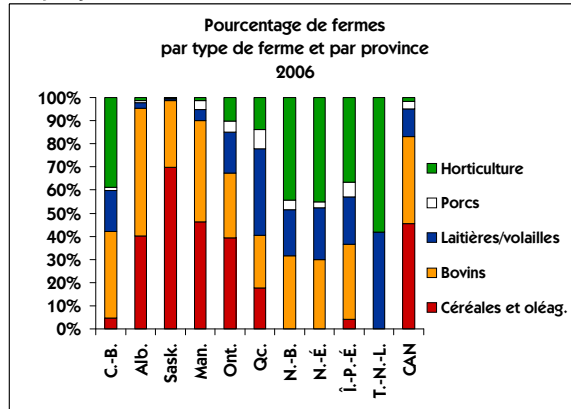


Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

Note : \* Les données de 1990 à 2006 sont exprimées en dollars constants de 2006, et les données de 2007 et 2008 sont fondées sur des estimations prospectives d'AAC.

## Les variations régionales de la production de produits ont une incidence sur le revenu par province

**Graphique C12**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

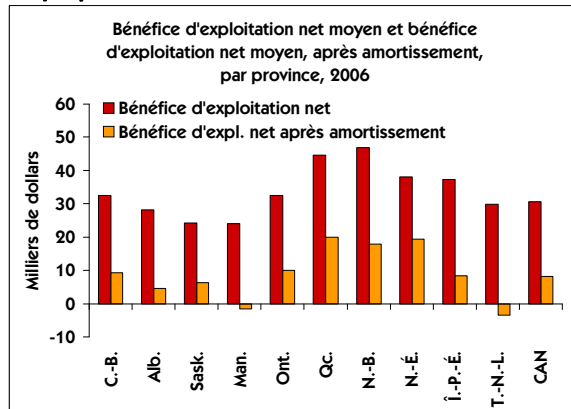
La répartition des fermes par type de ferme est différente dans chaque province.

Les fermes de culture de céréales et d'oléagineux sont concentrées dans les provinces des Prairies.

Les exploitations horticoles, dont les fruits, les légumes, les pommes de terre et les serres et pépinières, sont concentrées davantage dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique.

Le nombre de fermes d'élevage de bovins de boucherie est à la baisse dans toutes les provinces depuis 2003, l'année où la crise de l'ESB a fait chuter les prix et les revenus dans ce secteur. De nombreuses fermes possèdent encore des bovins de boucherie, mais il ne s'agit plus de leur principale source de revenu. L'Alberta et le Manitoba possèdent les plus fortes concentrations de fermes d'élevage de bovins de boucherie.

**Graphique C13**



Source : Statistique Canada, données sur les déclarants.

En conséquence, le bénéfice d'exploitation net moyen varie selon les provinces en raison des différentes concentrations de fermes par type de ferme.

En 2006, les bénéfices d'exploitation nets moyens les plus élevés ont été enregistrés au Nouveau-Brunswick et au Québec, à savoir 46 900 \$ et 44 600 \$ respectivement. En tenant compte de l'amortissement, les bénéfices d'exploitation les plus élevés ont été enregistrés au Québec et en Nouvelle-Écosse.

En 2006, les bénéfices d'exploitation nets moyens les plus faibles ont été enregistrés au Manitoba et en Saskatchewan.

## Même chez les fermes de type et de taille similaires, les coûts d'exploitation varient considérablement

Compte tenu des différences dans la structure des coûts, les dépenses d'exploitation requises pour générer un dollar de revenu brut varient dans chaque catégorie de ferme. Il y a un écart important entre les coûts dans chaque catégorie de ferme.

L'écart le plus important (0,38 \$) entre les producteurs à faible coût et à coût élevé est celui du secteur de l'élevage des bovins de boucherie. Cela est imputable à la diversité qui existe dans cette catégorie, qui comprend les exploitations vaches-veaux, les bovins semi-finis et les parcs d'engraissement, ainsi que les élevages de bovins de race pure.

L'écart le plus faible (0,20 \$) entre les producteurs à faible coût et à coût élevé est celui du secteur de la production laitière; les seuils de production à faible coût et à coût élevé sont de 0,61 \$ et 0,81 \$, respectivement.

**NOTE :** Producteurs à faible coût : tranche de 25 % des fermes qui ont les ratios de dépenses les plus faibles (dépenses d'exploitation totales par rapport aux revenus bruts); équivaut également à la tranche de 25 % de fermes qui affichent les marges brutes les plus élevées.

Ratio des dépenses total = 1 – marge d'exploitation.

Producteurs à coût élevé : tranche de 25 % des fermes qui ont les ratios de dépenses les plus élevés.

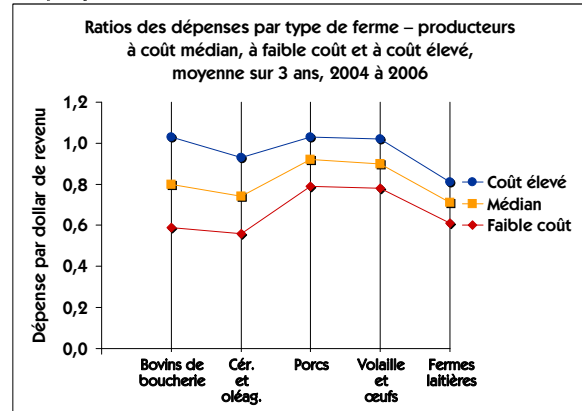
Plus la ferme est grande, plus la variabilité des dépenses requises pour générer des revenus est faible.

L'écart le plus important est celui des petites fermes, où le seuil des producteurs à faible coût et à coût élevé est de 0,56 \$ et 1,06 \$, respectivement. Un grand nombre de ces fermes ne sont pas commerciales, et elles sont généralement exploitées à perte.

Pour les fermes ayant un revenu supérieur à 1 000 000 \$, le seuil du quartile des producteurs à faible coût (25<sup>e</sup> centile) est de 0,75 \$, et le seuil du quartile des producteurs à coût élevé est 0,96 \$. Cela correspond à un écart de 0,21 \$.

Ces différences dans les catégories de revenu sont probablement attribuables aux pratiques commerciales homogènes adoptées par les grandes fermes, par rapport aux stratégies commerciales plus diversifiées qu'on retrouve dans les fermes plus petites. Et comme on le constate dans la section A, un pourcentage élevé des petites fermes appartient au groupe des fermes de retraité, d'agrément et à faible revenu.

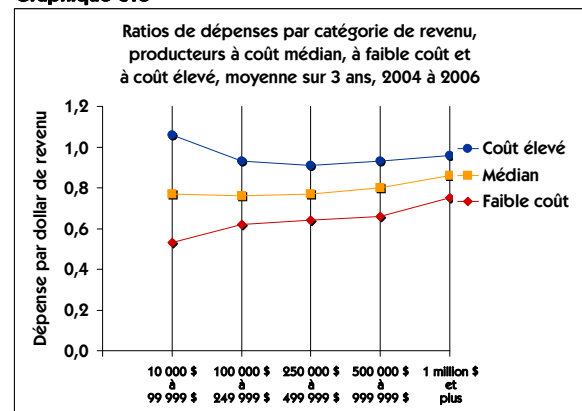
Graphique C14



Source : Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

Note: Le seuil des producteurs à faible coût correspond au 25<sup>e</sup> centile, et le seuil des producteurs à coût élevé, au 75<sup>e</sup> centile.

Graphique C15

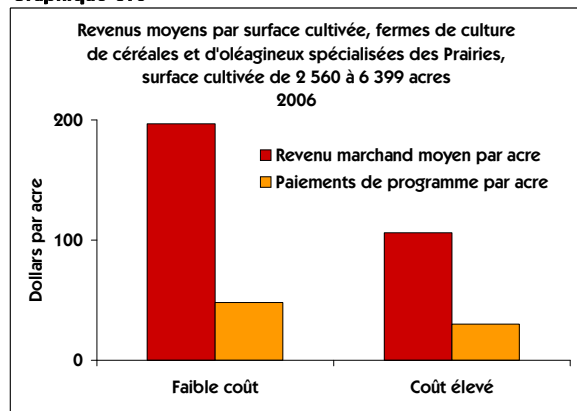


Source : Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

Note: Le seuil des producteurs à faible coût correspond au 25<sup>e</sup> centile, et le seuil des producteurs à coût élevé, au 75<sup>e</sup> centile.

*Les fermes ayant le meilleur rapport coût-efficacité maximisent les revenus tout en minimisant les coûts...*

**Graphique C16**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

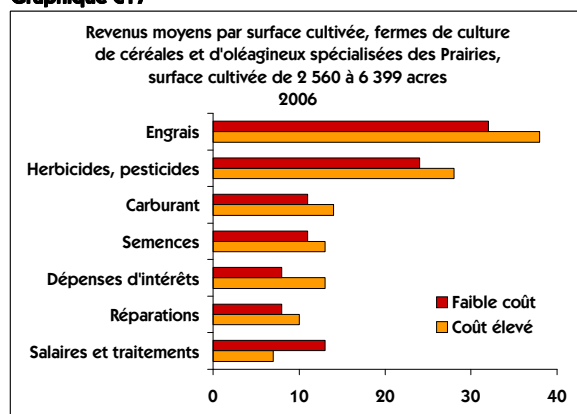
Les exploitations à faible coût génèrent des revenus plus élevés.

Les fermes de culture de céréales et d'oléagineux à faible coût ont déclaré des revenus bruts moyens de 245 \$ par acre, comparativement à 136 \$ par acre pour les producteurs à coût élevé.

La grande majorité des fermes de culture de céréales et d'oléagineux ayant une surface cultivée de 2 560 acres à 6 399 acres (4 à 9 sections) se situe dans la catégorie de revenu de 250 000 \$ et plus.

**NOTE :** Les fermes de taille similaire sont sélectionnées en fonction des unités physiques et non de la catégorie de revenu, afin d'éliminer les problèmes qui surviennent quand les fermes enregistrent un manque à gagner en raison d'un fléchissement des prix ou d'une mauvaise récolte. Les baisses de revenu peuvent déplacer les fermes dans une catégorie de revenu inférieure.

**Graphique C17**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

Par ailleurs, les exploitations à faible coût maîtrisent mieux leurs coûts.

À l'exception des coûts de main-d'œuvre, les exploitations à faible coût déclarent généralement des dépenses plus faibles en ce qui a trait aux charges individuelles.

Les dépenses au titre des salaires et traitements des exploitations à faible coût correspondent presque au double de celles des exploitations à coût élevé. Le paiement de salaires et traitements aux membres des familles d'agriculteurs est une façon de partager les profits de la ferme entre les membres de la famille.



## ...indépendamment du type de ferme, de la taille de la ferme et de la région

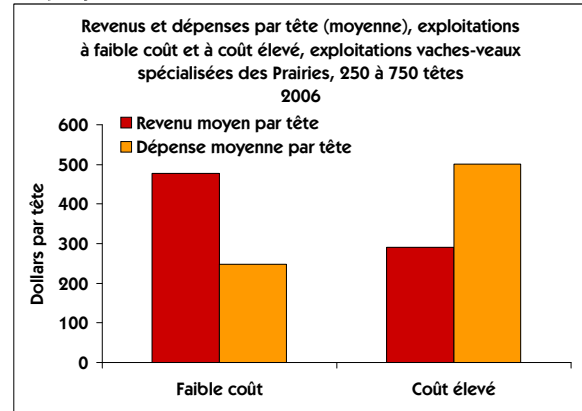
Les exploitations à faible coût sont plus rentables et génèrent des revenus plus élevés, à un coût moindre.

Sur une base individuelle, les revenus totaux générés par les exploitations de vaches-veaux à faible coût sont 65 % plus élevés que ceux des fermes à coût élevé.

Parallèlement, les dépenses totales des exploitations à faible coût équivalent à la moitié des dépenses déclarées par les exploitations à coût élevé.

Les exploitations vaches-veaux qui vendent leurs veaux à l'automne et comptent entre 250 et 750 têtes appartiennent, en gros, à la catégorie de revenu de 100 000 \$ à 249 999 \$. Un faible pourcentage des fermes se situent dans les catégories de revenu précédant et suivant cette catégorie.

**Graphique C18**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.  
Note : Les exploitations vaches-veaux sélectionnées vendent leurs veaux à l'automne.

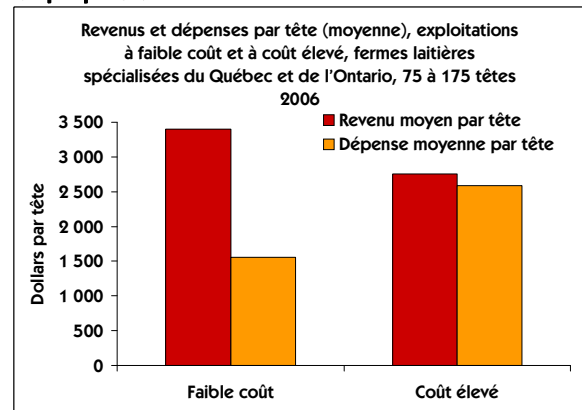
Même sur les marchés où les prix sont réglementés, les exploitations à faible coût génèrent des revenus plus élevés, à un coût moindre.

Sur une base unitaire, les revenus totaux générés par les fermes laitières à faible coût étaient 20 % plus élevés que ceux générés par les fermes à coût élevé.

Parallèlement, les dépenses totales des fermes à faible coût correspondaient à 60 % des dépenses des exploitations à coût élevé.

Les fermes laitières possédant de 75 à 175 têtes appartiennent, en gros, à la catégorie de revenu de 250 000 \$ à 499 999 \$. Un faible pourcentage des fermes se situent dans les catégories précédant et suivant cette catégorie.

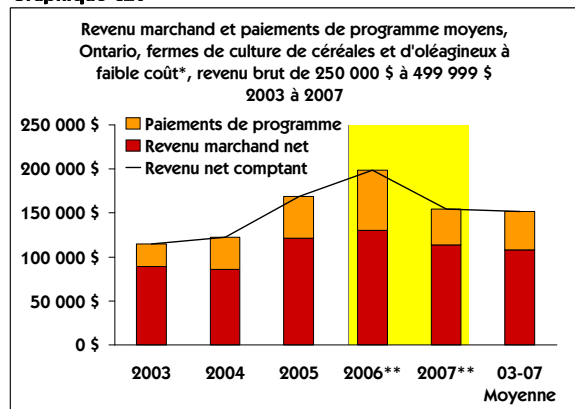
**Graphique C19**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, calculs internes d'AAC.

*Même parmi les fermes de même type et de même catégorie de revenu, certaines essuient un déficit année après année alors que d'autres sont rentables*

**Graphique C20**



Source : Calculs internes d'AAC, modèles du PCSRA.

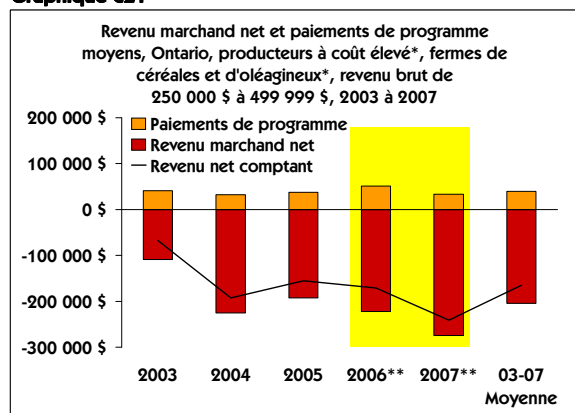
Note : \* Producteurs à faible coût = 20 % des fermes ayant le ratio de dépenses total par rapport au revenu total le plus faible.

\*\*Projection.

Les exploitations à faible coût sont rentables même quand la conjoncture fluctue considérablement.

Entre 2003 et 2007, les fermes à faible coût ont déclaré un revenu net moyen de 151 800 \$ pour la période de 5 ans, constitué d'un revenu marchand net s'élevant à 108 100 \$ et de paiements de programme s'élevant à 43 800 \$.

**Graphique C21**



Source : Calculs internes d'AAC, modèles du PCSRA.

Note : \* Producteurs à coût élevé = 20 % des fermes ayant le ratio de dépenses total par rapport au revenu total le plus élevé.

\*\*Projection.

Les exploitations à coût élevé ont déclaré des pertes marchandes importantes qui ont été légèrement amorties par les paiements de programme.

Les fermes à coût élevé ont essuyé une perte marchande nette moyenne de 204 400 \$, reçu des paiements de programme moyens de 39 100 \$ et enregistré un revenu net moyen négatif de -165 300 \$ pour la période de 5 ans.



# SECTION D

## Évolution de l'actif, du passif et de la valeur nette des exploitations agricoles

La présente section examine l'actif, le passif et la valeur nette des fermes canadiennes, en soulignant les différences entre les exploitations agricoles selon la taille et le type de ferme. Les sujets suivants sont étudiés :

- l'actif total et la valeur nette,
- le passif,
- la santé financière de l'industrie dans son ensemble.

Dans la présente section, l'actif est fondé sur la valeur marchande. Il est relativement simple de recueillir auprès des exploitants agricoles des données sur l'actif agricole fondé sur la valeur marchande provenant des bilans, puisqu'il s'agit des renseignements qu'ils fournissent aux banques et aux autres établissements de prêts lorsqu'ils font une demande de prêts pour leur entreprise. La principale source de données pour la présente section est l'Enquête financière sur les fermes de Statistique Canada.

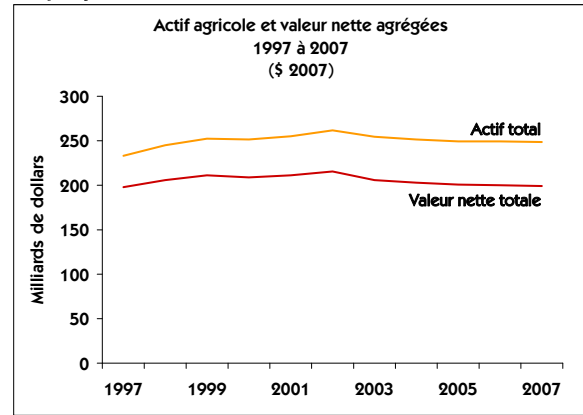
## L'actif agricole et la valeur nette des fermes progressent sur une base individuelle

Au cours des dix dernières années, les valeurs réelles de l'actif total et de la valeur nette agrégées des fermes canadiennes sont demeurées relativement stables.

Toutefois, l'évolution de la performance agrégée masque généralement la situation des fermes individuelles.

**NOTE :** Dans la présente section, l'actif agricole est présenté à la juste valeur marchande, et non à la valeur comptable comme c'est le cas pour les estimations agrégées et par ferme.

**Graphique D1**



Source : Statistique Canada, tableau 002-0020, Bilan du secteur agricole, diverses années.

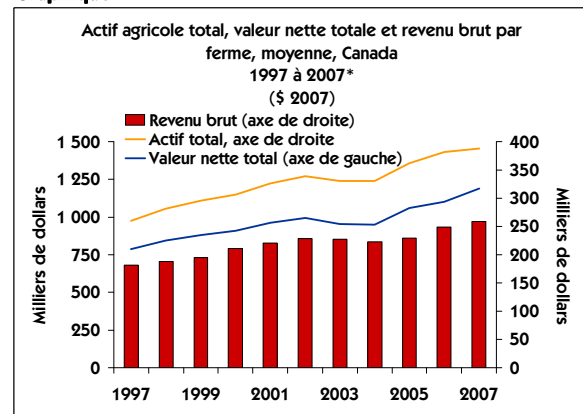
Cependant, l'actif agricole et la valeur nette par ferme ont progressé au fil du temps, illustrant la tendance en faveur des fermes plus grandes et moins nombreuses.

L'actif agricole total et la valeur nette totale ont atteint un sommet en 2002, un an avant le premier cas déclaré d'ESB au Canada.

Au cours des dix dernières années, l'actif agricole moyen au Canada a augmenté de 38 % pour atteindre 1 455 000 \$ par ferme en 2007. De même, la valeur nette moyenne a progressé de 41 % pour s'établir à 1 189 000 \$ en 2007.

La faiblesse des prix des céréales et la crise de l'ESB en 2003 ont contribué à la dévaluation des stocks et à une baisse du revenu brut en 2003 et en 2004. Mais une reprise a été observée à partir de 2005, et le revenu brut moyen a atteint 258 900 \$ en 2007.

**Graphique D2**

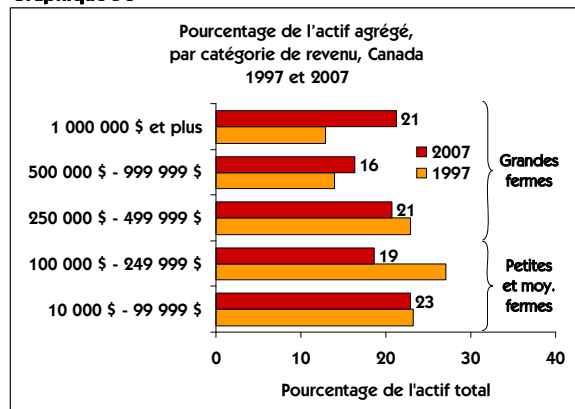


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et base de données des déclarants, diverses années.

Note : \* L'actif agricole et la valeur nette sont estimés pour 1998 et 2000. Le revenu brut est une estimation préliminaire pour 2007.

## L'actif des fermes plus grandes a augmenté considérablement au fil du temps

**Graphique D3**



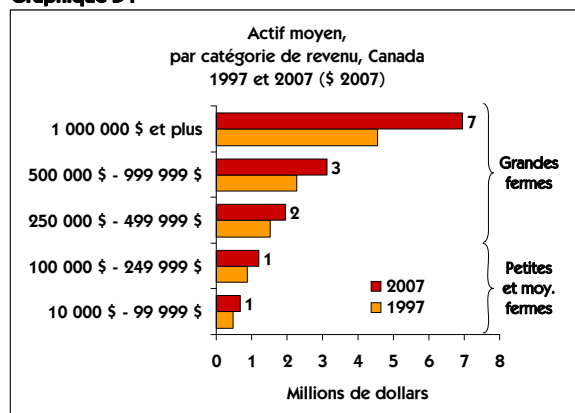
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

Les fermes plus petites sont regroupées, tandis que les autres prennent de l'expansion.

L'actif total agrégé détenu par les fermes plus petites diminue, tandis que celui des fermes plus grandes augmente. Le nombre de fermes petites et moyennes (chiffre d'affaires brut inférieur à 250 000 \$) a reculé, de même que leur actif total agrégé.

De même, le nombre de très grandes fermes (chiffre d'affaires brut supérieur à 500 000 \$) a augmenté, de même que leur actif total agrégé.

**Graphique D4**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

Sur une base individuelle, l'actif agricole est en progression dans toutes les catégories de revenu. Toutefois, l'augmentation est beaucoup plus forte chez les grandes fermes.

Chez les fermes ayant un revenu brut supérieur à 1 000 000 \$, l'actif total a augmenté de plus 50 % en termes réels entre 1997 et 2007.

Cette hausse est attribuable en partie à la plus-value de l'actif agricole, dont les terres agricoles et les contingents. Compte tenu de la montée actuelle des prix des céréales et d'oléagineux, la valeur des terres devrait s'accroître en 2008 dans toutes les catégories de revenu.

*Les fermes céréalières et de bovins représentent la majorité de l'actif agricole, mais l'actif des fermes laitières, avicoles et de pommes de terre augmente rapidement*

La majorité de l'actif agricole est détenue par les fermes spécialisées dans la culture de céréales et d'oléagineux, l'élevage de bovins ou la production laitière.

Vu le très grand nombre de fermes de culture de céréales et d'oléagineux et de fermes d'élevage de bovins au Canada, l'actif agrégé de ces deux types de ferme est très élevé. En 2007, les producteurs de céréales et d'oléagineux détenaient 35 % de l'actif total, et les éleveurs de bovins, 20 %.

Au cours des dix dernières années, la valeur de l'actif a augmenté dans tous les types de ferme, à l'exception des fermes d'élevage de porcs.

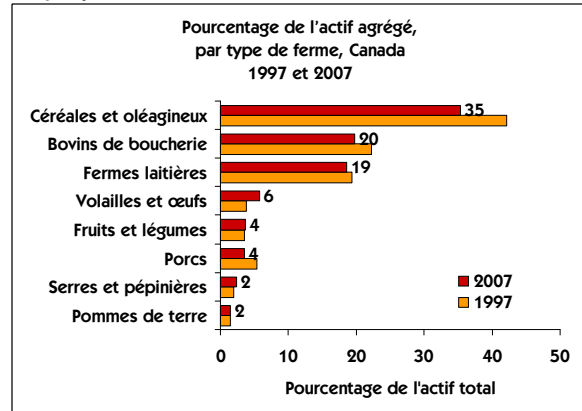
- L'actif total agrégé a fléchi de 6 % pour les élevages porcins en raison, notamment, du rendement relativement faible de la production porcine.

L'expansion dans les secteurs de l'élevage de volailles et de porcs et de la culture de pommes de terre a donné lieu à des hausses de l'actif plus importantes pour ces types de ferme.

Entre 1997 et 2007, l'actif total (par ferme) des fermes laitières, d'élevage de volailles et de production d'œufs a plus que doublé. L'actif des fermes productrices de pommes de terre a également enregistré une croissance notable de 91 %.

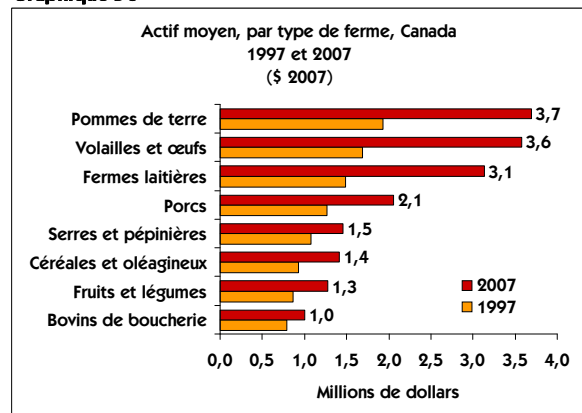
L'actif total moyen des fermes d'élevage de bovins a progressé mais dans une moindre mesure, en raison notamment du grand nombre de très petites exploitations affichant un revenu brut inférieur à 100 000 \$.

**Graphique D5**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

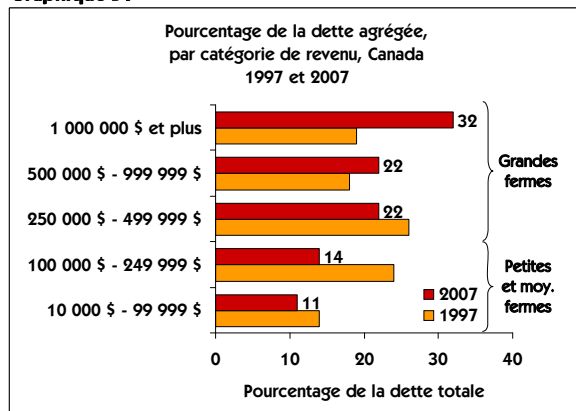
**Graphique D6**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

## La dette agricole augmente rapidement chez les grandes fermes qui adoptent de nouvelles technologies et élargissent leurs activités

**Graphique D7**



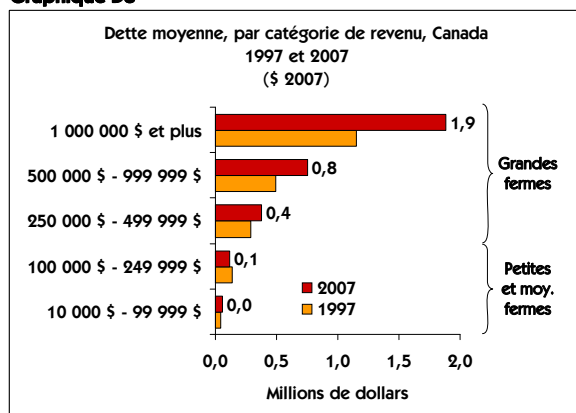
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

Les grandes fermes détiennent environ les trois quarts de la dette agricole totale.

En 2007, les grandes fermes détenaient 76 % de la dette agricole totale, comparativement à 62 % en 1997.

Les fermes ayant un revenu brut de plusieurs millions de dollars détiennent maintenant 32 % de la dette agricole totale (13,7 milliards \$), et les fermes ayant un revenu brut de 500 000 \$ à 999 999 \$ détiennent 22 % de la dette agricole totale (9,4 milliards \$).

**Graphique D8**

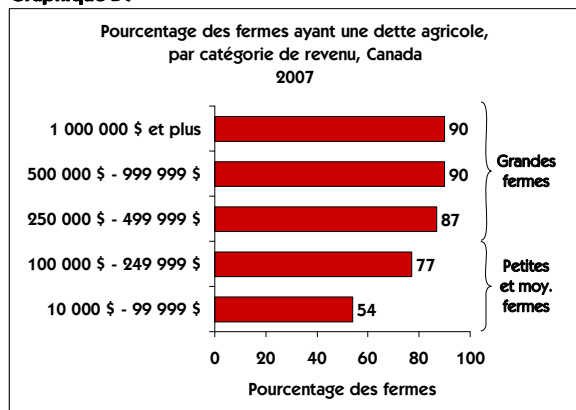


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

La dette moyenne par ferme augmente dans toutes les catégories de revenu, et de façon plus notable chez les plus grandes fermes qui empruntent pour investir et élargir leurs activités agricoles.

Entre 1997 et 2007, la dette agricole moyenne des fermes ayant un revenu brut de 1 000 000 \$ et plus a augmenté de 63 %, tandis que celle des fermes ayant un revenu brut de 500 000 \$ à 999 999 \$ a augmenté de 54 %.

**Graphique D9**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Les fermes plus grandes sont plus susceptibles d'avoir une dette agricole.

En 2007, 68 % des fermes canadiennes ayant un revenu brut de 10 000 \$ et plus étaient endettées.

Une part plus importante des grandes fermes (revenu brut de 250 000 \$ ou plus) a une dette agricole comparativement aux fermes plus petites.

Seulement 54 % des petites fermes (revenu brut situé entre 10 000 \$ et 99 999 \$) ont une dette agricole.



*La dette agricole a également augmenté dans tous les types de ferme, plus particulièrement les fermes laitières, les fermes porcines, les fermes avicoles et les fermes de pommes de terre*

La majorité de la dette agricole est détenue par les fermes de céréales et d'oléagineux et les fermes d'élevage de bovins.

La dette agrégée a augmenté pour chacun des types de ferme entre 1997 et 2007, mais la part de la dette totale détenue par les fermes de culture de céréales et d'oléagineux et les fermes d'élevage de bovins et de porcs a diminué. La dette agricole progresse de façon beaucoup plus notable dans les autres secteurs en expansion.

Les secteurs qui enregistrent une forte expansion, en particulier les fermes avicoles et de production d'œufs, les serres et pépinières et les fermes laitières, ont inscrit les hausses les plus fortes de la dette agricole agrégée.

La croissance de la dette agricole par ferme la plus forte a été enregistrée par les fermes laitières, les fermes porcines, les fermes avicoles et les fermes productrices de pommes de terre.

La dette moyenne des fermes laitières, des fermes porcines, des fermes avicoles et de production d'œufs et des fermes productrices de pommes de terre, qui sont généralement des exploitations agricoles de plus grande taille, a plus que doublé.

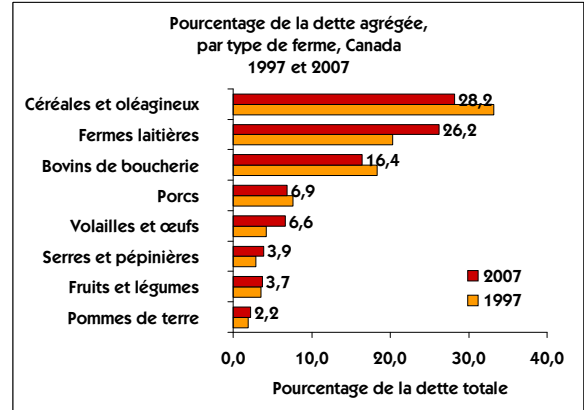
En 2007, les fermes productrices de pommes de terre ont déclaré la dette agricole moyenne la plus élevée, à savoir 973 000 \$, tandis que les fermes d'élevage de bovins ont déclaré la dette moyenne la plus faible, soit 153 000 \$.

Les fermes laitières, les fermes porcines et les fermes productrices de pommes de terre sont plus susceptibles d'avoir une dette agricole.

En 2007, 91 % des fermes laitières, 88 % des fermes porcines et 87 % des fermes productrices de pommes de terre avaient une dette agricole.

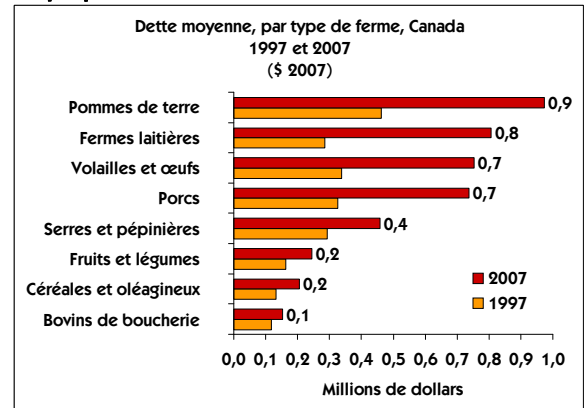
Les fermes de culture de fruits et légumes sont les moins susceptibles d'avoir une dette agricole : 56 % de ces fermes ont une dette agricole.

**Graphique D10**



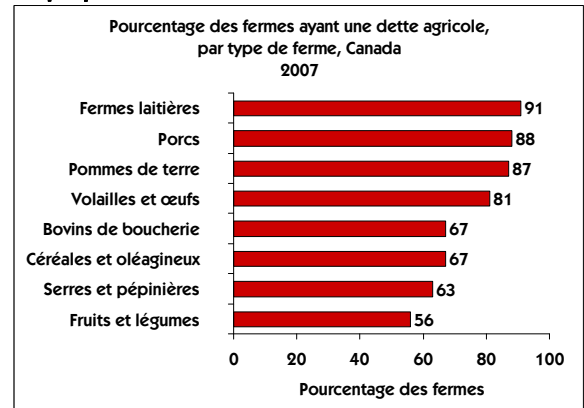
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

**Graphique D11**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

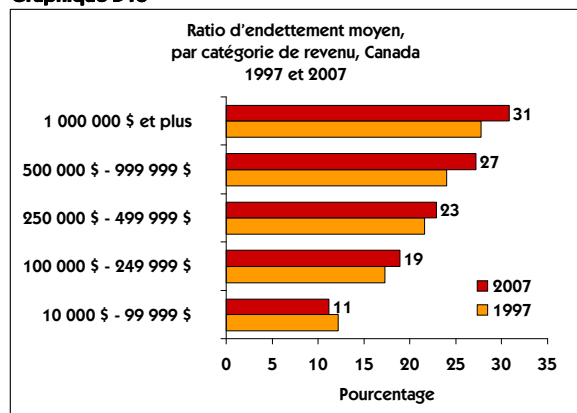
**Graphique D12**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2007.

## Le ratio d'endettement est plus élevé chez les très grandes fermes et dans certains secteurs agricoles

**Graphique D13**

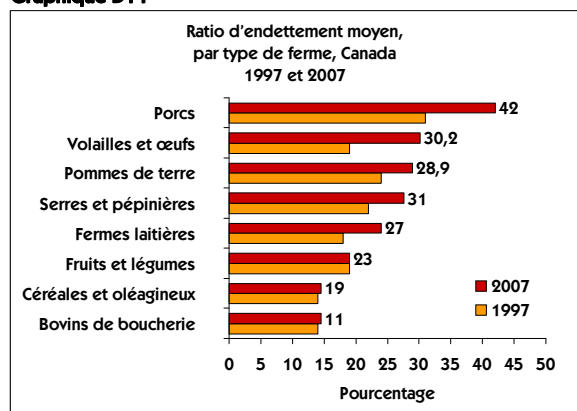


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

Les fermes plus grandes affichent un ratio d'endettement plus élevé.

Les fermes ayant un revenu brut de 1 000 000 \$ et plus avaient un ratio d'endettement de 31 % en 2007, en hausse de 3 % par rapport à 1997.

**Graphique D14**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1997 et 2007.

En moyenne, les secteurs en expansion ont un ratio d'endettement plus élevé que les autres.

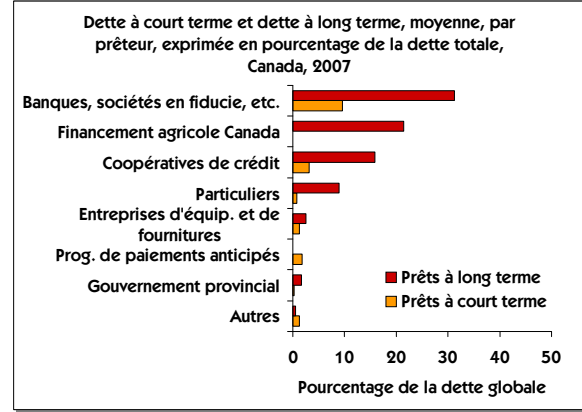
En 2007, les fermes porcines ainsi que les fermes avicoles et de production d'œufs affichaient les ratios d'endettement les plus élevés, soit 42 % et 30 %, respectivement. Elles ont également déclaré les hausses en pourcentage les plus fortes, à savoir 11 points de pourcentage chacune.

## Les fermes doivent la majorité de leur dette aux banques, à Financement agricole Canada et aux coopératives de crédit

Les banques sont les principaux prêteurs des exploitations agricoles.

En 2007, les banques détenaient 41 % de la dette agricole (dont les trois-quarts à long terme), Financement agricole Canada, 21% et les coopératives de crédit, 19 %.

**Graphique D15**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Le nombre de prêts de FAC en souffrance a reculé au cours des cinq dernières années.

Les prêts en souffrance ont diminué pour la majorité des types de ferme.

La seule exception est le secteur porcin, dans lequel le nombre de prêts en souffrance a atteint un sommet en 2007.

**Graphique D16**

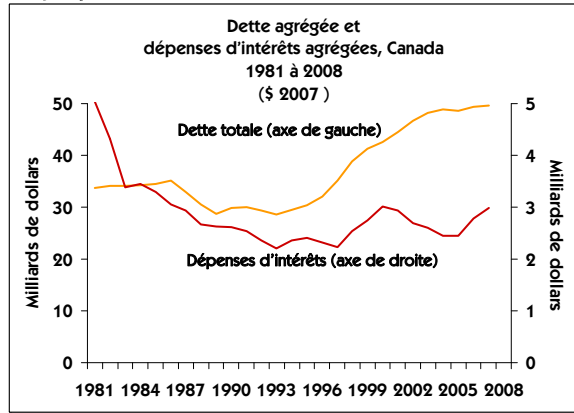
Nombre de prêts en souffrance, Financement agricole Canada 2004 à 2008

SECTEURS	2004	2005	2006	2007	2008
Céréales et oléagineux	1 938	1 698	1 451	1 126	858
Élevage de bovins de boucherie	856	550	498	490	482
Fermes laitières	140	110	109	91	73
Fermes porcines	121	97	125	173	137
Volailles et œufs	33	24	18	23	22
Autres types de ferme	269	174	134	131	132
Entreprises de prod. à valeur ajoutée	226	201	223	195	203
Autres sources de revenu	185	169	231	302	359
<b>Total</b>	<b>3 770</b>	<b>3 023</b>	<b>2 789</b>	<b>2 532</b>	<b>2 267</b>

Source : Statistique Canada.

*Bien que la dette agricole augmente, le coût du service d'une dette plus élevée n'a pas augmenté de façon notable en raison de la faiblesse des taux d'intérêt*

**Graphique D17**

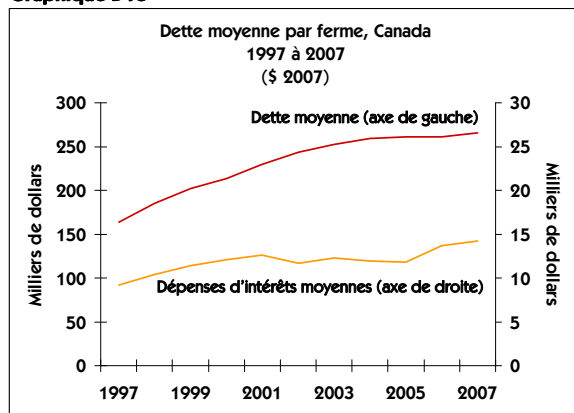


Source : Statistique Canada, Statistiques économiques agricoles, diverses années.

La tendance à la baisse des taux d'intérêt a permis aux producteurs d'emprunter davantage sans pour autant augmenter leurs dépenses d'intérêts.

Les dépenses d'intérêts totales sont demeurées inférieures au sommet atteint en 1981. Au même moment, la dette agricole a progressé pour atteindre 49,7 milliards \$ (en 2007).

**Graphique D18**

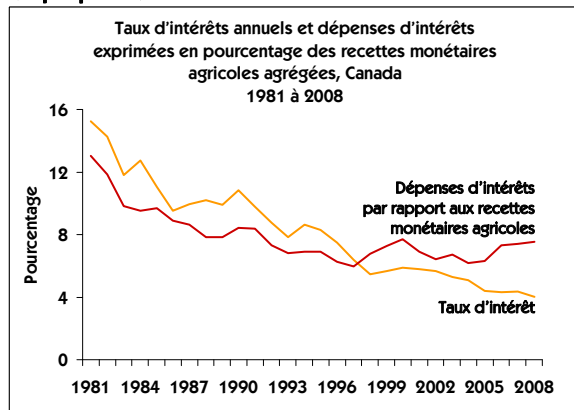


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et bases de données des déclarants, diverses années.

De même, sur une base individuelle, les agriculteurs profitent des taux d'intérêt plus avantageux pour agrandir leur exploitation agricole à un coût relativement faible.

Les dépenses d'intérêts moyennes par ferme sont demeurées relativement stables.

**Graphique D19**



Source : Statistique Canada, marchés monétaires et autres taux d'intérêts, Statistique Canada, Statistiques économiques agricoles et prévisions d'AAC pour 2008.

Les producteurs peuvent amortir davantage de dette avec le même revenu.

Les dépenses d'intérêts exprimées en pourcentage du revenu d'exploitation agricole permettent de mesurer la capacité d'une ferme à rembourser sa dette.

Au Canada, les dépenses d'intérêts s'élevaient à 7 cents par dollar de revenu brut en 2007, comparativement à 15 cents en 1981.

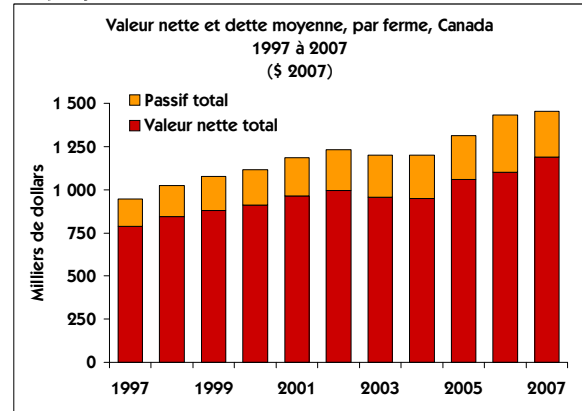
- Les fermes laitières ont déclaré les dépenses d'intérêts les plus élevées, soit 11 cents par dollar de revenu brut (d'après les données fiscales préliminaires de 2007);
- Les serres et pépinières et les fermes productrices de fruits et légumes ont déclaré les dépenses d'intérêts les plus faibles, soit 3 cents par dollar de revenu brut.

## Et même si l'endettement s'accroît, la valeur nette augmente

La dette agricole moyenne et la valeur nette moyenne augmentent à mesure que les fermes s'agrandissent.

Au cours des dix dernières années, la valeur nette moyenne des fermes a augmenté de 48 % pour atteindre 1 189 000 \$, tandis que le passif agricole moyen a fait un bond de 59 % pour s'établir à 266 000 \$.

**Graphique D20**



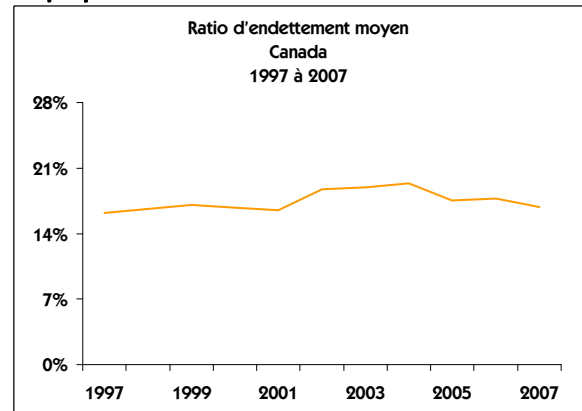
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, diverses années.

Puisque la dette agricole est relativement faible par rapport à l'actif total, le ratio d'endettement a augmenté de 2 points de pourcentage seulement au cours des dix dernières années.

Entre 1997 et 2007, le ratio d'endettement a grimpé de trois quarts de point de pourcentage pour s'établir à 16,9 % pour l'ensemble des fermes canadiennes. Ce ratio d'endettement relativement faible montre que le secteur possède encore des capitaux propres importants.

En général, plus ce ratio est élevé, plus l'entreprise est fortement endettée. Cela accroît le risque inhérent de défaillance financière parce qu'il est plus difficile de refinancer des pertes.

**Graphique D21**



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, diverses années.

## La majorité des fermes sont dans une bonne position financière

**Graphique D22**

Pourcentage des fermes ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie 2007

Flux de trésorerie	CAPITAUX PROPRES			Toutes les fermes
	< 50 %	50 % à 75 %	> 75 %	
Moins de 0 \$	4,7 %	6,1 %	6,0 %	16,8 %
0 \$ à 20 000 \$	1,0 %	1,9 %	3,5 %	6,4 %
Plus de 20 000 \$	7,8 %	19,9 %	49,2 %	76,9 %
Tous les ménages	13,5 %	27,9 %	58,6 %	100 %

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes (2007) et calculs internes d'AAC.

Légende : Bonne position financière (vert foncé), position financière moyenne (vert pâle), position financière difficile (jaune).

La situation financière de la majorité des fermes canadiennes est solide.

La situation financière des fermes est déterminée par les niveaux de flux de trésorerie et de capitaux propres :

Situation des fermes canadiennes :

- 80 % sont dans une bonne position financière (vert foncé). Elles peuvent s'acquitter du service de la dette et assumer leurs charges d'exploitation normalement.
- 9 % sont dans une position financière moyenne (vert pâle).
- 11 % sont dans une position financière difficile (jaune), caractérisée par des flux de trésorerie insuffisants et un endettement élevé.

**NOTE:** La dette peut être un facteur important dans les investissements, d'agrandissement et de transfert des exploitations entre générations. L'endettement devient problématique lorsqu'il est excessif et ne peut être compensé par un revenu suffisant.

Les flux de trésorerie constituent une mesure de la capacité de la famille d'agriculteurs à assumer ses dépenses d'exploitation et à prévoir l'amortissement et la croissance futurs. Plus les flux de trésorerie augmentent, plus la sécurité financière de l'entreprise agricole s'améliore.

**Graphique D23**

Pourcentage des fermes de culture de céréales et d'oléagineux ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie 2007

Flux de trésorerie	CAPITAUX PROPRES			Toutes les fermes
	< 50 %	50 % à 75 %	> 75 %	
Moins de 0 \$	1,5 %	4,6 %	6,6 %	12,7 %
0 \$ à 20 000 \$	1,1 %	1,6 %	3,8 %	6,5 %
Plus de 20 000 \$	5,2 %	18,4 %	57,1 %	80,7 %
Tous les ménages	7,8 %	24,7 %	67,5 %	100 %

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes (2007) et calculs internes d'AAC.

Légende : Bonne position financière (vert foncé), position financière moyenne (vert pâle), position financière difficile (jaune).

On constate une tendance similaire dans le secteur des céréales et d'oléagineux.

En raison de la remontée des prix des céréales, plus des quatre cinquièmes des fermes de culture de céréales et d'oléagineux étaient dans une bonne position financière à la fin de 2007.

- 85 % sont dans une bonne position financière (vert foncé). Elles peuvent s'acquitter du service de la dette et assumer leurs charges d'exploitation normalement.
- 9 % sont dans une position financière moyenne (vert pâle).
- 6 % sont dans une position financière difficile (jaune).

**NOTE:** Les flux de trésorerie correspondent au revenu d'exploitation net, auquel s'ajoutent les salaires et traitements agricoles des membres de la famille, moins les paiements sur le principal imputés.

## Par contre, certaines fermes sont dans une position financière plus difficile

Les fermes d'élevage de bovins de boucherie ont généralement des flux de trésorerie et des niveaux de capitaux propres plus faibles.

Près des deux tiers des fermes d'élevage de bovins de boucherie étaient dans une bonne position financière à la fin de 2007.

- 64,6 % sont dans une bonne position financière (vert foncé). Elles peuvent s'acquitter du service de la dette et assumer leurs charges d'exploitation normalement.
- 15 % sont dans une position financière moyenne (vert pâle).
- 22 % sont dans une position financière difficile (jaune), caractérisée par des flux de trésorerie insuffisants et un endettement élevé.

**Graphique D24**

Pourcentage des fermes d'élevage de bovins de boucherie ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie 2007

Flux de trésorerie	CAPITAUX PROPRES			Toutes les fermes
	< 50 %	50 % à 75 %	> 75 %	
Moins de 0 \$	10,0 %	11,8 %	11,6 %	33,3 %
0 \$ à 20 000 \$	1,1 %	1,8 %	6,2 %	9,1 %
Plus de 20 000 \$	4,3 %	13,9 %	39,4 %	57,6 %
Tous les ménages	15,4 %	27,4 %	57,1 %	100 %

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes (2007) et calculs internes d'AAC.

Légende : Bonne position financière (vert foncé), position financière moyenne (vert pâle), position financière difficile (jaune).

Dans le secteur de l'élevage de porcs, un plus grand nombre de fermes sont dans une position financière difficile.

En 2007, la moitié des fermes d'élevage de porcs se trouvait dans une bonne position financière.

- 52 % sont dans une bonne position financière (vert foncé). Elles peuvent s'acquitter du service de la dette et assumer leurs charges d'exploitation normalement.
- 12 % sont dans une position financière moyenne (vert pâle).
- 36 % sont dans une position financière difficile (jaune), caractérisée par des flux de trésorerie insuffisants et un endettement élevé.

**Graphique D25**

Pourcentage des fermes porcines ayant un revenu brut de 250 000 \$ et plus par niveau de capitaux propres et de flux de trésorerie 2007

Flux de trésorerie	CAPITAUX PROPRES			Toutes les fermes
	< 50 %	50 % à 75 %	> 75 %	
Moins de 0 \$	17,8 %	18,2 %	7,1 %	43,1 %
0 \$ à 20 000 \$	3,6 %	1,3 %	1,9 %	6,8 %
Plus de 20 000 \$	16,4 %	17,1 %	16,6 %	50,1 %
Tous les ménages	37,8 %	36,6 %	25,6 %	100 %

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes (2007) et calculs internes d'AAC.

Légende : Bonne position financière (vert foncé), position financière moyenne (vert pâle), position financière difficile (jaune).

# SECTION E

## Ratios de la performance financière des exploitations agricoles

La présente section porte sur la performance globale des exploitations agricoles constituées en société au Canada. Aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les entreprises constituées en société doivent présenter un état des résultats et un bilan à des fins fiscales. Les actifs figurant dans le bilan doivent être évalués sur la base de leur coût historique. Puisque les entreprises non constituées en société ne sont pas tenues de présenter un bilan, il est impossible de calculer de nombreux ratios financiers pour les fermes non constituées en société à partir des données des déclarants.

La principale source de données pour la présente section est la base de données sur les déclarants (fermes constituées en société) de Statistique Canada. Aux fins de la présente analyse, seules sont considérées les fermes constituées en société ayant un revenu brut de 50 000 \$ ou plus et des actifs de 50 000 \$ ou plus. Statistique Canada recueille les déclarations d'impôt des entreprises auprès de l'Agence du revenu du Canada chaque année depuis 1997. En 2006, Statistique Canada possédait des renseignements sur 43 214 fermes constituées en société, dont 27 973 ayant déclaré un revenu d'au moins 50 000 \$.

Les ratios de la performance financière dans la présente section sont utilisés par l'industrie à diverses fins, incluant les analyses de référence avec comparaison des exploitations agricoles, les rapports sur la santé à long terme du secteur, l'approbation des prêts, ainsi que l'élaboration de politiques et de programmes.

La présente section englobe les mesures de performance suivantes :

---

### Les ratios de rentabilité

indiquent dans quelle mesure l'entreprise peut générer des bénéfices à partir de l'utilisation des ressources d'entreprise. Deux mesures courantes de la rentabilité d'une entreprise sont le rendement de l'actif et le rendement des capitaux propres.

---

### Les ratios d'efficacité financière

mesurent la capacité de l'entreprise à maîtriser ses coûts par rapport à ses revenus. L'un des ratios utilisés pour analyser l'efficacité financière est le ratio de marge bénéficiaire.

---

### Les ratios de gestion de la dette

mesurent la capacité de l'entreprise à régler ses dettes et obligations à long terme dans les délais prescrits. Deux des ratios utilisés pour analyser la solvabilité sont le ratio capitaux propres/actif et le ratio emprunts/capitaux propres.

---

### Les ratios de gestion de l'actif

mesurent l'efficacité de la gestion de l'actif par l'entreprise. Le ratio de rotation des capitaux sert à analyser la gestion de l'actif.

---

### Les ratios de liquidité

indiquent la capacité de l'entreprise à convertir son actif en encaisse ou à obtenir de l'argent pour régler ses dettes et autres obligations à court terme. Deux des ratios utilisés pour évaluer les liquidités sont le ratio de liquidité générale et le ratio de composition de la dette.



*Les mesures de la rentabilité, dont le rendement de l'actif, sont relativement stables pour les fermes dans leur ensemble, mais elles varient par type d'exploitation agricole*

Les taux de rendement de l'actif de l'ensemble des fermes constituées en société sont relativement stables.

Le rendement de l'actif moyen s'établit à un peu moins de 5 % pour la période de 10 ans.<sup>8</sup>

Le niveau de risque, mesuré dans le cas présent par la variance du taux de rendement de l'actif au fil du temps, est relativement bas à 0,30.

**NOTE** : Le rendement de l'actif est =

$$\frac{\text{revenu agricole net} + \text{charges d'intérêts}}{\text{actif total}}$$

Ce ratio indique le rendement de l'investissement total.

Le risque est mesuré comme étant la variance des rendements au fil du temps.

En 2006, le taux de rendement de l'actif le plus élevé était celui des fermes de fruits et légumes et des fermes spécialisées dans les produits à offre réglementée.

En 2006, les fermes ont déclaré un rendement de l'actif moyen de 4,5 %.

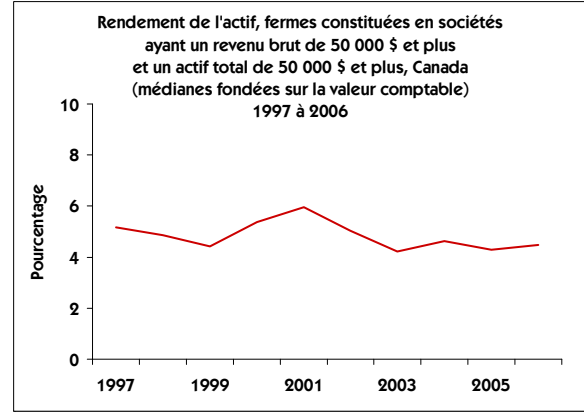
Les fermes de fruits et légumes ont déclaré le rendement de l'actif de plus élevé, soit 6,4 %. Les fermes de volaille et d'œufs, les fermes laitières ainsi que les serres et pépinières ont déclaré des taux de rendement de l'actif entre 5,5 % et 6,0 %.

Le rendement de l'actif était inférieur à 4 % pour les éleveurs de bovins de boucherie et de porcs et les producteurs de céréales et d'oléagineux.

**NOTE** : Dans la présente section, les actifs sont établis d'après le coût historique et sont beaucoup plus faibles lorsqu'ils sont évalués au coût du marché. Les ratios d'actif fondés sur le coût historique (indiqué ici) sont plus élevés que ceux fondés sur le coût du marché.

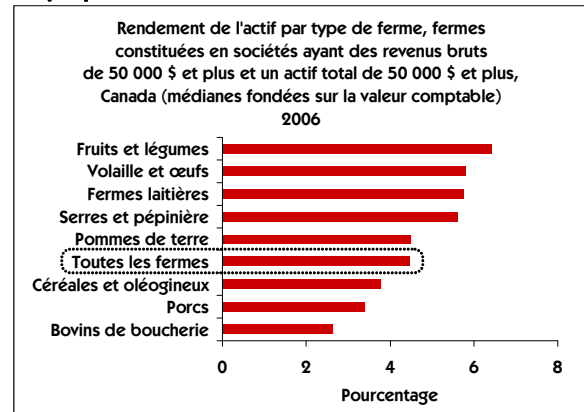
8. Le rendement de l'actif devrait être plus élevé que le taux auquel la ferme emprunte, sinon, toute augmentation de l'emprunt réduira les bénéfices d'exploitation. Cependant, les rendements fondés sur la valeur comptable excluent les gains en capital tirés de la dépréciation de l'actif avec le temps.

**Graphique E1**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

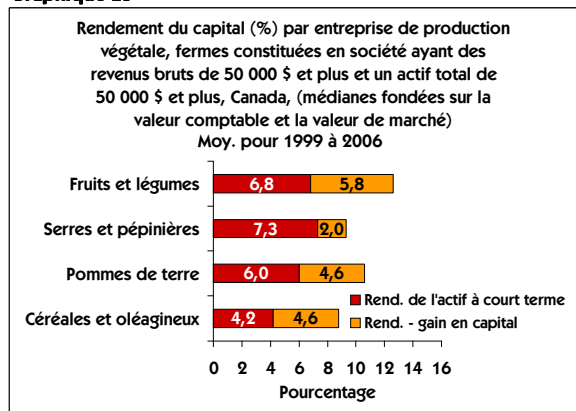
**Graphique E2**



Source : Statistique Canada, séries de données des déclarants (sociétés).

*Les exploitations reposant sur les cultures et les contingents peuvent également réaliser des gains en capital importants sur la vente de leurs actifs agricoles*

**Graphique E3**

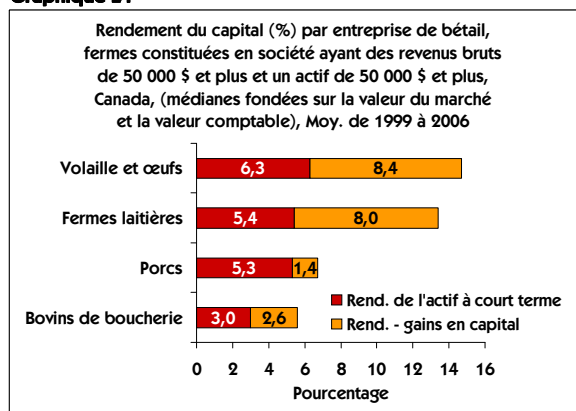


Source : Statistique Canada, calculs internes d'AAC et base de données des déclarants (sociétés), diverses années.

Dans le secteur de la production végétale, l'appréciation de la valeur des terres crée un potentiel de rendements importants par le biais des gains en capital.

Le rendement du capital des exploitations de céréales et d'oléagineux double lorsque les gains potentiels sont pris en compte dans le rendement.

**Graphique E4**



Source : Statistique Canada, calculs internes d'AAC et base de données des déclarants (sociétés), diverses années.

Dans l'industrie du bétail, le gain potentiel attribuable aux gains en capital est considérable dans les secteurs à offre réglementée, en raison des contingents détenus.

Entre 1999 et 2006, le rendement du capital (exprimé en pourcentage) des fermes de volaille et d'œufs et des fermes laitières a plus que doublé lorsque les gains en capital potentiels étaient pris en compte dans le rendement.

Les producteurs de porcs ont enregistré la hausse la plus faible attribuable aux gains en capital. Les gains en capital sont généralement très modestes dans le secteur des exploitations porcines, en raison de leurs terres plus petites et de l'usure des bâtiments et du matériel.

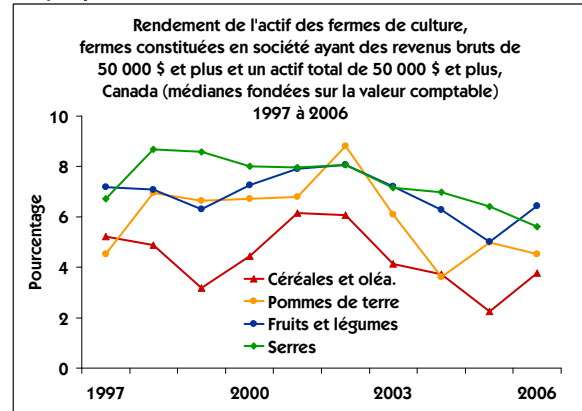
*Avec le temps, les serres et pépinières et les fermes avicoles (volaille et œufs) réalisent le rendement le plus élevé et enregistrent la variabilité annuelle la plus faible*

Les producteurs de pommes de terre et de céréales et d'oléagineux enregistrent généralement une variation plus importante des taux de rendement d'une année à l'autre comparativement aux autres cultures spécialisées.

Les producteurs de pommes de terre affichent le deuxième niveau de risque en importance parmi les principaux types de ferme, avec une variance de 2,4.

En général, les entreprises qui enregistrent une variance de rendement plus élevée d'une année à l'autre s'attendent à ce que les rendements plus élevés fassent contrepoids aux risques.

**Graphique E5**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants (sociétés).

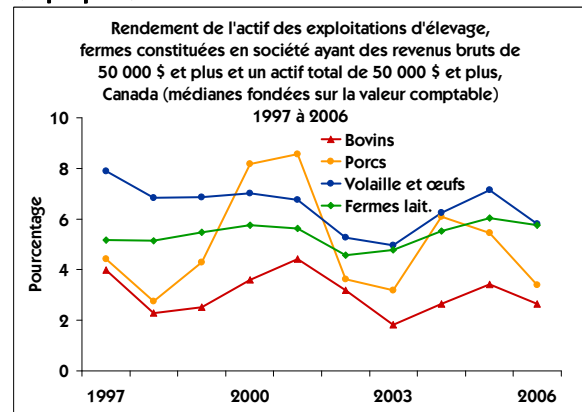
Les fermes porcines enregistrent généralement une variation des taux de rendement plus élevée d'une année à l'autre que les autres exploitations d'élevage.

Les fermes laitières enregistrent la variation de rendement la plus faible d'une année à l'autre parmi les principaux types de fermes ainsi que le niveau de risque le plus faible, avec une variation de 0,2 pour la période visée. Les exploitations d'élevage affichent par ailleurs le deuxième niveau de risque le plus faible, à savoir 0,7.

Les fermes porcines ont le niveau de risque le plus élevé, indiqué par une variation de 4,2, mais elles affichent un rendement global plus élevé que les producteurs de bovins de boucherie.

Pour les fermes de volaille et d'œufs, le taux de rendement de l'actif a diminué avec le temps, passant de 7,9 % en 1997 à 5,8 % en 2006.

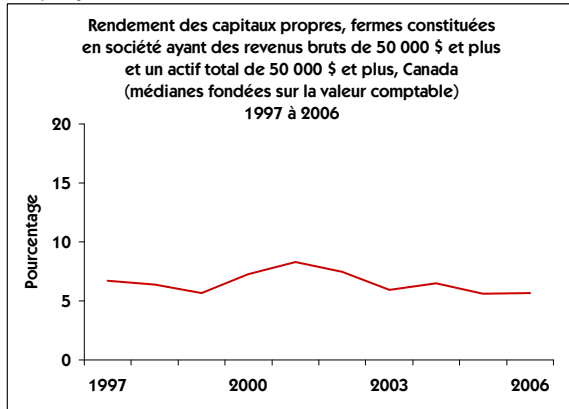
**Graphique E6**



Source : Statistique Canada, base de données sur les déclarants (sociétés).

*De même, les autres mesures de rentabilité, comme le rendement des capitaux propres, sont relativement stables et varient selon le type de ferme*

**Graphique E7**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

Le rendement des capitaux propres du secteur agricole dans son ensemble est également relativement stable.

Le rendement des capitaux propres s'élève en moyenne à un peu plus de 6,5 % pour la période de 10 ans visée.

Avec un niveau de risque s'établissant à 0,82, ce rendement est deux fois plus élevé que le rendement de l'actif parce qu'il faut d'abord rembourser la dette.

NOTE : Le rendement des capitaux propres =

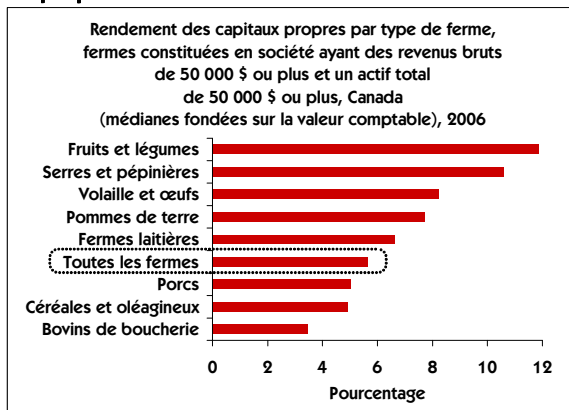
revenu agricole net

-----  
valeur nette

Ce ratio indique le rendement de l'investissement du propriétaire.

Le risque est mesuré comme étant la variation des rendements avec le temps.

**Graphique E8**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants (sociétés).

En 2006, le taux de rendement des capitaux propres déclaré par les producteurs de fruits et légumes s'élevait à 11,9 %, soit le double du taux déclaré par l'ensemble des fermes, à savoir 5,7 %.

Les serres et pépinières ont déclaré le deuxième rendement le plus élevé, soit 10,5%. En 2006, les fermes de volaille et d'œufs et les fermes laitières ont déclaré des taux de rendement des capitaux propres de 8,3 % et de 6,6 %, respectivement.

Les taux de rendement vont changer en 2007 et 2008 car l'accroissement des prix des céréales et d'oléagineux, de l'énergie et des taux de change se répercutent sur la rentabilité.

NOTE : Dans la présente section, puisque l'actif est fondé sur le coût historique, les capitaux propres sont beaucoup moins élevés que s'ils étaient établis d'après le coût du marché. Les ratios capitaux propres/actifs fondés sur le coût historique (dans le cas présent) sont plus élevés que ceux fondés sur le coût du marché.

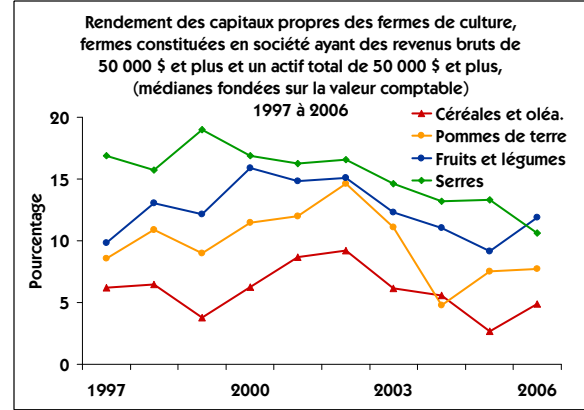
## *Cependant, certains types de fermes affichent une variation du rendement des capitaux propres plus importante que d'autres*

Les serres et pépinières et les fermes de fruits et légumes affichent généralement les taux de rendement des capitaux propres les plus élevés au fil du temps.

Les producteurs de pommes de terre et les serres et pépinières affichent les deuxième et troisième niveaux de risque en importance pour ce qui est du rendement des capitaux propres, respectivement à 7,84 et 5,77, derrière les fermes porcines (ci-dessous).

Les serres et pépinières ont constaté une baisse du rendement des capitaux propres moyen, qui est passé de 19 % en 1999 à 10,6 % en 2006.

**Graphique E9**



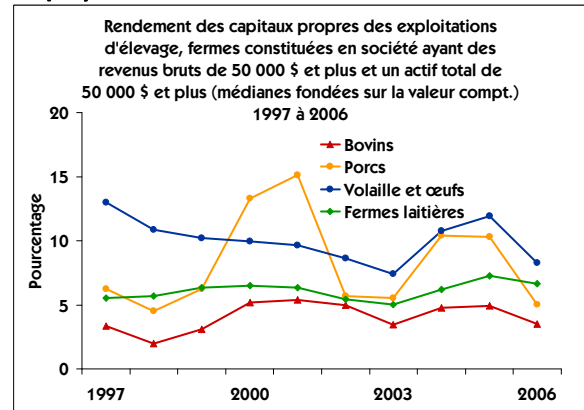
Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

Les fermes de volaille et d'œufs ont réalisé les taux de rendement des capitaux propres les plus élevés des principaux types d'exploitations d'élevage.

Les fermes laitières ont enregistré la variation des rendements d'une année à l'autre la plus faible parmi les principaux types de fermes, et le niveau de risque le plus faible, soit 0,44. Les fermes de bovins de boucherie ont enregistré le deuxième niveau de risque le plus faible, soit 1,28.

Les fermes porcines affichent le niveau de risque le plus élevé en raison des fluctuations des prix du porc et des coûts des aliments durant la période visée.

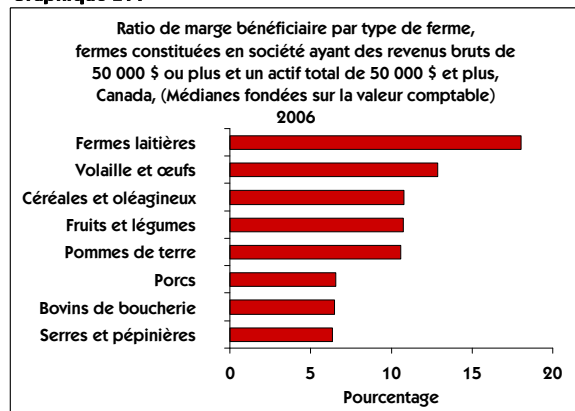
**Graphique E10**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

*En 2006, la rentabilité par dollar de revenu brut gagné était la plus élevée pour les fermes laitières et les fermes de volaille et d'œufs, et variait selon la taille de la ferme*

**Graphique E11**



Source : Statistique Canada, base de données de déclarants (sociétés).

Les fermes spécialisées dans les produits à offre réglementée ont enregistré les marges bénéficiaires les plus élevées en 2006.

Le ratio de marge bénéficiaire varie selon le type de ferme en raison de nombreuses différences structurelles, commerciales et biologiques. Ces ratios ne peuvent être comparés pour l'ensemble des types de fermes en ce qui concerne la performance relative.

En 2006, les marges les plus élevées ont été déclarées par les fermes laitières (18 %) et par les fermes de volaille et d'œufs (13 %). L'établissement des prix selon les coûts de production a contribué au maintien des marges au sein de ce groupe.

Les marges plus faibles peuvent être annulées par des volumes de ventes plus élevés, notamment dans le cas des serres et pépinières. Un volume de ventes plus élevé peut compenser une marge plus faible sous forme d'un bénéfice net plus élevé.

**NOTE** : Le ratio de marge bénéficiaire est =

$$\frac{\text{revenu agricole net} + \text{charges d'intérêts}}{\text{revenus bruts}}$$

Ce ratio sert à mesurer la capacité de l'entreprise à maîtriser ses coûts par rapport à ses revenus.

*Le niveau d'investissement dans les immobilisations corporelles par rapport aux revenus bruts est important pour comprendre la structure de l'actif sous-jacent nécessaire à chaque type de ferme*

Les fermes laitières et les fermes de céréales et d'oléagineux ont besoin des immobilisations corporelles les plus importantes pour générer un revenu brut.

Les fermes laitières affichent le taux de rotation des capitaux le plus élevé, soit 331 %. Cela dit, puisque les immobilisations corporelles comprennent les contingents dans le cadre du ratio de rotation des capitaux, il n'est pas étonnant que celui des fermes laitières soit le plus élevé.

Les fermes de céréales et d'oléagineux ont le deuxième taux de rotation des capitaux le plus élevé, à savoir 272 %. Cela est attribuable en grande partie aux importants investissements requis pour acquérir toute la machinerie nécessaire. À mesure que leur efficacité augmente, les fermes de céréales et d'oléagineux peuvent répartir leurs coûts de machinerie sur plus d'hectares, ce qui leur permet de réduire leur ratio de rotation des capitaux. La hausse des prix des céréales en 2007 va entraîner une augmentation du revenu de ces exploitations agricoles, ce qui pourrait réduire ce ratio.

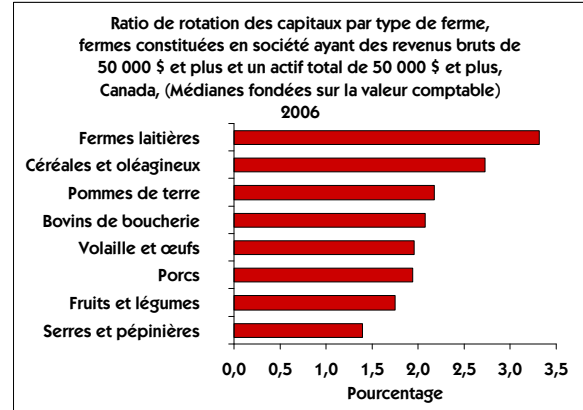
Le ratio de rotation des capitaux peut être comparé seulement à celui des fermes de taille équivalente dans la même catégorie et dans la même région.

**NOTE :** Le ratio de rotation des capitaux =

$$\frac{\text{immobilisations corporelles}}{\text{revenus bruts}}$$

Plus le ratio est faible, plus l'entreprise agricole utilise efficacement les immobilisations corporelles qu'elle possède.

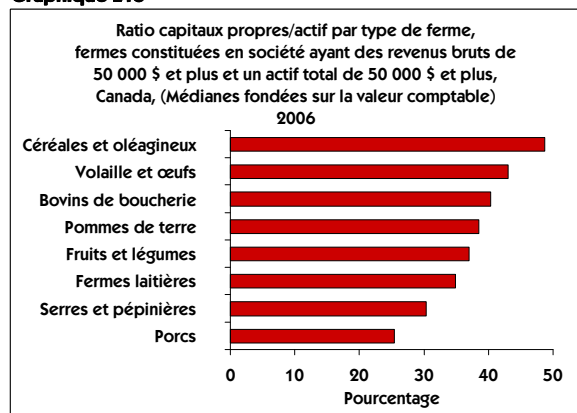
**Graphique E12**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

## La capacité de la ferme à régler ses dettes à long terme varie selon le type de ferme

**Graphique E13**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

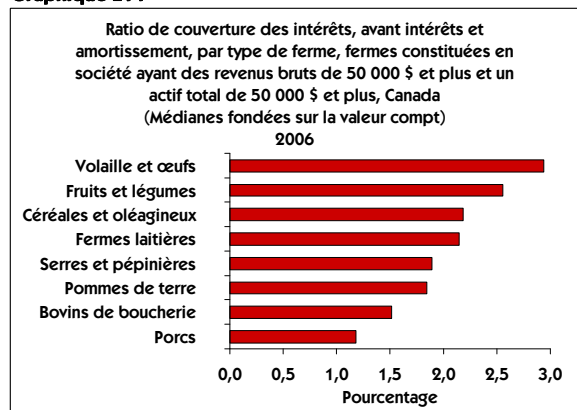
Les propriétaires de fermes de volaille et d'œufs et de fermes de céréales et d'oléagineux ont investi plus de capitaux dans leur exploitation agricole.

Plus le ratio capitaux propres/actif est faible, plus l'entreprise est encline à se tourner vers le financement par emprunt. Les fermes porcines ont le niveau de participation le plus faible, soit 25 %, suivies des serres et pépinières avec 30 %.

Les fermes de céréales et d'oléagineux affichent les ratios capitaux propres/actif les plus élevés (49 %), suivies des fermes de volaille et d'œufs (43 %) et des fermes de bovins de boucherie (40 %).

**NOTE :** Le ratio capitaux propres/actif indique le niveau de propriété de l'actif. Plus ce ratio est élevé, moins le risque financier est grand. Un ratio élevé signifie que les ressources sont fournies davantage par les propriétaires que par des créanciers, et, dans la plupart de cas, témoigne également d'une meilleure solvabilité de l'entreprise.

**Graphique E14**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

Les fermes de volaille et d'œufs et de fruits et légumes sont en meilleure position pour rembourser les intérêts de la dette.

Les fermes de volaille et d'œufs et de fruits et légumes affichent les ratios de couverture des intérêts les plus élevés, respectivement 294 % et 255 %.

En 2006, les fermes porcines ont affiché le ratio de couverture des intérêts le plus faible, soit 118 %. Un ratio de couverture des intérêts inférieur à 100 % indique que l'entreprise n'a pas suffisamment de revenus pour régler ses charges d'intérêts. Vu la hausse récente du prix de la nourriture des animaux, le ratio de couverture des intérêts des exploitations d'élevage risque de diminuer en 2007 et 2008.

**NOTE :** Le ratio de couverture des intérêts =

$$\frac{\text{revenu agricole net} + \text{charges d'intérêts}}{\text{charges d'intérêts}}$$

Il mesure la capacité de l'entreprise à rembourser les intérêts de la dette.



*En général, les exploitations agricoles canadiennes sont dans une position favorable pour s'acquitter de leurs obligations financières (dettes exigibles) sans perturber les activités normales*

Les producteurs de bovins de boucherie et les fermes de céréales et d'oléagineux affichent généralement un meilleur ratio de liquidité que les autres types d'exploitations agricoles.

La liquidité de l'entreprise est constatée quand le ratio de liquidité générale est supérieur à 100 %.

Les producteurs de bovins de boucherie et les fermes de céréales et d'oléagineux ont affiché les ratios de liquidité générale les plus élevés en 2006, soit 217 % et 198 %, respectivement, en raison de la valeur des stocks pouvant être vendus relativement vite.

Les fermes de volaille et d'œufs ont affiché le ratio de liquidité générale le plus faible, soit 122 %. Cela était prévisible, étant donné qu'elles n'ont pas besoin d'un fonds de roulement important en raison de leurs cycles de production courts (le cycle du poulet à chair est de 6 semaines).

Les éleveurs de porcs et les producteurs de pommes de terre ont également affiché des ratios de liquidité générale faibles en raison du faible prix du porc à la fin de l'année civile et des faibles rendements des cultures de pommes de terre en 2006.

**NOTE :** Le ratio de liquidité générale est =

$$\frac{\text{actif à court terme}}{\text{passif à court terme}}$$

Il mesure la capacité de l'entreprise à s'acquitter de ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles.

Les fermes laitières et les fermes de volaille et d'œufs ont généralement moins de dette à court terme que de dette à long terme.

Par ailleurs, les producteurs de pommes de terre ont besoin d'un passif à court terme plus élevé parce le coût de leurs intrants est plus élevé et qu'ils ne produisent qu'une récolte par année. Cela signifie qu'ils ne peuvent régler leur dette à court terme avant que la récolte de l'année ne soit convertie en encaisse.

Les fermes laitières ont le ratio de composition de la dette le plus faible, soit 16 %, parce qu'elles reçoivent des paiements mensuellement.

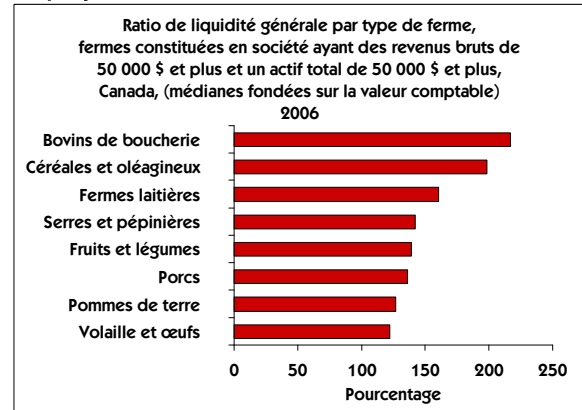
Les fermes de volaille et d'œufs arrivent au second rang, avec un ratio de 24 %. Elles n'ont pas besoin d'un passif à court terme très important étant donné qu'elles ont un cycle de production très court.

**NOTE :** Le ratio de composition de la dette =

$$\frac{\text{passif à court terme}}{\text{passif à long terme}}$$

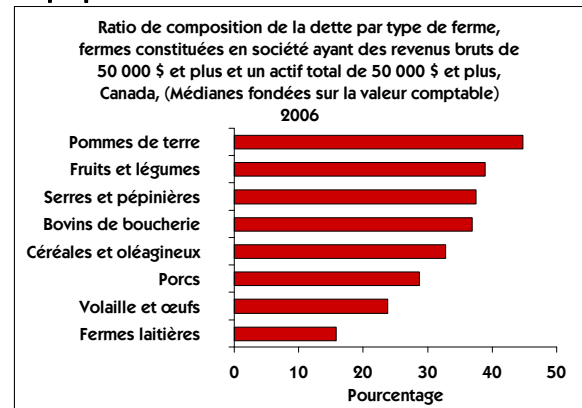
Il mesure la part de la dette à court terme par rapport à la dette à long terme.

**Graphique E15**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

**Graphique E16**



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés).

# SECTION F

## Bien-être des familles d'agriculteurs

Le bien-être économique de la plupart des familles d'agriculteurs du Canada dépend du revenu généré par leurs activités agricoles et par leurs activités non agricoles. En conséquence, pour la plupart des familles d'agriculteurs, les décisions relatives à l'exploitation agricole sont déterminées par la répartition du temps consacré à chaque activité. Les grandes exploitations agricoles sont mieux à même de réaliser des économies d'échelle et de maximaliser la rentabilité. Les petites fermes, souvent non rentables sur le plan commercial, continuent de faire partie de la communauté agricole en combinant les activités agricoles et non agricoles pour améliorer leur rendement financier global, ce qui compense pour les désavantages d'échelle de leur entreprise agricole (ERS, 2007).

La présente section porte sur le bien-être économique des familles d'agriculteurs au Canada, y compris :

- le revenu familial,
- l'importance des sources de revenus agricoles,
- la prévalence des familles à faible revenu,
- la comparaison avec les voisins qui n'exploitent pas de ferme.

Les données sur les familles d'agriculteurs proviennent de plusieurs sources différentes de données des déclarants. Dans la présente section, par souci d'uniformité, le revenu familial des agriculteurs est défini comme la part du revenu familial provenant du revenu net de l'exploitation agricole indiqué dans la déclaration d'impôt (après amortissement et autres éléments hors trésorerie) et de toutes autres sources de revenus.

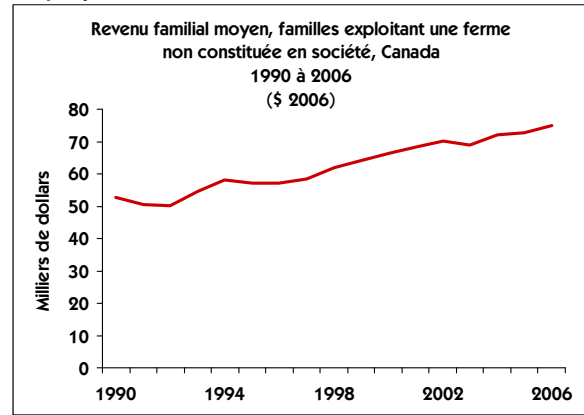
Les données des familles déclarantes sont disponibles uniquement pour les familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société. Les familles qui exploitent une ferme constituée en société sont exclues parce qu'il est difficile d'identifier les propriétaires afin d'apparier correctement les déclarations de revenu des sociétés (T2) avec les déclarations générales de revenu des particuliers (T1) des exploitants agricoles et des familles agricoles.

## Le revenu familial des agriculteurs augmente avec le temps, à mesure que les salaires et traitements de la famille continuent de progresser

Le revenu des familles d'agriculteurs évolue à la hausse en termes réels.

Entre 1990 et 2006, le revenu familial moyen des familles canadiennes exploitant une entreprise agricole non constituée en société a progressé de 42 % en termes réels, passant de 52 619 \$ en 1990 à 74 920 \$ en 2006.

**Graphique F1**



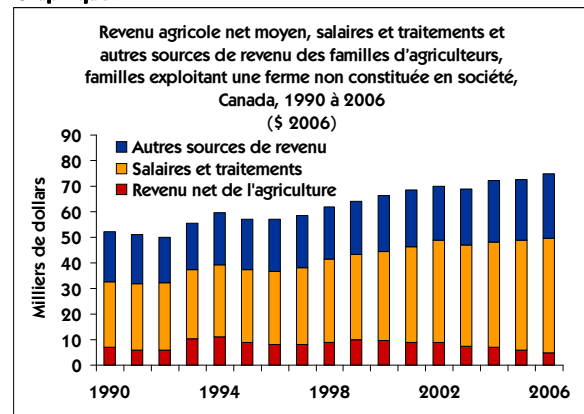
Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, diverses années.

Les salaires et traitements évoluent à la hausse, ce qui donne lieu à un revenu familial plus élevé.

Entre 1990 et 2006, les salaires et traitements des familles d'agriculteurs ont augmenté de 74 % pour s'établir à 44 602 \$ en 2006. Les salaires et traitements de ces familles proviennent du travail agricole, non agricole ou des deux. Entre 1990 et 2006, les trois quarts des familles d'agriculteurs environ ont déclaré des salaires et traitements provenant d'au moins une de ces deux sources.

Pendant la même période, la part du revenu agricole net revenant à la famille a chuté de 30 % en termes réels, tandis que les autres sources de revenu familial ont augmenté de 29 %.

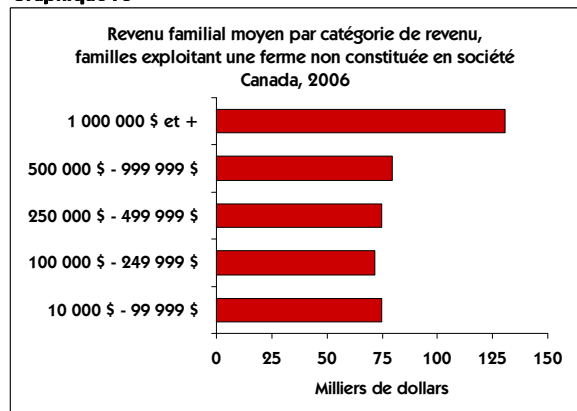
**Graphique F2**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en sociétés, diverses années.

## Le revenu familial des agriculteurs est plus élevé chez les familles qui exploitent de très grandes entreprises agricoles et des fermes d'agrément

**Graphique F3**



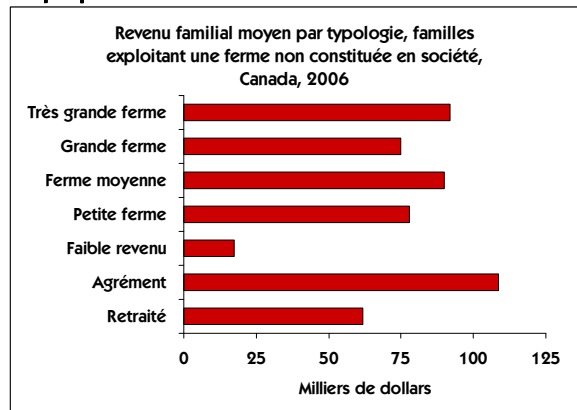
Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, 2005.

En moyenne, le revenu familial augmente en fonction de la taille de l'exploitation agricole.

En 2006, le revenu moyen de la famille d'agriculteurs se situait entre 71 617 \$ (familles exploitant une entreprise agricole moyenne ayant un chiffre d'affaires brut de 100 000 \$ à 249 999 \$) et 130 555 \$ (familles exploitant une entreprise agricole ayant un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars).

Le revenu familial a augmenté dans toutes les catégories de revenu, à l'exception de la catégorie de 250 000 \$ à 499 999 \$, qui a enregistré un fléchissement de 0,9 % entre 2005 et 2006.

**Graphique F4**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, 2005.

La ventilation par typologie montre que même parmi les petites exploitations agricoles, certaines familles d'agriculteurs ont un revenu familial élevé.

Les fermes d'agrément et les très grandes entreprises agricoles affichent les revenus agricoles familiaux moyens les plus élevés.

Dans les fermes d'agrément, les salaires et traitements constituent les principaux facteurs du revenu familial élevé, et ils compensent les pertes essuyées par l'exploitation agricole.

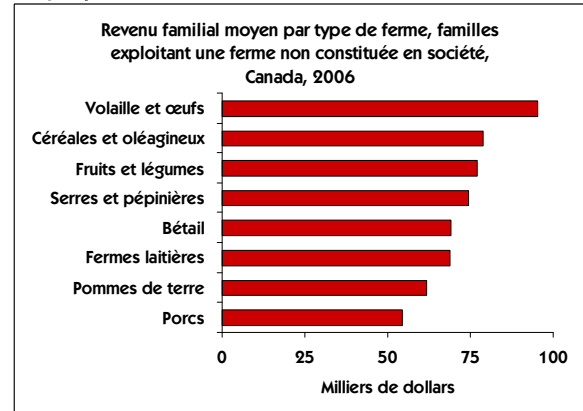
## Le revenu familial des agriculteurs est également plus élevé pour certains types d'exploitations agricoles et dans certaines provinces

Le revenu familial des agriculteurs varie selon le type d'exploitation agricole.

Les familles qui exploitent une ferme avicole (volaille et œufs) déclarent généralement le revenu familial moyen le plus élevé. En 2006, le revenu familial moyen déclaré par ces familles s'élevait à 96 870 \$, en hausse de 9,7 % par rapport à 2005.

Entre 2005 et 2006, le revenu familial moyen des familles exploitant une ferme porcine a reculé de 10 % en raison d'une baisse des prix de la viande de porc. Le revenu familial des producteurs de pommes de terre a également fléchi (de 14 %).

**Graphique F5**



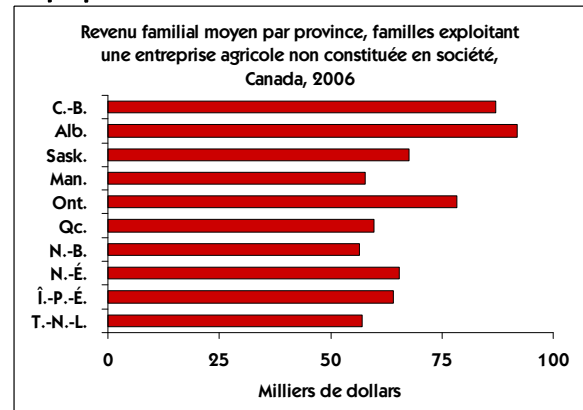
Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, 2006.

Le revenu familial varie selon la province.

Les familles d'agriculteurs de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont déclaré les revenus familiaux les plus élevés en 2006. La facilité d'accès à l'emploi non agricole est la raison probable du revenu familial plus élevé dans ces provinces.

Entre 2005 et 2006, le revenu familial a augmenté dans toutes les provinces, sauf au Québec. Le revenu des familles d'agriculteurs a connu sa plus forte augmentation dans l'Ouest canadien; les hausses les plus élevées ont été déclarées par les familles de la Saskatchewan (11 %), de l'Alberta (jusqu'à 11 %) et de la Colombie-Britannique (jusqu'à 10 %). La croissance des secteurs des mines, du pétrole et de la construction a favorisé l'amélioration des possibilités d'emploi dans cette région.

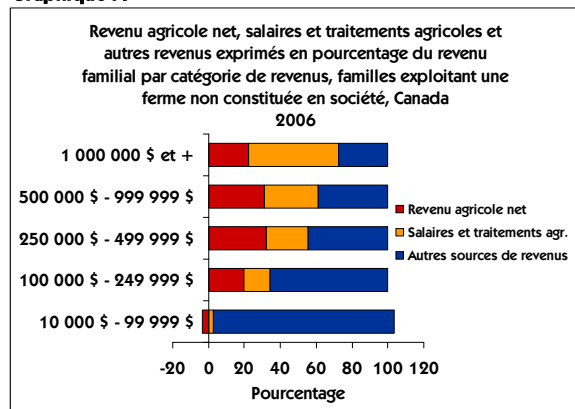
**Graphique F6**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, 2005.

## La dépendance à l'égard des sources de revenus agricoles est plus grande dans certaines catégories de revenus et certains groupes typologiques

**Graphique F7**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, 2005, et calculs internes d'ACC, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société.

Les fermes plus grandes dépendent davantage du revenu agricole.

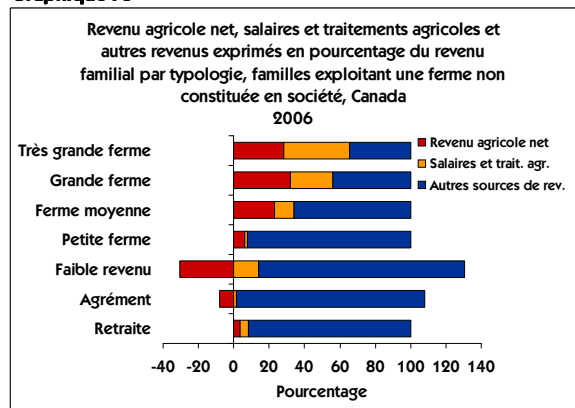
Plus la ferme est grande, plus la dépendance à l'égard du revenu agricole est grande – que ce revenu provienne du revenu agricole net ou des salaires et traitements versés aux membres de la famille.

En général, chez les familles qui exploitent une petite ferme, le revenu familial provient en totalité d'une source de revenus non agricole.

**NOTE :** La mesure de la dépendance à l'égard des revenus non agricole n'est pas aussi clairement définie qu'au cours des dernières décennies parce que les autres sources de revenus de la famille peuvent inclure les revenus découlant indirectement de la ferme.

- Les salaires et traitements peuvent inclure les salaires et traitements versés aux membres de la famille pour du travail effectué sur la ferme.
- Le revenu de placement peut inclure le montant imposable des dividendes résultant de la propriété d'une entreprise agricole constituée en société ainsi que le revenu de location de terres ou bâtiments agricoles.
- Les autres sources de revenus d'appoint peuvent inclure la portion gouvernementale du CSRN et d'Agri-investissement dans le cas des fermes non constituées en société.

**Graphique F8**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, 2005, et calculs internes d'ACC, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société.

Les sources de revenus agricoles sont plus importantes pour les petites, moyennes et très grandes entreprises.

Ce sont les très grandes entreprises agricoles qui dépendent le plus du revenu agricole. Près de 60 % du revenu familial des exploitants de très grandes entreprises agricoles provient de la part du revenu net qui revient à la famille et des salaires et traitements agricoles.

*La taille et la vocation commerciale sont des facteurs importants pour déterminer la dépendance à l'égard des sources de revenus agricoles, mais le type de ferme et la région sont tout aussi importants*

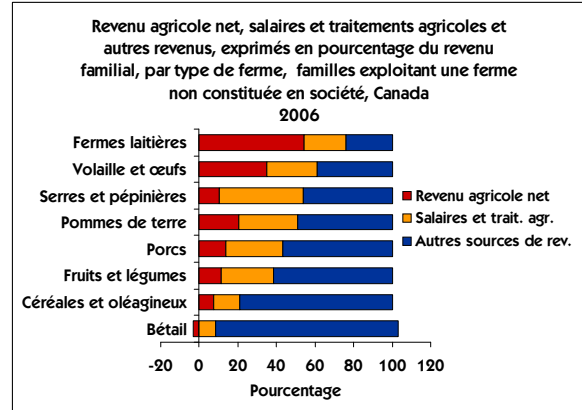
La dépendance à l'égard des sources de revenus agricoles est plus probable parmi les fermes à forte intensité de main-d'œuvre.

Les exploitations agricoles à forte intensité de main-d'œuvre – fermes laitières, volaille et œufs, serres et pépinières, pommes de terre – dépendent davantage du revenu agricole, qu'il provienne du revenu agricole net ou des salaires versés pour le travail agricole. Par ailleurs, les familles qui exploitent des fermes à intensité de main-d'œuvre moindre doivent généralement compter sur un revenu d'appoint non agricole.

La dépendance à l'égard des sources de revenus agricoles varie selon la province.

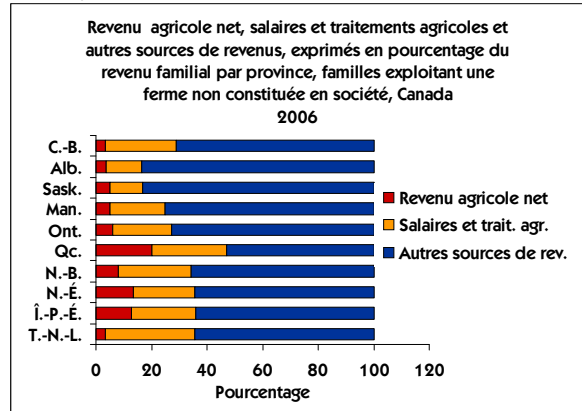
Au cours des dernières années, les familles d'agriculteurs de l'Est du Canada et du Québec ont obtenu une part plus grande du revenu agricole que les familles de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

**Graphique F9**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, 2005, et calculs internes d'AAC, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société.

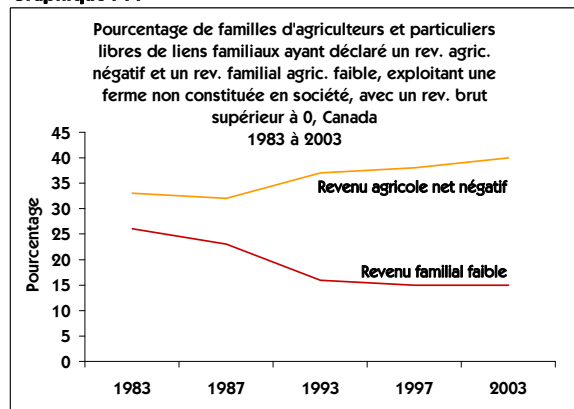
**Graphique F10**



Source : Statistique Canada, série de données des déclarants, 2006, et calculs internes d'AAC, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société.

## Il y a peu de corrélation entre la prévalence du revenu familial agricole faible et le revenu agricole net négatif

**Graphique F11**



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales, familles et particuliers libres de liens familiaux déclarant un revenu agricole brut positif, diverses années.

Les tendances concernant le revenu familial faible et le revenu agricole net négatif des familles d'agriculteurs sont divergentes.

Entre 1983 et 2003, le pourcentage de familles d'agriculteurs déclarant un revenu familial faible a fléchi de 27 % à 16 %.

Durant cette période, le pourcentage de familles d'agriculteurs déclarant un revenu agricole net négatif a progressé, passant de 33 % à 40 % parmi les familles exploitant une ferme non constituée en société.

La diminution du nombre de familles d'agriculteurs déclarant un revenu familial faible est attribuable à l'accroissement du revenu provenant d'un emploi indépendant non agricole.

La hausse du revenu agricole net négatif est imputable en partie à la modification du régime fiscal qui aide les entreprises agricoles non constituées en société à verser un salaire aux membres de la famille pour le travail agricole, ce qui réduit le revenu agricole net.

**NOTE :** Les familles (et les particuliers) ayant un revenu faible sont identifiés par la mesure de faible revenu (MFR), qui définit le revenu familial faible comme correspondant à la moitié (50 %) du revenu familial médian au Canada, ajusté selon la taille et la composition de la famille.

**Graphique F12**

PRODUIT	REVENU AGRICOLE NET NÉGATIF	REVENU AGRICOLE NET POSITIF	TOTAL
Pourcentage des familles d'agriculteurs			
Inférieur à la MFR	10,8	11,0	21,8
Supérieur à la MFR	32,0	46,2	78,2
<b>TOTAL</b>	<b>42,8</b>	<b>57,2</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistique Canada, base de données des déclarants, familles exploitant une entreprise agricole non constituée en société, 2005.

Le revenu agricole net négatif n'est pas un facteur très important pour déterminer quelles familles ont un revenu familial faible.

Les familles à faible revenu sont réparties de façon égale entre les familles ayant un revenu agricole net négatif et un revenu agricole net positif.

En 2006, 10,8 % des familles d'agriculteurs ont déclaré un revenu agricole net négatif et un revenu familial faible.

En comparaison, 11 % des familles d'agriculteurs ont déclaré un revenu agricole net positif et un revenu familial faible.



## Un faible pourcentage de familles d'agriculteurs a un revenu familial faible pendant de nombreuses années

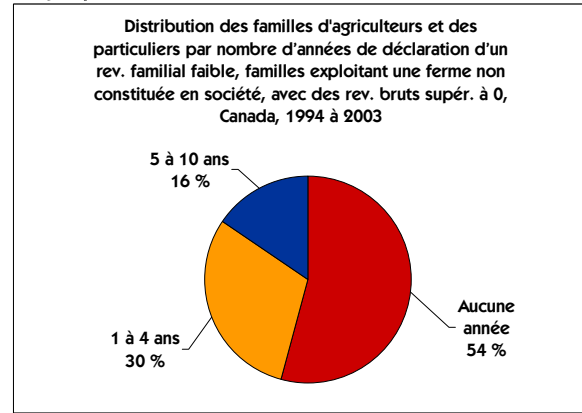
Entre 1994 et 2003, 16 % des familles d'agriculteurs ont déclaré un revenu familial faible pendant cinq ans ou plus.

La même situation est observée chez les familles non agricoles.

Les mesures du faible revenu ne prennent pas en compte le niveau de richesse de la famille.

**NOTE :** Les familles (et les particuliers) ayant un revenu familial faible chronique déclarent un revenu familial faible pendant cinq ans ou plus sur une période sélectionnée de dix ans.

**Graphique F13**



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales, familles et particuliers libres de liens familiaux déclarant un revenu agricole brut positif, 1994 à 2003.

Le revenu agricole net négatif chronique contribue à accroître l'incidence du revenu familial faible seulement chez les fermes de taille commerciale.

Parmi les fermes ayant un revenu brut de 500 000 \$ et plus, la fréquence du revenu familial faible chronique était comme suit :

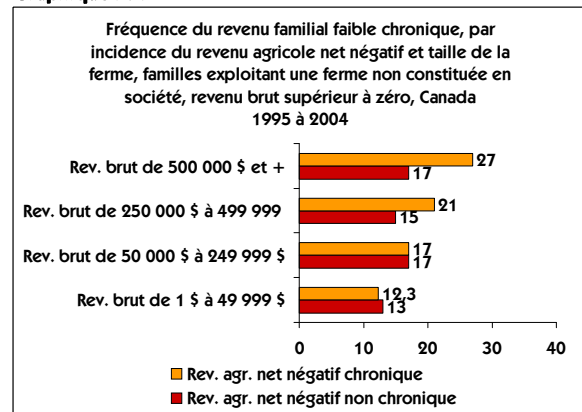
- 27 % des fermes ayant un revenu agricole net négatif chronique, par rapport à
- 17 % des fermes n'ayant pas un revenu agricole net négatif chronique.

De même, parmi les fermes ayant un revenu brut de 250 000 \$ à 499 999 \$, la fréquence du revenu familial faible chronique était comme suit :

- 21 % des fermes ayant un revenu agricole net négatif chronique, par rapport à
- 15 % des fermes n'ayant pas un revenu agricole net négatif chronique.

Il n'y a pas de corrélation entre le revenu familial faible chronique et le revenu agricole net négatif chronique pour les fermes ayant un revenu brut de moins de 250 000 \$. En général, les familles de ce groupe dépendent davantage d'un revenu non agricole, ce qui affaiblit le rapport entre le revenu agricole négatif et le revenu familial faible.

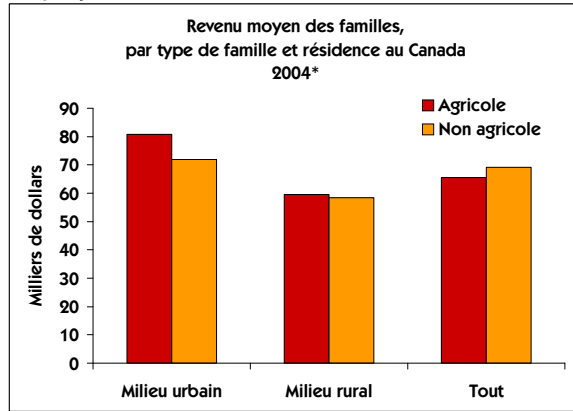
**Graphique F14**



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales, familles et particuliers libres de liens familiaux ayant un revenu agricole brut positif, de 1994 à 2003.

*Pour ce qui est du bien-être économique global, les ménages agricoles sont dans une situation relativement plus favorable que les autres ménages canadiens*

**Graphique F15**



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales, 2005.  
 Note : \* Revenu avant impôts des familles et particuliers.

Le revenu des ménages agricoles est légèrement plus élevé que celui de leurs voisins qui ne pratiquent pas l'agriculture.

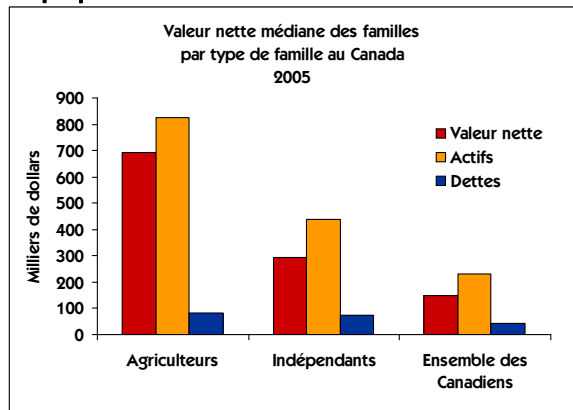
Quand on compare la grande majorité des familles d'agriculteurs avec leurs homologues (c.à-d., les familles rurales), le revenu de la famille d'agriculteurs moyenne est supérieur à celui de la famille non agricole moyenne.

En 2004, le revenu moyen des ménages agricoles s'élevait à 59 600 \$, comparativement à 58 400 \$ pour les ménages non agricoles en milieu rural.

De même, le revenu moyen des ménages agricoles en milieu urbain s'élevait à 80 900 \$, comparativement à 71 800 \$ pour les familles non agricoles en milieu urbain.

Dans l'ensemble, le revenu moyen des ménages agricoles est inférieur de 5 % au revenu moyen des ménages non agricoles, parce que les familles d'agriculteurs vivant en milieu urbain sont beaucoup moins nombreuses que celles vivant en milieu rural, et les ménages non agricoles vivant en milieu urbain sont beaucoup plus nombreux que ceux vivant en milieu rural.

**Graphique F16**



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière de 2005 et Enquête financière sur les fermes de 2006.

Cela dit, la valeur nette des familles d'agriculteurs est considérablement plus élevée que celle des familles non agricoles.

En 2005, la valeur nette médiane des familles d'agriculteurs s'élevait à 691 000 \$, tandis que celle des familles non agricoles et des particuliers libres de liens familiaux n'atteignait que 148 000 \$. Pour les familles et les particuliers qui exercent un emploi à titre indépendant, la valeur nette médiane se chiffrait à 295 000 \$.

Le niveau d'endettement est semblable pour les familles non agricoles indépendantes et les familles d'agriculteurs; toutefois, la valeur nette des familles d'agriculteurs est beaucoup plus élevée.





# Glossaire

## **Autre revenu familial**

Dans le présent document, le revenu familial est égal au revenu agricole net plus les autres revenus familiaux comme les traitements et les salaires provenant du travail agricole et du travail non agricole, le revenu de placement, le revenu de pension et les autres sources de revenus.

## **Corporation**

Entreprise constituée en corporation qui est enregistrée auprès d'une autorité provinciale ou fédérale et qui est considérée comme une personne morale distincte de son propriétaire. Une corporation familiale est une entreprise constituée en corporation dont la majorité des actions appartiennent à une personne ou à des membres d'une famille. Une corporation non familiale est une exploitation constituée en corporation dont la majorité des actions appartiennent à un groupe de personnes non apparentées.

## **Déduction pour amortissement**

Biens amortissables comme les bâtiments et les équipements qui se déprécient ou qui deviennent désuets au fil du temps. Les entreprises peuvent déduire le coût de cette dépréciation sur une période plusieurs années. La déduction pour amortissement (DPA) est le moyen par lequel les Canadiens peuvent réclamer des amortissements à des fins fiscales. La DPA est une déduction fiscale non remboursable qui réduit les impôts dus en permettant de déduire le coût des actifs en lien avec l'exploitation du revenu sur un certain nombre d'années. Il n'y a pas de pénalité à ne pas demander de déduction pour amortissement. Lorsqu'un contribuable réclame moins que le plein montant de la DPA auquel il a droit, la réserve d'amortissements demeure intacte et pourra être utilisée au cours des prochains exercices.

## **Dépenses totales à des fins fiscales**

Somme des dépenses totales d'exploitation et des rajustements totaux des dépenses, comprenant le défrichage, le drainage souterrain, la déduction pour amortissement, l'allocation pour les immobilisations admissibles, les dépenses non admissibles et les autres rajustements des dépenses.

## **Dépenses totales d'exploitation**

Somme de l'ensemble des dépenses de récoltes, d'élevage, de machinerie et de dépenses générales. Le total des dépenses générales comprend les salaires, les assurances, les travaux à forfait, les loyers, les services publics, les charges d'intérêts, les impôts fonciers, les frais d'entretien de bâtiments et de clôtures, les frais de commercialisation et autres frais divers. La déduction pour amortissement (DPA), l'allocation pour l'usure des biens amortissables, n'est pas comprise dans l'estimation des dépenses totales d'exploitation.

**Faible revenu familial chronique**

Familles et personnes non apparentées qui déclarent de faibles revenus familiaux au moins 50 % du temps sur une période de dix ans.

**Ferme appartenant à un retraité**

Ferme agricole familiale d'une seule génération dont les revenus agricoles bruts se situent entre 10 000 \$ et 249 999 \$ et dont le plus vieil exploitant est, soit âgé de 60 à 64 ans et reçoit un revenu de pension, soit âgé de plus de 64 ans et dont les enfants ne participent pas aux activités agricoles quotidiennes.

**Ferme d'agrément**

Ferme familiale dont les revenus agricoles bruts se situent entre 10 000 \$ et 49 999 \$ et dont la famille de l'agriculteur gagne des revenus d'appoint de 50 000 \$ ou plus. Elle ne fait pas partie de la catégorie des fermes appartenant à un retraité.

**Ferme hautement spécialisée**

Ferme hautement spécialisée dont 90 % et plus des revenus agricoles proviennent de la vente d'un même produit ou d'un même groupe de produits.

**Ferme moyenne**

Ferme dont les revenus agricoles bruts se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$.

**Ferme non familiale**

Ferme constituée en corporation non familiale, en coopérative ou en commune ou ferme détenue en succession ou en fiducie.

**Fermes axées sur les affaires**

Fermes familiales dont les revenus agricoles bruts sont de 10 000 \$ et plus et qui ne correspondent pas à la définition de ferme appartenant à un retraité, de ferme d'agrément ou de ferme à faible revenu.

**Grande ferme**

Ferme déclarant des recettes brutes de 250 000 \$ et plus.

**Groupe à faible revenu**

Ferme familiale dont les revenus agricoles bruts se situent entre 10 000 \$ et 249 999 \$ et dont la famille de l'agriculteur a un revenu familial total inférieur au seuil de la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada. Elle ne fait pas partie de la catégorie des fermes qui appartiennent à un retraité ni de celle des fermes d'agrément. En 2006, le seuil du revenu familial avant impôt pour une famille de quatre dont deux adultes et deux enfants était de 34 874 \$. La MFR de Statistique Canada est basée sur le revenu familial avant impôt, ce qui équivaut au revenu agricole net à des fins fiscales (R2050 - R2150) plus les revenus d'appoint (T6100). Des estimations sur les déclarants utilisent cette méthode pour identifier les familles d'agriculteurs sous la MFR. Aux fins des calculs de l'Enquête financière sur les fermes, des déductions estimatives pour amortissement (DPA) ont été ajoutées au seuil de faible revenu pour déterminer le seuil avant les DPA.

**Immobilisations corporelles**

Peuvent être, soit des biens corporels comme du fonds de terre, des bâtiments, des équipements et des meubles dont la durée de vie utile pour l'exploitation dépasse une année, soit des biens incorporels comme la surveillance et la propriété intellectuelle.

**Marge d'exploitation**

Rapport entre le revenu brut d'exploitation et le revenu net d'exploitation.

**Microferme**

Ferme dont les revenus agricoles bruts sont inférieurs à 10 000 \$.

**Paiements de programme**

Comprennent les revenus des programmes de stabilisation provinciaux, le Régime d'assurance-revenu brut (maintenant terminé) et d'autres subventions (programme d'encouragement à la production porcine, les paiements selon la superficie, l'aide au défrichage et les subventions gouvernementales), plus les produits d'assurances de programmes d'aide (privés et gouvernementaux) pour les cultures et le bétail, ainsi que les paiements de secours en cas de catastrophe. Les subsides laitiers et les retraits au compte de stabilisation du revenu net sont exclus.

**Petite ferme**

Ferme dont les revenus agricoles bruts se situent entre 10 000 \$ et 99 999 \$.

**Produits à valeur ajoutée**

Terme général référant aux produits agricoles qui ont une valeur ajoutée en raison d'une transformation qu'ils ont subie. Par exemple : huile de canola et tourteau de soya.

**Ratio d'autonomie financière**

Ratio égal à l'avoir net divisé par l'actif total. Le ratio d'autonomie financière démontre le degré d'autonomie financière du propriétaire. Plus le ratio est élevé, plus les risques financiers sont faibles. Plus la valeur de ce ratio est élevée, plus les ressources sont fournies par les propriétaires et moins par les créanciers, et, dans la plupart des cas, plus l'entreprise est solvable.

**Ratio de couverture des intérêts**

Ratio égal à la somme du revenu net agricole et des charges d'intérêts divisée par les charges d'intérêts. Il mesure la capacité de l'entreprise de payer les intérêts sur la dette.

**Ratio de la structure financière**

Ratio égal au passif à court terme divisé par le passif à long terme. Il mesure le rapport entre le passif à court terme et le passif à long terme.

**Ratio de liquidité à court terme**

Ratio égal à l'actif à court terme divisé par le passif à court terme. Il mesure la capacité de l'entreprise à respecter ses obligations financières à terme.

**Ratio de marge bénéficiaire**

Ratio égal à la somme du revenu agricole net plus les frais d'intérêts divisés par le revenu brut. Il sert à mesurer la capacité d'une entreprise à maîtriser ses coûts par rapport à ses revenus.

**Ratio des dépenses**

Ratio du total des dépenses d'exploitation sur le revenu brut.

**Récupération de la déduction pour amortissement**

Si à la fin d'une année d'imposition, la déduction pour amortissement de n'importe quelle catégorie de biens amortissables a un solde négatif (parce que la déduction pour vente excède le solde de la catégorie), alors le solde négatif est ajouté au revenu d'exploitation pour « récupérer » l'amortissement déduit en trop lors des exercices précédents.

**Rendement de l'actif**

Ratio égal à la somme (du revenu agricole net et des charges d'intérêts) divisée par l'actif total. Il mesure le rendement des investissements totaux.

**Rendement des capitaux propres**

Ratio égal au revenu agricole net divisé par l'avoir net. Il mesure le rendement de la mise de fonds du propriétaire.

**Revenu agricole brut à des fins fiscales**

Somme du revenu brut et des rajustements du revenu total englobant le revenu de la vente de quota, la récupération des déductions pour amortissement, les rajustements des stocks et les revenus non admissibles.

**Revenu agricole net négatif chronique**

Familles et personnes non apparentées qui déclarent des revenus agricoles nets négatifs au moins 50 % du temps sur une période de dix ans.

**Revenu brut**

Somme des revenus agricoles provenant des cultures et de l'élevage et des autres revenus comme les paiements de programme, les travaux à forfait et les revenus de location, les produits forestiers, les avances de fonds et les revenus divers.

**Revenu de pension**

Somme des prestations de la pension de la sécurité de la vieillesse, du RPC et du RRO, du versement net des suppléments fédéraux, ainsi que d'autres pensions et rentes de retraite

**Revenu de placement**

Comprend le montant imposable des dividendes, le revenu net de location, le revenu net de sociétés en commandite et d'autres revenus d'intérêts et de placements.

**Revenu familial**

Est présenté de deux manières différentes dans le présent document, soit comme un revenu monétaire égal au revenu net d'exploitation plus les autres revenus familiaux, soit comme un revenu avant impôt égal à la somme du revenu agricole net et des autres revenus familiaux. Dans les deux cas, le calcul exclut les gains en capital.

Les autres revenus familiaux englobent : les traitements et les salaires du travail agricole et du travail à l'extérieur de la ferme, les revenus de placement, les revenus de pension et d'autres sources de revenus.

**Revenu monétaire net**

Est estimé dans les séries Statistiques économiques agricoles en soustrayant les dépenses d'exploitation des recettes monétaires agricoles. Un rapport est réalisé chaque année civile selon la méthode de comptabilité de caisse, en fonction de l'argent payé à l'agriculteur ou déboursé par lui. Ces estimations, qui sont faites à l'échelle provinciale et nationale, englobent toutes les exploitations agricoles. Ces données ne sont toutefois pas disponibles par type de ferme, par catégorie de ventes, par sous-région provinciale ou localement.

Le revenu monétaire net exclut : le revenu gagné par des activités non agricoles exercées à la ferme (par ex. le revenu tiré d'activités agrotouristiques à la ferme); les autres sources de revenus des exploitants agricoles ou de leur famille (par ex. les traitements et salaires provenant d'activités non agricoles et les revenus de placement); les revenus ou les dépenses provenant de la vente ou de l'achat de biens agricoles (biens réels, machineries et équipements), même si les intérêts payés sur ces achats sont considérés comme une dépense; les paiements de capital si les investissements ne sont pas en lien avec la production courante et les paiements de transfert (notamment les allocations de formation) destinés aux individus; et contrairement au Programme des données fiscales (PDF), à l'Enquête financière sur les fermes (EFF) et au Recensement sur l'agriculture, les estimations du revenu agricole agrégé net excluent les transactions entre fermes, à moins qu'elles ne soient faites entre les frontières provinciales ou nationales. Dans une province, les ventes d'une ferme à une autre sont considérées comme une dépense pour l'autre, donc elles s'annulent entre elles.

### **Revenu net agricole**

Revenu agricole brut à des fins fiscales moins les dépenses totales à des fins fiscales.

### **Revenu net d'exploitation**

Revenu brut moins les dépenses totales d'exploitation.

### **Revenu net du marché**

Revenu net d'exploitation moins les paiements de programme.

### **Risque**

Se mesure par la variance du rendement des actifs ou du rendement sur l'avoir propre dans le temps. Plus la variance est grande, plus le degré de risque est élevé.

### **Taux de rotation des capitaux**

Ratio égal aux immobilisations corporelles divisées par le revenu brut. Plus le ratio est faible, plus la ferme est efficace à utiliser les immobilisations corporelles possédées par l'exploitation agricole.

### **Traitements et salaires**

Revenu d'emplois gagnés à la fois sur la ferme et à l'extérieur de celle-ci.

### **Typologie des fermes**

Procédure consistant à classifier chaque ferme selon sa production prédominante. Dans le Programme des données fiscales (PDF), la classification des types de fermes est basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une ferme doit tirer au moins la moitié de son revenu des ventes agricoles d'un produit ou d'un groupe de produits pour pouvoir être classifiée dans un type de ferme donné. Des modifications au type de fermes peuvent refléter un changement des activités agricoles, mais peuvent aussi être influencées par la fluctuation du cours des denrées.

Dans la base de données de l'Enquête financière sur les fermes (EFF), la classification des types de fermes est basée sur les déclarations du répondant quant au type de ferme sans égard à la source de revenus.

### **Valeur comptable**

Coût d'acquisition des immobilisations corporelles moins les amortissements cumulés. Les immobilisations corporelles peuvent être des biens corporels comme le fonds de terre, les bâtiments, les équipements et les meubles dont la durée de vie utile pour l'exploitation dépasse une année, ou des biens incorporels comme la survaleur et la propriété intellectuelle.



**Valeur marchande**

Prix que le propriétaire peut espérer obtenir à la vente d'un bien.

**Valeur totale de la production**

Représente la production brute des exploitations agricoles au cours d'une période de temps donnée. Elle comprend les ventes de produits agricoles, les ventes de productions secondaires, les autres sources de revenus et la consommation personnelle de biens produits.